

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Coöperatieve Rabobank U.A.

Société de droit étranger au capital de 443 797 051,34 Euros

Siège social :

Croeselaan 18

3521 CB Utrecht 99135

PAYS-BAS

Chambre de commerce : 30046259

Succursale de droit étranger en France

Succursale de Paris : Rabobank Paris

5 rue de la Baume - 75008 PARIS

380 404 764 R.C.S. PARIS

Comptes consolidés au 31 décembre 2024*Approuvés par l'Assemblée générale qui se tiendra 9 avril 2025**Préparés selon le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne
(Traduction libre des documents originaux en anglais)***Le mot du Président****Avant- propos**

« En 2024, nous avons essayé de jeter de nouvelles bases pour devenir une banque meilleure, en nous focalisant sur les secteurs de l'agro-alimentaire et de l'énergie, en veillant à garantir une stabilité financière et en intégrant l'innovation et la durabilité dans tout ce que nous faisons »

L'été que j'ai passé l'année dernière à Paris m'a procuré un sentiment de fraternité, toutefois éphémère, face au monde actuel, ébranlé par les conflits et les guerres. Au cours de la première semaine d'août, j'ai assisté à différentes épreuves des Jeux Olympiques et j'ai pu, assis dans les gradins, arborant un maillot orange, encourager avec ferveur Femke Bol et ses co-équipières du relais 4 x 400 m et les voir remporter la médaille d'or tout comme les équipes féminine et masculine de hockey sur gazon.

Pour ma rétrospective 2024, je me suis remémoré les temps forts de cet été sportif. Outre le divertissement inspirant que le sport de haut niveau peut offrir aux spectateurs, l'esprit olympique me transcende. La devise des Jeux Olympiques depuis leur création n'est-elle pas : « plus vite, plus haut, plus fort ». Si vous voulez vraiment réussir vous devez impérativement vous en donner les moyens. Faites en sorte d'aller toujours plus vite, de sauter plus haut et de devenir plus fort.

Cette ambition s'applique également, selon moi, à Rabobank dont les résultats de l'exercice écoulé sont présentés dans ce rapport. Début 2024, nous nous sommes fixés pour objectif de devenir une banque meilleure. Nous voulons toujours mieux servir nos clients et nous assurer que, grâce à eux, nous pouvons sans cesse renforcer notre impact social.

Lorsque je suis devenu Président du Directoire, j'ai qualifié Rabobank de « schone bank », ce qui en flamand veut dire « belle banque ». L'année dernière, j'ai utilisé un nouveau terme flamand pour définir nos ambitions : performant qui signifie puissant, efficace et productif. À mon arrivée, j'ai été profondément impressionné par la structure coopérative à vocation sociale de la banque. et je n'ai pas pu m'empêcher de remarquer son potentiel inexploité. Je pense que nous avons bien plus à offrir et c'est pour cette raison que le mot « performant » convient parfaitement, à mon avis : puissant, efficace, productif.

C'est en gardant ce mot présent à l'esprit que nous avons fait en sorte l'année dernière que Rabobank devienne une banque meilleure pour nos clients et nos sociétaires. Nos plans et nos ajustements ont été guidés par l'objectif de nous tourner résolument vers les clients, d'être proactifs et réactifs.

Je suis fier de la rapidité avec laquelle nos collègues ont apporté les améliorations nécessaires et les ont mises en place. En 2024, nous avons restructuré nos activités de banque de détail et de commerce de gros et rural aux Pays-Bas, en les simplifiant et en créant un état d'esprit définitivement axé sur le client. Il est impressionnant de voir comment les collègues sont parvenus à composer avec les changements, L'engagement des employés n'a jamais faibli au cours de l'année, atteignant un taux de 87 % sur les quatre trimestres. Il me semble que les félicitations sont plus que jamais de rigueur.

En matière de stabilité financière, 2024 a été une année couronnée de succès, en partie grâce aux taux d'intérêt encore relativement élevés. Aux Pays-Bas, nous avons renforcé notre position de leader sur le marché des prêts aux PME et des prêts hypothécaires. Nous avons proposé des prêts bonifiés à taux réduit aux propriétaires de logements classés DPE A, sous réserve qu'ils répondent aux critères d'éligibilité, afin de les inciter à rendre leurs logements moins énergivores. À ce jour, plus de 70 000 clients ont profité de cette offre.

Parallèlement, les dépôts sur le compte d'épargne Rabo TijdslotSparen, produit d'épargne unique en son genre, ont augmenté, passant de 7,2 milliards d'euros en 2023 à 23,1 milliards d'euros en 2024.

Sur le plan international, nous avons enregistré en 2024 d'excellents résultats dans de nombreux domaines. Les prêts accordés au secteur Commerce de gros et Rural ont augmenté, en raison notamment de la demande croissante en solutions de financement de la transition énergétique. Les performances de DLL, notre filiale spécialisée dans les solutions de crédit-bail, sont restées solides grâce à une augmentation du volume de nouvelles transactions.

Nos bons résultats en tant que banque coopérative nous ouvrent un horizon toujours plus vaste d'opportunités nous permettant de renforcer notre impact social. Grâce à des sociétaires plutôt qu'à des actionnaires, nous pouvons utiliser nos bénéfices pour aider nos clients et nos sociétaires à matérialiser leurs idées et réaliser leurs projets.

Pour permettre à Rabobank de concrétiser activement ses ambitions sociales, il est impératif de joindre le geste à la parole. Notre nouvelle campagne publicitaire, lancée cet été aux Pays-Bas, met en avant ce qui nous différencie de la plupart des grandes banques : nous sommes la seule banque néerlandaise à avoir non pas des actionnaires mais des sociétaires.

Rabobank compte plus de 2,3 millions de clients qui, en devenant sociétaires, se sont engagés à contribuer au développement social en œuvrant conjointement à des projets qu'ils ne pourraient pas réaliser seuls et en créant un impact social avec d'autres sociétaires et employés. En tant que banque coopérative, nous nous devons d'être toujours à l'écoute de nos sociétaires qui peuvent décider de participer activement. L'année dernière, par exemple, dans le cadre du programme annuel Rabo Club Support, 500 000 sociétaires ont voté sur la façon de répartir 16 millions d'euros entre 33 000 clubs et associations.

Le dernier jour de novembre, nous avons organisé le « Onze Dag », c'est-à-dire Notre Journée, pour les sociétaires les plus actifs de Rabobank, ceux qui participent à

nos conseils des sociétaires. Près de 1 200 personnes, dont la Reine Máxima, ont participé aux discussions portant sur l'importance de pérenniser la stabilité financière et de renforcer les autres valeurs de la banque. C'est au cours de cette journée véritablement réussie que j'ai réellement pris conscience de l'importance de notre contribution unique à la société, une contribution qui continuera à croître aussi longtemps que nous serons une banque meilleure.

En 2024, nous avons essayé de jeter de nouvelles bases pour devenir une banque meilleure en nous focalisant sur les secteurs de l'agro-alimentaire et de l'énergie, en veillant à garantir une stabilité financière et en intégrant l'innovation et la durabilité dans tout ce que nous faisons. Nous sommes sur la bonne voie, mais nous n'avons pas encore atteint notre objectif. En ce qui me concerne, performant doit devenir le mot d'ordre de notre volonté de progresser sur la voie que nous avons empruntée. Pour l'instant, je regarde le chemin parcouru avec une immense satisfaction et je me tourne vers l'avenir avec confiance. J'espère que vous en ferez de même en lisant ce rapport annuel.

Bien à vous,

Stephaan Decraene
Président du Directoire de Rabobank

États financiers consolidés

Bilan consolidé

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Au 31 décembre 2024</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>
Actifs			
Disponibilités	6	84 874	90 539
Créances sur les établissements de crédit	7	27 035	26 456
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8	1 740	3 747
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	9	3 169	2 773
Instruments financiers dérivés	10	23 430	21 992
Prêts et créances envers la clientèle	11	454 485	439 262
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	12	18 823	13 921
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	13	2 062	1 793
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	14	689	737
Immobilisations corporelles	15	4 111	3 976
Immeubles de placement	16	917	703
Actifs d'impôts exigibles		148	114
Actifs d'impôts différés	26	933	923
Autres actifs	17	6 695	6 590
Actifs non courants détenus en vue de la vente	18	142	270
Total des actifs		629 253	613 796

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Au 31 décembre 2024</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>
Passifs			
Dépôts des établissements de crédit	19	12 447	15 823
Dépôts de la clientèle	20	411 436	391 380
Bons et obligations en circulation	21	116 173	122 519
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	22	277	475
Passifs financiers à la juste valeur	23	2 566	2 810
Instruments financiers dérivés	10	17 375	15 434
Autres passifs	24	5 702	5 525
Provisions	25	594	612
Passifs d'impôts exigibles		529	561
Passifs d'impôts différés	26	212	198
Dettes subordonnées	28	8 498	8 817
Passifs détenus en vue de la vente		-	1
Total des passifs		575 809	564 155
Capitaux propres			
Réserves et reports à nouveau	30	40 942	36 242
Instruments de capitaux propres émis par Rabobank			
- Certificats Rabobank	31	6 909	7 825
- Titres de capital	32	4 972	4 975
		11 881	12 800
Participations ne donnant pas le contrôle	33	621	599
Total des capitaux propres		53 444	49 641
Total des capitaux propres et du passif		629 253	613 796

Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Pour l'exercice clos au 31 décembre</i>	
		<i>2024</i>	<i>2023</i>

<i>Produits d'intérêts provenant d'actifs financiers calculés d'après la méthode des intérêts effectifs</i>	35	26 714	25 509
Autres produits d'intérêts	35	282	294
Charges d'intérêts	35	14 935	14 091
Revenu net	35	12 061	11 712
Honoraires et commissions (produits)	36	2 664	2 432
Honoraires et commissions (charges)	36	362	341
Honoraires et commissions nets perçus	36	2 302	2 091
Autres produits d'exploitation	37	2 068	1 955
Autres charges d'exploitation	37	1 644	1 653
Résultat net des autres activités opérationnelles	37	424	302
Revenus des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	38	464	298
Gains/(pertes) résultant de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti		11	18
Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	39	778	813
Gains/(pertes) sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		-91	-
Autres revenus	40	181	171
Revenus		16 130	15 405

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Pour l'exercice clos au 31 décembre</i>	
		<i>2024</i>	<i>2023</i>
Frais de personnel	41	6 165	5 858
Autres frais administratifs	42	2 019	1 851
Amortissement et dépréciation	43	327	348
Charges d'exploitation		8 511	8 057
Charges de dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises		70	105
Charges de dépréciation des actifs financiers	44	468	727
Impôts régulateurs	45	266	554
Résultat net avant impôt		6 815	5 962
Impôt sur le résultat	46	1 652	1 585
Résultat net de l'exercice		5 163	4 377
Résultat attribuable à Rabobank		4 431	3 575
Résultat attribuable aux Certificats Rabobank		464	509
Résultat attribuable aux Titres de capital émis		203	203
Résultat attribuable aux Participations ne donnant pas le contrôle	33	65	90
Résultat net de l'exercice		5 163	4 377

État du résultat global consolidé

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>2024</i>	<i>2023</i>
Résultat net de l'exercice		5 163	4 377
<i>Autres éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres si certaines conditions sont remplies, nets d'impôts :</i>			
Écarts de conversion de change sur opérations internationales	30	316	-317
Gains/(pertes) résultant d'une décomptabilisation des titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	30	-22	6
Coûts de couverture	30	126	13
Couverture de flux de trésorerie	30	-5	-37
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et coentreprises	30	14	-9
<i>Autres éléments du résultat global non comptabilisés en capitaux propres, nets d'impôts</i>			
Réévaluation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	30	3	-4
Augmentation/(diminution) de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	30	-32	-2
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et coentreprises	30	-22	-26
Diminution/(augmentation) de la juste valeur due au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	30	-12	10
Autres éléments du résultat global		366	-366
Résultat global		5 529	4 011
Résultat attribuable à Rabobank		4 798	3 215
Résultat attribuable aux Certificats Rabobank		464	509
Résultat attribuable aux Titres de capital émis		203	203
Résultat attribuable aux Participations ne donnant pas le contrôle		64	84
Résultat global		5 529	4 011

Variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Réserves et reports à nouveau</i>	<i>Instruments de capitaux propres émis par Rabobank</i>	<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>Total</i>
Solde au 1er janvier 2024		36 242	12 800	599	49 641
Résultat net de l'exercice	30	5 098	-	65	5 163
Autres éléments du résultat global		367	-	-1	366
Résultat global		5 465	-	64	5 529
Rémunérations versées aux porteurs de certificats Rabobank		-464	-	-	-464
Rémunérations versées aux porteurs de Titres de capital émis	30	-203	-	-	-203
Rachat de Certificats Rabobank		-85	-916	-	-1 001
Autres		-13	-3	-42	-58
Solde au 31 décembre 2024		40 942	11 881	621	53 444
Solde au 1er janvier 2023		33 029	12 796	533	46 358
Résultat net de l'exercice	30	4 287	-	90	4 377
Autres éléments du résultat global		-360	-	-6	-366
Résultat global		3 927	-	84	4 011
Rémunérations versées aux porteurs de certificats Rabobank		-509	-	-	-509
Rémunérations versées aux porteurs de Titres de capital émis	30	-203	-	-	-203
Autres		-2	4	-18	-16
Au 31 décembre 2023		36 242	12 800	599	49 641

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Pour l'exercice clos au 31 décembre</i>	
		<i>2024</i>	<i>2023</i>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat net avant impôt		6 815	5 962
<i>Ajustements :</i>			
Amortissement et dépréciation	43	327	348
Dépréciation des actifs données en location et des immeubles de placement	15, 16	778	840
Charges de dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	13	70	105
Charges de dépréciation des actifs financiers	44	468	727
(Reprise) perte de valeur sur des immobilisations corporelles	15	-3	-1
(Reprise) perte de valeur sur d'autres immobilisations incorporelles	14	4	5
Gains/(pertes) sur cession d'immobilisations corporelles		11	28
Revenus des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	38	-464	-298
Produits de cession de filiales		-	-3
Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	39	-778	-813
Gains/(pertes) résultant d'une décomptabilisation des titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	40	91	-
Gains/(pertes) résultant de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti		-11	-18
Provisions	25	110	-22
Capitalisation des frais de développement de logiciels et d'autres actifs		-35	-36
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt		568	862
Créances sur les établissements de crédit	7, 44	-579	-15 336
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8, 39	2 785	-191
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	9	-397	-470

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Pour l'exercice clos au 31 décembre</i>	
		<i>2024</i>	<i>2023</i>
Instruments financiers dérivés	10	-1 438	4 873
Prêts et créances envers la clientèle	11, 44	-15 680	-11 110
Acquisition d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	12	-12 750	-11 395
Produits de la vente et du remboursement d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	12	7 860	8 885
Acquisition de biens destinés à la location	15	-1 449	-1 219
Produits de cession de biens destinés à la location	15	376	437
Dividendes versés par des entreprises associées et des actifs financiers	13	102	41
Dépôts des établissements de crédit	19	-3 376	-15 720
Dépôts de la clientèle	20	20 057	-5 092
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	22	-198	-1 068
Passifs financiers à la juste valeur	23	-244	211
Instruments financiers dérivés	10	1 942	-4 764
Autres passifs	24	175	-323

Impôt sur le résultat payé		-1 753	-1 502
Autres actifs	17	-105	449
Variation		2 817	-384
Flux de trésorerie net provenant d'activités opérationnelles (flux utilisé pour des activités opérationnelles)		5 528	-46 854
Flux de trésorerie d'investissement			
Acquisition de participations dans des entreprises associées	13	-32	-34
Produits de cession de participations dans des entreprises associées	13	66	15
Acquisition de filiales		-97	-
Produits de cession de filiales nets des disponibilités		-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	15, 16	-152	-99
Produits de cession d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	15, 16	9	13
Flux de trésorerie net provenant d'activités d'investissement/ (flux utilisé pour des activités d'investissement)		-206	-105

<i>En millions d'euros</i>	<i>Note</i>	<i>Pour l'exercice clos au 31 décembre</i>	
		<i>2024</i>	<i>2023</i>
Flux de trésorerie provenant d'activités de financement			
Produits des bons et obligations en circulation	21, 34	48 314	63 765
Rachat des bons et obligations en circulation	21, 34	-58 056	-53 486
Produits de l'émission de dettes subordonnées	34	-	136
Rachat de dettes subordonnées	34	-703	-1 186
Rachat de Certificats Rabobank	31	-120	-109
Vente de Certificats Rabobank	31	120	109
Rémunérations versées aux porteurs de Certificats Rabobank et de Titres de capital		-667	-712
Rachat de Certificats Rabobank		-1 001	-
Flux de trésorerie provenant d'activités de financement/ (flux utilisé pour des activités de financement)		-12 113	8 517
Variation nette des disponibilités		-6 791	-38 442
Disponibilités constatées au début de l'exercice	6	90 539	129 580
Différences de taux de change sur les disponibilités		1 126	-599
Disponibilités constatées en fin d'exercice	6	84 874	90 539
Les flux de trésorerie provenant des intérêts sont inclus dans le flux de trésorerie net des activités opérationnelles			
Produits d'intérêts		27 341	25 497
Charges d'intérêts		-15 103	-13 826

Notes aux états financiers consolidés

1. Informations sur la société

Rabobank est un prestataire international de services financiers opérant sur la base de principes coopératifs. Aux Pays-Bas, nous offrons aux clients particuliers et commerciaux une grande variété de produits et services financiers. Sur le plan international, nous intervenons principalement dans le secteur agroalimentaire. Les filiales de Rabobank BPD, Obvion et DLL, fournissent respectivement des solutions d'immobilier, de prêt hypothécaire et de crédit-bail. Les états financiers consolidés de Rabobank englobent les informations financières de Coöperatieve Rabobank U.A. et de ses filiales consolidées aux Pays-Bas et à l'étranger. Coöperatieve Rabobank U.A. est immatriculée à la Chambre de Commerce sous le numéro 30046259, son siège social est situé au Croeselaan 18, 3521 CB in Utrecht, The Netherlands et son principal siège d'exploitation se situe aux Pays-Bas. La dénomination de la société mère ultime du groupe est Coöperatieve Rabobank U.A.

2. Méthodes comptables significatives

2.1. Base d'établissement

Les états financiers consolidés de Rabobank ont été établis selon les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE) et les dispositions des articles applicables de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base des principes et méthodes comptables exposés ci-après dans cette section.

Normes modifiées publiées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et adoptées par l'Union européenne qui s'appliquent à l'exercice en cours.

Des modifications mineures ont été apportées aux normes IAS 1 et IFRS 16 qui ont été appliquées aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Les modifications concernent le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants, les passifs non courants assortis de clauses de covenants et les passifs de location relatifs à des opérations de cession-bail. Des modifications mineures ont été apportées aux normes IAS 7 et IFRS 7 qui ont été appliquées aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Les amendements aux normes IAS 7 et IFRS 7 concernent la divulgation d'informations sur les accords de financement des fournisseurs d'une entité, afin d'évaluer les effets de ces accords sur les passifs et les flux de trésorerie de l'entité, ainsi que sur son exposition au risque de liquidité. L'application des modifications apportées aux normes IAS 1, IAS 7, IFRS 7 et IFRS 16 n'a pas eu d'incidence sur le résultat net, ni sur les capitaux propres.

Normes modifiées publiées par l'IASB mais pas encore adoptées dans l'UE qui ne s'appliquent pas à l'exercice en cours.

Modifications apportées aux normes IFRS 7 et IFRS 9 relatives à la classification et à l'évaluation des instruments financiers

L'IASB a modifié les exigences en matière non seulement d'évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers, y compris ceux présentant des caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) mais aussi de règlement des passifs financiers au moyen de systèmes de paiement électronique. L'IASB a également modifié les exigences en matière d'informations à fournir au sujet des placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et a ajouté des exigences en matière d'informations à fournir au sujet des instruments financiers assortis de modalités contractuelles pouvant modifier les flux de trésorerie qui ne concordent pas avec un contrat de prêt de base. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. Bien que ces nouvelles exigences soient en cours d'analyse et que leur impact

soit encore inconnu, Rabobank estime que l'application de ces modifications n'aura pas d'incidence sur son résultat net ou ses capitaux propres.

IFRS 18 Présentation des états financiers et informations à fournir

La norme définit les exigences générales et spécifiques en matière de présentation des informations dans le(s) Compte(s) de résultat, le Bilan et la Variation des capitaux propres. La norme définit également les exigences en matière d'information à fournir dans les notes annexées aux états financiers. La norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. L'application de cette norme n'aura pas d'incidence sur le résultat net ou les capitaux propres, mais elle pourrait avoir pour effet d'impacter la structure du compte de résultat et aboutir à la présentation de nouvelles informations relatives aux mesures de performance clés définies par la direction (management-defined performance measures).

IFRS 19 Filiales sans obligation d'information publique – Informations à fournir

Cette norme qui s'applique aux filiales sans obligation d'information publique a pour but d'alléger les obligations d'information de ces entités par rapport à celles énoncées dans d'autres normes IFRS. Cette norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Cette norme ne s'appliquera pas aux états financiers consolidés de Rabobank.

Autres modifications

De petites modifications ont été apportées à l'IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Une application anticipée est permise. Ces modifications permettent à une entité d'utiliser le cours de change au comptant lorsqu'une monnaie n'est pas convertible. Bien que ces nouvelles exigences soient en cours d'analyse et que leur impact soit encore inconnu, Rabobank estime que l'application de ces modifications n'aura pas d'incidence sur son résultat net ou ses capitaux propres.

Continuité d'exploitation

Le Directoire estime opportun d'adopter la méthode de la continuité d'exploitation lors de l'établissement de ces états financiers. Cette méthode repose sur une planification à moyen terme et un processus budgétaire qui étaient le principe de continuité d'exploitation.

Jugements et Évaluations

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la direction a fait preuve de discernement à l'égard des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés au titre des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants déclarés au titre des produits et des charges de la période considérée. Les principes comptables énoncés ci-après exigent des estimations critiques fondées sur des évaluations et des hypothèses. Bien que les estimations de la direction reposent sur l'évaluation la plus minutieuse des circonstances et des activités actuelles sur la base des données et des informations financières disponibles, les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Provisions pour dépréciation des actifs financiers

Rabobank utilise un modèle à trois niveaux de dépréciation des pertes de crédit attendues permettant de mesurer et de comptabiliser les pertes de crédit attendues ; ce modèle requiert un degré important de jugement de la part de la direction. Rabobank utilise des estimations et se base sur le jugement de la direction pour déterminer les pertes de crédit attendues et le montant des provisions pour dépréciation à constituer d'après le modèle de dépréciation. Dans certains cas, en plus des résultats obtenus grâce au modèle de dépréciation, Rabobank applique des ajustements de gestion, tels que décrits dans cette section. Ces ajustements requièrent souvent un degré de jugement élevé de la part de la direction.

De plus amples informations relatives aux provisions pour dépréciation constituées d'après le modèle de dépréciation figurent à la sous-section 4.3.6 « Jugements et estimations d'après le modèle de dépréciation des actifs financiers ». Pour les actifs financiers dépréciés qui sont évalués sur une base individuelle, il est procédé à un calcul des flux de trésorerie actualisés. Dans de nombreux cas, un jugement est nécessaire pour estimer les flux de trésorerie futurs attendus et pour pondérer les (trois) scénarios utilisés.

Ajustements de gestion au titre du risque géopolitique

Un ajustement de gestion au titre du risque géopolitique d'un montant de 76 millions d'euros remplace le précédent ajustement de gestion de second ordre qui, dans une large mesure, couvrirait le même risque (31 décembre 2023 : 185 millions d'euros). L'ajustement de gestion au titre du Risque géopolitique vise à couvrir les risques liés aux conflits et tensions internationales, telles que la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient et les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine, qui peuvent avoir un impact (notamment par le biais d'une inflation élevée) sur la capacité de remboursement de nos clients professionnels exerçant des activités commerciales, puisque le risque géopolitique n'est pas totalement pris en compte dans les modèles établis par la norme IFRS 9. La forte diminution de cet ajustement de gestion est en grande partie due à la hausse des taux d'intérêt, à une forte inflation et au remboursement par les clients professionnels néerlandais des aides accordées pendant la pandémie de COVID 19 qui, désormais, sont suffisamment pris en compte dans les résultats financiers actuels et qui ne font, par conséquent, plus partie de cet ajustement.

Ajustements de gestion au titre des prêts hypothécaires

Pour les prêts hypothécaires (notamment les prêts in Fine), le risque futur de refus de crédit n'est pas totalement pris en compte dans les modèles établis par la norme IFRS 9. Les ajustements de gestion au titre de ce risque futur de refus de crédit ont été réévalués. Un ajustement de gestion supplémentaire au titre des prêts in Fine d'un montant de 6,5 millions d'euros a été effectué afin de servir de filet de sécurité aux clients qui n'avaient pas fourni suffisamment d'informations actualisées permettant d'évaluer leur capacité d'emprunt future. En ce qui concerne ce filet de sécurité, les Prêts in Fine passent en stage 2 lorsque les informations financières disponibles datent de plus de 9 ans, ce qui implique une exposition supplémentaire en stage 2 de 25 milliards d'euros. Ceci a eu un impact considérable sur le ratio de stage 2 de Rabobank. Bien que l'ajustement de gestion supplémentaire au titre des prêts in Fine ait été effectué afin de servir de filet de sécurité, le montant total des ajustements de gestion au titre des prêts hypothécaires a diminué en raison des changements intervenus dans le portefeuille de prêts et de l'évolution de l'environnement macro-économique et s'élève à 39 millions d'euros (31 décembre 2023 : 66 millions d'euros). La surveillance prudentielle constante des Prêts in Fine pourrait avoir une incidence sur les besoins futurs en fonds propres et sur les niveaux de dépréciation.

Ajustement de gestion au titre du risque climatique : Azote

Les émissions d'azote ne sont plus autorisées sans l'obtention préalable d'une autorisation pour tous les projets d'ensembles immobiliers, de construction et d'extension du réseau autoroutier depuis la décision adoptée en mai 2019 par le Conseil d'état, la plus haute cour administrative des Pays-Bas. Ces objectifs de réduction des émissions d'azote ont eu un impact sur toute la société et cet impact est particulièrement important pour les agriculteurs. Rabobank estime que des modifications doivent être apportées au système agricole actuel. Les visions sectorielles ont été actualisées et tiennent compte des objectifs à atteindre dans les domaines de la nature, de l'eau, du climat, de la biodiversité et du bien-être animal pour la période 2023-2040. En tant qu'établissement bancaire finançant une grande partie du secteur agricole, Rabobank s'est engagée à soutenir ses clients agriculteurs dans cette transition vers un secteur plus durable. Le gouvernement néerlandais a annoncé en juin 2022 la mise en œuvre de Plans Azote pour les Pays-Bas, comprenant des objectifs de réduction des émissions et des perspectives pour les agriculteurs. Malgré des négociations approfondies auxquelles ont participé de nombreuses parties prenantes, y compris Rabobank, forte de sa contribution active, aucun « Accord agricole » n'a été conclu, ce qui a suscité une vague d'incertitudes au sein du secteur agricole. Les exploitations consacrées à l'élevage sont notées en fonction de la rentabilité et de la durabilité de leur modèle économique, ce qui peut entraîner une exposition supplémentaire aux pertes de crédit attendues. Grâce à l'amélioration du système de notation des agriculteurs/éleveurs et à l'utilisation d'informations plus fiables fournies par les rapporteurs du « Programme d'émissions d'azote » (Programma Aanpak Stikstof, PAS), le montant de l'ajustement de gestion a diminué et a été porté à 23 millions d'euros (31 décembre 2023 : 47 millions d'euros).

Ajustement de gestion au titre du risque climatique : Risques prospectifs liés au climat et à l'environnement (C&E)

Il faut s'attendre à l'avenir à une matérialisation des risques climatiques et à la mise en application de normes climatiques de plus en plus strictes (risque de transition écologique) en raison du réchauffement climatique et des phénomènes climatiques toujours plus extrêmes qui augmentent la probabilité et l'intensité des catastrophes naturelles de type sécheresse et inondations (risques physiques). Cet ajustement de gestion au titre des risques climatiques couvre cette augmentation chronique des risques futurs C&E (prospectifs) et s'élève à 87 millions d'euros (31 décembre 2023: 14 millions d'euros). Les ajustements de gestion concernent le portefeuille des prêts hypothécaires ainsi que le portefeuille des prêts professionnels/prêts aux entreprises.

Cette augmentation est principalement due à l'élargissement du champ d'application de l'ajustement de gestion dédié aux prêts non hypothécaires qui s'étend à l'ensemble du portefeuille des prêts professionnels/prêts aux entreprises, alors que cet ajustement ne concernait en décembre 2023 que les secteurs identifiés comme sensibles au risque climatique. Les pays et les secteurs présentent des sensibilités différentes aux changements climatiques structurels. Ces différents degrés de sensibilité aux risques C&E sont pris en compte dans les différents facteurs d'ajustement du risque (Probabilité de défaut - PD). Même les secteurs qui ne sont pas sensibles aux risques climatiques peuvent subir les conséquences du changement climatique qui, dans ce cas, seront limitées. La délimitation des secteurs sensibles ou exposés au risque climatique repose sur la cartographie des risques C&E où les cinq événements les plus pertinents en matière de risque climatique (sécheresse, feux de forêt, fortes précipitations, pénurie d'eau et inondations) sont utilisés à un horizon de 5 à 10 ans.

Autres ajustements de gestion

Le montant total des autres ajustements de gestion s'élève à 105 millions d'euros (31 décembre 2023 : +/- 9 millions d'euros) et comprend essentiellement les ajustements tardifs relatifs aux prêts en souffrance d'un montant de 62 millions d'euros.

Juste valeur des actifs et passifs financiers

Les informations relatives à la détermination de la juste valeur des actifs et passifs financiers figurent à la sous-section 4.8 « Juste valeur des actifs et passifs financiers » et à la section 11 « Instruments financiers dérivés ».

Dépréciation du Goodwill, des autres immobilisations incorporelles et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Les autres immobilisations incorporelles et les participations dans des entreprises associées et coentreprises sont évaluées à des fins de dépréciation lorsque des éléments déclencheurs spécifiques sont identifiés et le goodwill est évalué au moins une fois par an. Lorsque la valeur intrinsèque est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. La détermination de la valeur intrinsèque lors de l'évaluation de la dépréciation de ces actifs nécessite des estimations basées sur les prix cotés sur le marché, les prix d'entreprises comparables, la valeur actuelle ou d'autres techniques d'évaluation, ou une combinaison de celles-ci, obligeant la direction à émettre des jugements et des hypothèses subjectifs. Étant donné que ces estimations et ces hypothèses peuvent donner lieu à des différences importantes quant aux montants déclarés si les circonstances sous-jacentes devaient changer, ces estimations sont considérées comme essentielles. Les hypothèses importantes pour déterminer la valeur intrinsèque du goodwill sont exposées à la Section 15 « Goodwill et Autres immobilisations incorporelles » et les participations dans les entreprises associées et les coentreprises sont indiquées à la Section 14 « Participations dans les entreprises associées et coentreprises ».

Imposition

Des estimations sont faites pour déterminer l'impôt sur le revenu ainsi que les actifs et passifs liés aux impôts exigibles et différés. Le régime fiscal des transactions n'est pas toujours clair ou certain et, dans plusieurs pays, les déclarations d'impôt de l'année précédente restent souvent modifiables et assujetties à l'approbation de l'administration fiscale pendant de longues périodes. Les actifs et passifs d'impôt déclarés reposent sur les meilleures informations disponibles et, le cas échéant, sur des conseils externes. Les différences entre le résultat final et les estimations initialement faites sont comptabilisées dans les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés de la période où l'on dispose d'éléments certains et raisonnables.

Provisions

L'application de l'IAS 37 fait appel au jugement pour déterminer s'il existe une obligation actuelle et pour estimer la probabilité, la date et le montant des éventuelles sorties de fonds. De plus amples informations sur les jugements concernant les provisions figurent à la Section 25 « Provisions » et, pour les procédures judiciaires et l'arbitrage, à la sous-section 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrage ».

2.2. États financiers consolidés**2.2.1 Filiales**

Les participations sur lesquelles Rabobank exerce un contrôle sont ses filiales (incluant des entités structurées) et sont consolidées. Un contrôle est exercé sur une participation si l'investisseur a le droit de recevoir des rendements variables de sa participation et a la capacité d'influencer ces rendements grâce à son contrôle sur la participation. Les actifs, passifs ainsi que les profits et pertes de ces sociétés sont consolidés par intégration globale.

Les filiales sont consolidées à compter de la date où Rabobank en prend le contrôle effectif et les filiales cessent d'être consolidées à la date où le contrôle prend fin. Les transactions, les soldes ainsi que les gains et pertes non réalisés des transactions conclues entre Rabobank et ses filiales cessent d'exister.

Une liste des principales filiales figure à la Section 50 « Principales filiales ».

2.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Les participations dans les entreprises associées et coentreprises sont initialement comptabilisées à leur coût d'acquisition (y compris le goodwill) pour être ensuite comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part attribuée à Rabobank dans les profits et pertes postérieurs à une acquisition est comptabilisée dans le compte de résultat et sa quote-part dans les variations des réserves après acquisition est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global. Les variations postérieures à l'acquisition sont incluses dans la valeur comptable de la participation. Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles Rabobank peut exercer une influence notable et dans lesquelles elle détient généralement entre 20 % et 50 % des droits de vote sans en détenir le contrôle. Une coentreprise est un partenariat entre une ou plusieurs parties en vertu duquel les parties exercent un contrôle conjoint sur une entité et ont des droits sur l'actif net visé dans l'accord de partenariat. Les reports à nouveaux afférents aux transactions entre Rabobank et ses entreprises associées et coentreprises sont éliminés au prorata de la participation de Rabobank dans les entreprises associées et coentreprises respectives. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins que la transaction n'indique qu'une dépréciation doit être constatée à l'égard du (ou des) actif(s) sous-jacent(s) à la transaction.

2.3. Instruments financiers dérivés et Couverture

Les instruments financiers dérivés englobent généralement les contrats de change, les contrats à terme sur devises, les contrats à terme sur taux d'intérêt, les contrats d'échange sur taux d'intérêt ou sur devises et les options sur taux d'intérêt ou sur devises (écrites ou acquises). Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur (exclusion faite des frais de transaction) déterminée, soit sur la base de cotations de marché (des cours moyens sont utilisés pour les instruments financiers dérivés en euro, dollar américain et livre sterling qui se caractérisent par une fourchette de prix acheteur-vendeur) et de prix proposés par les traders, soit sur la base de modèles d'évaluation des flux de trésorerie actualisés et d'options. Ces modèles s'appuient sur des prix de marché ou forfaitaires pour les instruments sous-jacents et tiennent compte de la valeur temps, des courbes de rendement et de la volatilité des actifs et passifs sous-jacents. Ils sont intégrés aux actifs financiers lorsque leur juste valeur est positive et aux passifs financiers lorsque celle-ci est négative.

Instruments financiers dérivés non utilisés à des fins de couverture

Les gains et pertes latents ou constatés sur des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans la catégorie « Gains/ (pertes) sur

actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture

Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre de la gestion de bilan pour gérer les risques de taux d'intérêt, de crédit et de change. Rabobank applique la norme IFRS 9 pour la comptabilité de couverture hors portefeuille. La norme IFRS 9 n'offre aucune solution pour la comptabilité de couverture de juste valeur pour une couverture de portefeuille du risque de taux d'intérêt. Rabobank a choisi à titre de méthode comptable selon l'IFRS 9 de continuer d'appliquer les points « écartés » (carve out) par l'UE de l'IAS 39 pour ce modèle de comptabilité de couverture.

Lors de l'établissement d'une relation de couverture, les instruments financiers dérivés font partie de l'une des catégories suivantes : (1) une couverture de juste valeur d'un actif, d'un groupe d'actifs ou d'un passif comptabilisé dans le bilan (fair value hedge) ; (2) une couverture de flux de trésorerie futur attribuable à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé dans le bilan, à une transaction prévue ou un engagement ferme (cash flow hedge) ; ou (3) une couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger (net investment hedge). Les instruments financiers dérivés ne peuvent être qualifiés d'instruments de couverture que si certaines conditions sont remplies, dont notamment les conditions suivantes :

- Une documentation formelle portant sur l'instrument de couverture, l'instrument couvert, l'objectif de la couverture, la stratégie de couverture et la relation de couverture doit être fournie ;
- Une documentation portant sur l'évaluation et l'analyse des sources d'inefficacité de la couverture ainsi que sur la façon dont les ratios de couverture sont déterminés (IFRS 9) doit également être préparée ;
- La couverture doit être efficace entre 80 % et 125 % (IAS 39) pour pouvoir compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert par rapport aux risques couverts pendant toute la période de reporting ;
- La couverture doit être efficace sans interruption à compter de sa mise en place ; et

Une relation économique doit exister entre l'élément couvert et l'instrument de couverture (IFRS 9).

1. Instruments financiers dérivés utilisés pour une comptabilité de couverture de juste valeur

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de juste valeur et qui sont efficaces au regard des risques couverts sont comptabilisées au compte de résultat en « Gains/(pertes) sur actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat », de même que les variations correspondantes de juste valeur des actifs ou passifs couverts.

Lorsque la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture (application du modèle de couverture de juste valeur), l'ajustement cumulé de la juste valeur d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le biais du compte de résultat sur la période de refixation du taux d'intérêt correspondant.

2. Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de flux de trésorerie futur (Cash Flow Hedge Accounting)

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés (et qualifiés) d'instruments financiers de couverture de flux de trésorerie et qui sont efficaces par rapport aux risques couverts sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les éléments inefficaces des variations de la juste valeur des dérivés sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les montants différés inclus dans les autres éléments du résultat global sont portés au compte de résultat dans les « Gains/(pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat » au cours des périodes pendant lesquelles les flux de trésorerie prévus couverts affectent le compte de résultat.

3. Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture d'un investissement net (Used for Net Investment Hedge Accounting)

Les instruments de couverture utilisés pour couvrir des investissements nets dans des activités à l'étranger sont évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour la partie qui est considérée comme une couverture efficace. Les variations de l'instrument des capitaux propres couverts résultant des fluctuations des taux de change sont également comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains et pertes cumulés des autres éléments du résultat global sont reclassés en bénéfice ou perte lorsque l'instrument de capitaux propres est cédé.

4. Coûts de couverture

Les écarts de taux (cross currency basis spread) des swaps de taux ou de devises et des swaps de devises évaluées au prix du marché (mark-to-market) dans le cadre de relations de couverture désignées pour des titres de créance émis et des prêts (éléments monétaires intra-groupes concernant des entités ayant des monnaies fonctionnelles différentes) évalués au coût amorti et libellés en devises étrangères sont exclus des relations désignées. La volatilité des écarts de taux entre devises est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global en tant que coûts de couverture et est reclassée en résultat au cours des mêmes périodes que lorsque les flux de trésorerie futurs couverts prévus influent sur le résultat jusqu'à l'échéance de l'obligation émise.

Bien que les instruments financiers dérivés soient utilisés comme instruments de couverture économique dans le cadre des situations à risque gérées par Rabobank, certains contrats de produits dérivés ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu des règles spécifiques des IFRS. Les intérêts sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture économique sont comptabilisés au poste Charges d'intérêt, tant pour la partie recouvrement que pour la partie paiement de l'instrument financier dérivé.

2.4 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont, soit des actifs financiers acquis dans le but de réaliser des gains sur les fluctuations à court terme des prix ou des marges commerciales, soit des actifs financiers faisant partie de portefeuilles caractérisés par des modèles de participation aux bénéfices à court terme. Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur sur la base des cours vendeurs du marché et tous les résultats réalisés ou non sont comptabilisés sous le poste « Gains/(pertes) sur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ». Les intérêts générés par les actifs financiers sont comptabilisés en tant que produits d'intérêts. Les dividendes perçus sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés comme des « Gains/(pertes) sur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont principalement des justes valeurs négatives d'instruments financiers dérivés et d'obligations de livraison résultant de la vente à découvert de titres. Les titres sont vendus à découvert pour réaliser des gains sur les fluctuations des cours à court terme. Les titres nécessaires au règlement des ventes à découvert sont acquis au moyen de conventions de prêt et de rachat de titres. Les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur à la date de clôture.

2.5. Actifs et passifs financiers à la juste valeur

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs financiers peuvent être classés comme « Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur » si cette comptabilisation élimine ou réduit de manière significative tout traitement incohérent qui aurait autrement résulté de l'évaluation des actifs ou des passifs ou de la comptabilisation des profits ou des pertes sur la base de différentes méthodes comptables.

Les intérêts dus et exigibles sur ces actifs et passifs sont comptabilisés respectivement en produits d'intérêts et en charges d'intérêts. Les autres gains et pertes réalisés et non réalisés sur la réévaluation à la juste valeur de ces instruments financiers sont inclus au poste « Gains/(pertes) sur actifs financiers et passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultat », à l'exception des variations de juste valeur dues au risque de crédit des instruments financiers à la juste valeur. Ces variations de juste valeur après impôts sont présentées dans les autres éléments du résultat global sur la ligne « Variations de juste valeur dues au risque de crédit propre sur les passifs

financiers à la juste valeur ». La présentation des effets des variations du risque de crédit dans les autres éléments du résultat global ne crée pas ou ne renforce pas un décalage comptable dans le compte de résultat.

2.6. Profits ou pertes du premier jour (Day One Gains/Losses)

Si, au moment de l'acquisition d'un instrument financier, la méthode de comptabilité utilisée est celle de la juste valeur, tout écart positif ou négatif entre le prix d'achat et la juste valeur (désigné par « day one profit/loss ») est comptabilisé immédiatement dans les « Gains/ (pertes) sur les actifs ou passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultat » lorsque la méthode d'évaluation repose sur des données observables provenant de marchés actifs. Dans tous les autres cas, le profit ou la perte du premier jour est différé(e) et comptabilisé(e) en tant que « Autres dettes » ou « Autres actifs ». Après la comptabilisation initiale, le profit/la perte différé(e) du premier jour est comptabilisé(e) en tant que profit/perte s'il/si elle résulte d'une variation de facteur (y compris des effets du temps).

2.7. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global

Les titres de créance détenus à des fins de perception de flux de trésorerie contractuels et de vente d'actifs financiers, lorsque les flux de trésorerie des actifs représentent uniquement des paiements de capital et d'intérêts, sont évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global et présentés comme « Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global ».

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global sont initialement comptabilisés à la juste valeur, y compris les coûts de transaction. La juste valeur des instruments de capitaux propres non cotés est estimée sur la base de ratios cours/bénéfice appropriés, ajustés pour tenir compte de la situation particulière de l'émetteur concerné.

Les variations de la valeur comptable sont comptabilisées par le biais des autres éléments du résultat global, à l'exception des gains ou pertes de valeur, des produits d'intérêts et des gains et pertes de change qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. Lorsque des actifs financiers sont sortis du bilan, le gain ou la perte cumulé(e) précédemment comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat est reclassé(e) passant de capitaux propres à bénéfice ou perte. Les intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts nets selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont incluses dans les « Charges de dépréciation des actifs financiers » au compte de résultat.

Lorsque Rabobank a décidé de présenter les gains et pertes sur les titres de participation à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global, aucun reclassement ultérieur des gains et pertes comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat n'a été fait après la décomptabilisation de l'investissement. Les dividendes provenant de ces investissements continuent d'être comptabilisés dans le compte de résultat comme autres produits lorsque le droit de Rabobank à percevoir des paiements est établi.

2.8. Opérations de prise en pension et de mise en pension

Les actifs financiers qui sont vendus en vertu d'opérations de prise en pension figurent dans les états financiers au poste « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » ou « Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global », selon le cas. L'engagement de l'acheteur figure dans le poste « Dépôts des établissements de crédit » ou « Dépôts de la clientèle », selon le cas.

Les actifs financiers acquis dans le cadre d'opérations de prise et de mise en pension sont comptabilisés dans le bilan consolidé. La somme versée pour acheter des actifs financiers est comptabilisée en tant que « Créances envers les établissements de crédit » ou « Prêts et créances envers la clientèle », selon le cas. La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est comptabilisée en tant que produits/charges d'intérêts sur la durée de l'accord selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.9. Titrisation et décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les achats et ventes d'actifs et de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et des actifs financiers détenus en vue de la vente qui doivent être livrés au cours d'une période réglementaire prescrite ou conformément aux conventions du marché sont comptabilisés à la date de la transaction. Les instruments financiers évalués au coût amorti sont comptabilisés à la date de règlement.

Titrisation et décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Rabobank titrise, vend et cède différents actifs financiers. Ces actifs sont parfois vendus à une entité ad hoc qui émet ensuite des titres aux investisseurs. Rabobank a la possibilité de conserver une participation dans ces actifs sous la forme de titres représentatifs des seuls intérêts d'une opération de titrisation, de titres subordonnés, de comptes de lissage des flux de paiement, de droits de gestion, de garanties, d'options de vente et d'achat ou d'autres montages.

Un actif financier (ou une partie de celui-ci) cesse d'être comptabilisé dans les cas suivants :

- Expiration des droits aux flux de trésorerie résultant d'un actif ;
- transfert des droits aux flux de trésorerie ainsi que d'une partie significative des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif ;
- existence d'un engagement à transférer les droits aux flux de trésorerie résultant de l'actif et cession de quasiment tous les risques et avantages liés à l'actif ; ou
- absence de conservation ou de cession de quasiment tous les risques et avantages liés à l'actif avec transfert du contrôle sur l'actif.

Un engagement continu est comptabilisé si Rabobank ne conserve pas et ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages et si le contrôle est conservé. L'actif est comptabilisé en fonction de l'engagement contenu de Rabobank dans celui-ci. Un passif financier ou une partie de celui-ci est décomptabilisé(e) s'il cesse d'exister, par exemple, si les obligations contractuelles ont été remplies ou annulées ou si le contrat est arrivé à expiration.

Si une transaction ne respecte pas les conditions de décomptabilisation ci-dessus, elle est enregistrée en tant qu'emprunt assorti de garanties. Si le transfert d'un actif financier n'entraîne pas une décomptabilisation, les droits contractuels de Rabobank ne peuvent pas être comptabilisés en tant qu'instrument financier dérivé si la comptabilisation de ces instruments et l'actif transféré ou le passif résultant de ce transfert peuvent donner lieu à une double comptabilisation de ces droits et obligations.

Les gains et pertes constatés lors de la titrisation et d'opérations de vente dépendent en partie de la valeur comptable des actifs financiers transférés. Les valeurs comptables de ces actifs sont allouées aux participations vendues ou conservées en utilisant les justes valeurs relatives de ces participations à la date de vente. Tous les gains et pertes sont comptabilisés au moment du transfert. La juste valeur des participations vendues ou conservées est évaluée sur la base des cours du marché ou calculée en tant que valeur actuelle des futurs flux de trésorerie escomptés en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte des pertes de crédit, des taux d'escompte, des courbes de rendement, de la fréquence de paiement et d'autres facteurs.

2.10. Disponibilités

Les équivalents de trésorerie sont des placements liquides à court terme détenus auprès de banques centrales dans le but de faire face aux engagements de trésorerie plutôt que pour des placements ou d'autres opérations. Ces actifs ont des échéances inférieures à 90 jours. Ils sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur.

2.11. Compensation des actifs et passifs financiers

Lorsqu'il est légalement possible de compenser des montants comptabilisés et qu'il est prévu de régler les flux de trésorerie futurs attendus sur une base nette ou de réaliser l'actif et de solder le passif simultanément, les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé au bilan. Ceci concerne essentiellement les instruments financiers dérivés et les opérations de mise en pension. La compensation des impôts est traitée à la sous-section 2.26 « Impôts ».

2.12. Devises étrangères

Entités étrangères

Les transactions et les soldes figurant dans les états financiers de chaque entité du groupe Rabobank sont indiqués dans la devise qui traduit le mieux la réalité économique de l'environnement opérationnel sous-jacent de l'entité concernée (la devise fonctionnelle).

Les états financiers consolidés sont libellés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie des activités exercées à l'étranger sont convertis dans la monnaie de présentation de Rabobank aux taux de change en vigueur à la date des transactions, lesquels correspondent aux taux de change moyens de la période considérée. Les éléments du bilan sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période considérée. Les écarts de change résultant de placements nets dans des entités étrangères, de prêts et d'autres instruments de change qualifiés d'instruments de couverture de ces investissements sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lors de la vente d'une entité étrangère, ces écarts de conversion sont transférés au compte de résultat en tant que gains ou pertes constatés sur la vente.

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de transaction. Les différences constatées lors des transactions ou de la conversion d'actifs et de passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat en tant que gains ou pertes de change et les différences de change considérées en tant que couvertures d'investissement net sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les écarts de conversion sur les éléments non monétaires évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés dans les gains ou pertes de juste valeur. Les écarts de conversion observés sur les actifs non monétaires à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global sont inclus dans les réserves de réévaluation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global.

2.13. Intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif ou passif financier et pour répartir les produits ou charges d'intérêt sur la période considérée. Le calcul comprend tous les frais payés ou reçus entre les parties au contrat qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et de toutes les autres primes ou escomptes. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute d'un actif financier, à l'exception des actifs financiers dépréciés pour cause de crédit. Pour ces actifs financiers, Rabobank applique le taux d'intérêt effectif au coût amorti de l'actif financier au cours des périodes suivantes. Les produits d'intérêts sur les actifs financiers en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif comprennent les produits d'intérêts sur les « Disponibilités », les « Créances sur les établissements de crédit », les « Prêts et créances envers la clientèle », les « Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » et les « Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de juste valeur ». Les intérêts sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture économique sont comptabilisés au poste Charges d'intérêt, tant pour la partie recouvrement que pour la partie paiement de l'instrument financier dérivé. Les intérêts sur passifs financiers dont le taux d'intérêt est négatif sont inscrits au poste Produits d'intérêts. Les intérêts sur actifs financiers dont le taux d'intérêt est négatif sont inscrits au poste Charges d'intérêts.

2.14. Honoraires et commissions

Rabobank perçoit des honoraires et des commissions en contrepartie de la très grande diversité de services qu'elle fournit à ses clients. Les commissions perçues au titre des prestations de services comme les services de paiement et les honoraires de conseiller sont généralement constatées au fur et à mesure que le service est fourni. Les commissions perçues pour la négociation d'une transaction ou pour la participation à des négociations pour le compte de tiers (par exemple, l'acquisition d'un portefeuille de prêts, d'actions ou d'autres titres ou la vente ou l'achat de sociétés) sont comptabilisées lors de la réalisation de la transaction sous-jacente. Les frais d'honoraires et de commissions concernent principalement les services de paiement et ils sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services ont été reçus.

2.15. Prêts et créances envers la clientèle et Créances sur les établissements de crédit

Les actifs financiers détenus en vue de la perception de flux de trésorerie contractuels, lorsque ces flux de trésorerie représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts, sont évalués au coût amorti et présentés en tant que « Créances sur les établissements de crédit » ou « Prêts et créances envers la clientèle ». Lors de la comptabilisation initiale, Rabobank évalue ces actifs financiers à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier.

Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts nets selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation est inscrit directement au compte de résultat et présenté en tant que « Gains/(pertes) résultant de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti ».

Les pertes de valeur sont incluses dans les « Charges de dépréciation des actifs financiers » au compte de résultat.

2.16. Provisions pour dépréciation des actifs financiers et des passifs éventuels de crédit

Les provisions pour dépréciation s'appliquent aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location, aux actifs contractuels, aux créances clients, à certains engagements de prêt et aux contrats de garantie financière. Lors de la comptabilisation initiale, une provision correspondant au montant des pertes de crédit attendues résultant d'éventuels défauts de paiement au cours des 12 mois à venir est constituée (phase 1). Si le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la constitution d'un actif financier (mais que celui-ci n'est pas encore déprécié), une provision doit être constituée pour un montant correspondant aux pertes de crédit attendues résultant d'une probabilité de défaut pendant toute la durée de vie prévue de l'actif financier (phase 2). Si l'instrument financier est déprécié, il bénéficiera de la provision pour les pertes de crédit attendues pour toute sa durée de vie (phase 3). Toutefois, pour ces instruments, les produits d'intérêts seront comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif sur la valeur nette comptable (y compris sur la provision de dépréciation). Les instruments financiers sont dépréciés en cas de survenance d'un ou de plusieurs événements ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés. Rabobank ne se prévaut pas de l'exemption pour faible risque de crédit pour les instruments financiers.

Les deux facteurs fondamentaux des exigences de dépréciation de l'IFRS 9 sont a) la méthode d'évaluation des pertes de crédit attendues sur 12 mois ou pour toute la durée de vie et b) les critères utilisés pour déterminer si une perte de crédit attendue sur 12 mois, une perte de crédit attendue pour toute la durée de vie ou une perte de crédit attendue pour toute la durée de vie d'un actif financier déprécié dès sa création doit être comptabilisée (également appelés critères de détermination des niveaux de dépréciation).

a) Méthodologie de détermination des pertes de crédit attendues

Pour calculer les pertes de crédit attendues, Rabobank utilise les modèles de Probabilité de Défaut (PD) x Pertes en cas de défaut (LGD) x Exposition en cas de défaut (EAD) pour la majeure partie de son portefeuille. Trois scénarios macroéconomiques sont intégrés à ces modèles et pondérés en fonction de la probabilité pour calculer les pertes de crédit attendues. Lorsque les résultats des modèles de pertes de crédit attendues ne tiennent pas suffisamment compte d'événements externes inattendus ou de problèmes de qualité des données, un ajustement doit être effectué.

b) Critères de détermination des phases

Afin de répartir les instruments financiers entre la phase 1, la phase 2 et la phase 3, Rabobank a défini un ensemble de facteurs qualitatifs et quantitatifs. Les critères d'affectation d'un actif financier en phase 3 correspondent aux critères d'attribution d'un statut de défaillant, par exemple 90 jours d'impayés ou cas d'un débiteur risquant de ne plus pouvoir payer ses dettes sans une liquidation de garanties par la banque. Pour répartir les instruments financiers entre la phase 1 et la phase 2, Rabobank utilise des critères tels que le nombre de jours d'arriérés, le statut spécial de gestion des actifs, la dégradation de la PD depuis la comptabilisation, les secteurs vulnérables et les concessions accordées dans le cadre d'une restructuration de crédit (forbearance).

Pour les portefeuilles sans PD individuelle ou avec une PD qui n'est pas mise à jour fréquemment, de sorte qu'une évaluation de toute variation de la PD est impossible, une évaluation collective des groupes d'instruments financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit partagées est effectuée.

Augmentation significative du risque de crédit (Significant increase in credit risk – SICR)

À chaque date de clôture, Rabobank détermine si le risque de crédit associé aux instruments financiers a augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale. Pour évaluer une augmentation significative du risque de crédit associé à des instruments financiers, la probabilité de défaut sur toute la durée de vie ainsi que son évolution entre la date de création et la date de clôture constituent le principal paramètre à prendre en considération. La combinaison d'une variation relative supérieure à un certain seuil et d'une variation absolue est considérée comme un indicateur d'une augmentation significative du risque de crédit. Pour les engagements de prêt, Rabobank prend en compte les variations de la probabilité de défaut sur la durée de vie du prêt auquel l'engagement de prêt se rapporte. Pour les contrats de garantie financière, Rabobank tient compte de l'évolution des risques pouvant se traduire par le non-respect par le débiteur concerné de ses obligations contractuelles. L'évaluation des modifications apportées à l'analyse du risque de crédit consiste en une analyse multifactorielle et holistique. La pertinence d'un facteur spécifique (et son importance par rapport à d'autres facteurs) dépend du type de produit, des caractéristiques des instruments financiers et de l'emprunteur ainsi que de la région géographique. Veuillez vous référer à la sous-section 4.5 « Critère d'identification d'une augmentation significative du risque de crédit » pour de plus amples informations sur les variations relatives et absolues de la PD.

Rabobank s'appuie également sur un certain nombre d'indicateurs qualitatifs pour identifier et évaluer toute augmentation significative du risque de crédit. Il s'agit :

- Notation de crédit interne : Difficultés financières (situation où le client rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers)
- Secteur vulnérable
- Expositions restructurées ou renégociées non performantes (« forbearance status »)
- Critère de « en souffrance de 30 jours » (« 30 days past due backstop »)

Définition du défaut

La définition donnée par Rabobank au défaut repose entièrement sur les réglementations d'autorités indépendantes de l'UE (CRR et ABE). On parle de défaut lorsque i) une exposition donne lieu à un impayé supérieur à 90 jours et lorsque ii) Rabobank considère que le débiteur n'est pas en mesure de payer ses obligations de crédit dans leur intégralité, sans que l'institution ne recoure à des actions telles que la réalisation de sûretés.

Évaluation collective ou individuelle

Certains facteurs ou indicateurs peuvent ne pas être identifiables au niveau de chaque instrument. Dans ce cas, les facteurs ou indicateurs sont évalués pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou une partie d'un portefeuille afin de déterminer si les exigences de comptabilisation des pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie ont été respectées. Le regroupement des instruments financiers aux fins de déterminer si des changements sont survenus dans le risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps lorsque de nouvelles informations deviennent disponibles sur des groupes d'instruments financiers ou sur des instruments financiers individuels.

En fonction de la nature des instruments financiers et des informations sur le risque de crédit disponibles pour des groupes particuliers d'instruments financiers, Rabobank peut ne pas être en mesure d'identifier l'augmentation significative du risque de crédit d'un instrument individuel avant que cet instrument ne devienne en souffrance. Tel peut être le cas pour des actifs financiers (comme les prêts de détail) pour lesquels aucune information ou très peu d'informations actualisées sur le risque de crédit peuvent être régulièrement obtenues et vérifiées au niveau de chaque instrument tant qu'un client n'a pas enfreint les conditions contractuelles. Si les changements survenus dans le risque de crédit d'un instrument individuel ne sont pas pris en considération avant que celui-ci ne devienne exigible, toute provision pour pertes basée uniquement sur les informations relatives au crédit au niveau d'un instrument individuel ne représentera pas fidèlement les changements survenus dans le risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale.

Dans certain cas, Rabobank ne dispose d'aucune information raisonnable et pertinente lui permettant, sans engager des frais ou déployer des efforts considérables, d'évaluer sur une base individuelle les pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie. Les pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sont alors comptabilisées en examinant collectivement toutes les informations sur le risque de crédit, à savoir non seulement les informations sur l'actif en souffrance, mais aussi toutes celles relatives au crédit (y compris les informations prospectives macroéconomiques) pour estimer le résultat de la comptabilisation des pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie quand une augmentation significative du risque de crédit a été constatée au niveau de l'instrument individuel depuis sa comptabilisation initiale.

Aux fins de déterminer une augmentation significative du risque de crédit et de comptabiliser une provision pour pertes sur une base collective, Rabobank peut regrouper les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit dans le but de faciliter une analyse conçue pour permettre d'identifier l'augmentation significative du risque de crédit en temps opportun. Toutefois, lorsque Rabobank n'est pas en mesure de regrouper les instruments financiers pour lesquels le risque de crédit est considéré comme ayant augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sur la base des caractéristiques du risque de crédit partagé, elle comptabilise les pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur une partie des instruments financiers pour lesquels le risque de crédit est considéré comme ayant augmenté de façon significative.

Les caractéristiques du risque de crédit partagé peuvent comprendre, y compris et de manière non limitative : les types d'instruments, les cotes de risque de crédit, les types de garanties, les dates de comptabilisation initiale, le temps restant jusqu'à l'échéance, les secteurs d'activité, la situation géographique, la valeur des garanties par rapport à l'instrument financier si elle a une incidence sur la PD (par exemple, les prêts sans recours dans certaines juridictions ou les rapports prêt-valeur).

2.17. Modifications

Les conditions contractuelles d'un actif financier peuvent être modifiées pour des raisons commerciales ou en raison d'une mesure de restructuration. Une modification commerciale correspond à un changement des conditions antérieures d'un contrat (actif financier) qui modifie l'échéancement ou le montant des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Rabobank estime généralement qu'une modification n'est pas substantielle si elle n'a pas d'impact sur plusieurs aspects contractuels en même temps, par exemple une modification de la période à taux fixe, du type de remboursement ou des débiteurs. Les mesures de restructuration au sein de Rabobank sont considérées comme des modifications non substantielles.

Les modifications substantielles entraînent une décomptabilisation de l'actif financier et les modifications non substantielles entraînent une comptabilisation des modifications. En cas de modification, Rabobank recalcule la valeur comptable brute sur la base des flux de trésorerie révisés de l'actif financier et comptabilise un gain ou une perte de modification en résultant. La nouvelle valeur brute comptable est recalculée en actualisant les flux de trésorerie modifiés au taux d'intérêt effectif

initial.

2.18. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill représente l'écart d'acquisition correspondant à l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale à une date donnée sur la quote-part dans la juste valeur des actifs nets et des passifs éventuels de l'entité acquise. Lors de chaque acquisition, les autres participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées à la juste valeur ou selon la quote-part des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise. Des tests de dépréciation sont effectués tous les ans ou plus fréquemment (si des indications le justifient) afin de déterminer si une entité a constaté ou non une perte de valeur.

Autres immobilisations incorporelles, y compris le coût de développement des logiciels

Les coûts directement engagés pour des produits logiciels identifiables et uniques sur lesquels Rabobank exerce un contrôle et qui sont susceptibles de fournir des avantages économiques supérieurs aux coûts pendant plus d'un an sont comptabilisés en tant qu'autres immobilisations incorporelles. Les coûts directs englobent les frais de personnel de l'équipe chargée du développement des logiciels, les coûts de financement et une partie des frais généraux s'y rapportant.

Les dépenses d'amélioration des performances des logiciels par rapport à leurs spécifications d'origine viennent s'ajouter au coût initial du logiciel. Le coût de développement des logiciels est comptabilisé dans les autres immobilisations incorporelles et amorti linéairement sur une période ne devant pas excéder cinq ans. Les coûts liés à la maintenance des logiciels sont comptabilisés en tant que charges au moment où ils sont encourus.

Dépréciation du Goodwill

Un goodwill est alloué aux unités génératrices de flux de trésorerie aux fins des tests de dépréciation qui sont réalisés au niveau le plus bas des actifs générant des flux de trésorerie largement indépendants. Au cours du quatrième trimestre de chaque exercice ou plus fréquemment en cas de soupçon de perte de valeur, des tests de dépréciation du goodwill sont réalisés et tout excédent de la valeur comptable par rapport au montant recouvrable est indiqué. Le montant recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la valeur d'usage et la juste valeur minorée des coûts de vente.

La valeur d'usage d'une unité génératrice de flux de trésorerie est déterminée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus avant impôts de l'unité génératrice de flux de trésorerie en question. Les principales hypothèses utilisées dans le modèle de flux de trésorerie reposent sur les données de départ qui tiennent compte de différentes variables financières et économiques subjectives, telles que les taux d'intérêt sans risque et le montant des primes reflétant le risque inhérent à l'entité concernée. Les dépréciations du goodwill sont comptabilisées, le cas échéant, au poste « Dépréciation du goodwill » du compte de résultat.

Pertes de valeur des autres immobilisations incorporelles

À chaque date de clôture, une évaluation est faite afin de déterminer l'existence ou non d'indices permettant de révéler une perte de valeur des autres immobilisations incorporelles. Si de tels indices existent, un test de dépréciation est effectué pour déterminer si la valeur comptable des autres immobilisations incorporelles est entièrement recouvrable. Le montant recouvrable doit être estimé pour l'actif individuel. S'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable de l'actif individuel, le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient est déterminé. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable dépasse le montant recouvrable. Les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées au poste « Autres frais administratifs » du compte de résultat.

Indépendamment de tout indice de perte de valeur, les immobilisations incorporelles qui ne peuvent pas encore être utilisées doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel en comparant leur valeur comptable avec leur montant recouvrable.

2.19. Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles à usage propre

Les biens immobiliers à usage propre se composent principalement d'immeubles de bureaux et sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, de même que les matériels à usage propre. Les actifs sont amortis à leur valeur résiduelle sur la durée de vie utile estimée indiquée ci-après, selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Immobilier	
- Terrains	Pas dépréciés
- Bâtiments	25 à 40 ans
Matériels	
- Matériel informatique	1 à 5 ans
- Autres équipements et véhicules	3 à 8 ans

Une évaluation annuelle est faite afin de déterminer l'existence ou non d'indices permettant de révéler une dépréciation des immobilisations corporelles. Si la valeur comptable d'un actif excède son montant recouvrable estimé, la valeur comptable est ramenée au montant recouvrable. Les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées au poste « Autres frais administratifs » du compte de résultat. Les gains et pertes sur cession d'immobilisations corporelles sont déterminés sur la base de leur valeur comptable et sont comptabilisés dans les « Autres frais administratifs ».

Les travaux de réparation et les interventions de maintenance sont imputés au compte de résultat au moment où les frais sont engagés. Les dépenses visant à prolonger la durée de vie économique ou à augmenter la valeur économique des terrains et des bâtiments par rapport à leur valeur économique initiale sont capitalisées et ensuite amorties.

2.20. Immeubles de placement

Les immeubles de placement, principalement les immeubles de bureaux et les unités de logement, sont détenus à long terme pour dégager des revenus locatifs et ne sont pas utilisés par Rabobank ou ses filiales. Les immeubles de placement sont comptabilisés en tant qu'investissements à long terme et inclus au bilan à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur. Les immeubles de placement sont amortis linéairement en fonction de leur valeur résiduelle liée à une durée d'usage estimée à 40 ans.

2.21. Autres actifs

Produits d'inventaire structuré

Rabobank propose plusieurs produits liés au financement des produits de base. Certains de ces produits sont comptabilisés en tant que prêts portant sur des produits de base donnés en garantie, d'autres en tant que prêts intégrant des instruments financiers dérivés et d'autres encore en tant que produits de base. La classification dépend principalement du transfert du risque du client à Rabobank et des avantages procurés par les produits de base.

Terrains à bâtir

Les terrains à bâtir sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les intérêts attribués et les dépenses supplémentaires engagées pour l'achat des terrains et leur

aménagement en vue des travaux de construction ou à la valeur nette de réalisation, si elle est inférieure. Les intérêts ne sont pas comptabilisés au bilan pour les terrains qui n'ont pas été classés en zones à usage particulier s'il n'y a aucune certitude que les terrains soient bâtis. Les éventuelles baisses de valeur résultant d'un changement futur de destination des terrains concernés ne sont pas incluses dans le coût des terrains, mais sont incluses dans le calcul de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation de tous les terrains à bâtir est revue au moins une fois par an ou plus tôt en cas de soupçon de dépréciation. La valeur nette de réalisation des terrains à bâtir est la valeur de réalisation directe ou la valeur de réalisation indirecte, si celle-ci est supérieure. La valeur de réalisation directe correspond à la valeur estimée au moment de la vente déduction faite des coûts estimés pour la réalisation de la vente. La valeur de réalisation indirecte est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le calcul de la valeur de réalisation indirecte repose sur une analyse de scénarios qui inclut autant d'aspects propres au terrain, de paramètres et de conditions propres à l'entreprise que possible. Une réévaluation à la baisse est constatée si la valeur comptable excède la valeur de réalisation.

Les biens immobiliers construits sur des terrains à bâtir sont classés en tant qu'immeubles de placement si l'usage courant qui en est fait par Rabobank consiste à les louer en vertu d'un ou de plusieurs contrats de location opérationnelle (ou simple).

Travaux en cours

Les travaux en cours concernent des projets résidentiels non vendus en construction ou en préparation, ainsi que des projets de propriété commerciale non vendus. Les travaux en cours sont comptabilisés aux coûts engagés majorés des intérêts alloués ou à la valeur nette de réalisation, s'ils sont inférieurs. Les produits provenant de projets de construction de biens immobiliers sont constatés lorsque les obligations d'exécution s'y rapportant sont remplies. Les pertes attendues sur les projets sont immédiatement déduites des travaux en cours. Si Rabobank transfère tout ou partie d'un projet à un client avant que ce dernier ne paie les acomptes provisionnels, Rabobank présente un actif contractuel. Si un client procède à des versements échelonnés et si Rabobank a le droit de percevoir, sans condition, ces versements échelonnés, Rabobank comptabilise alors un engagement contractuel avant de transférer (partiellement) le projet à un client.

La valeur comptable des travaux en cours non vendus fait l'objet d'une révision annuelle afin de déceler tout indice de baisse de valeur. Si un tel indice existe, la valeur de réalisation indirecte des travaux en cours est estimée ; dans la plupart des cas, cela se fait au moyen d'une évaluation interne ou externe. La valeur de réalisation indirecte est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Un ajustement à la baisse de la valeur est comptabilisé si la valeur comptable excède la valeur de réalisation indirecte attendue, dans la mesure où cette différence doit être supportée par Rabobank.

Immeubles finis

Les biens immobiliers à usage résidentiel et les locaux commerciaux aménagés en interne qui ne sont pas vendus sont comptabilisés à prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation des immeubles finis est revue au moins une fois par an ou en cas de soupçon d'une baisse de valeur. Pour les immeubles finis, la valeur de réalisation nette correspondant généralement à la valeur de réalisation directe qui est principalement déterminée au moyen d'une évaluation interne ou externe. Un ajustement à la baisse est comptabilisé si la valeur comptable excède la valeur de réalisation directe attendue, dans la mesure où la différence est à la charge de Rabobank.

2.22. Location

Rabobank en tant que preneur

Rabobank, en tant que preneur, comptabilise un actif lié au droit d'utilisation qui représente son droit à utiliser l'actif loué sous-jacent et une dette correspondante qui représente son obligation à payer des loyers à la date où l'actif loué est mis à disposition pour être utilisé. Chaque loyer payé se décompense en dette de loyers et charges d'intérêts. Les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat sur la période de location de manière à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant de la dette pour chaque période. Les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis pendant la durée du contrat de location selon une méthode linéaire. La dette de loyers est évaluée à la valeur actualisée des loyers. Les loyers comprennent, au titre du droit d'utilisation de l'actif sous-jacent pendant la durée du contrat de location, les paiements suivants qui ne sont pas effectués à la date de commencement de la location :

- les loyers fixes diminués des avantages incitatifs accordés au titre du contrat de location ;
- les loyers variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux, déterminés initialement en utilisant l'indice ou le taux fixé à la date de commencement de la location
- les sommes devant être payées par le preneur au titre des garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si le preneur est raisonnablement certain d'exercer cette option ; et
- le paiement de pénalités pour résiliation du contrat de location si les conditions contractuelles prévoient l'exercice par le preneur d'une option pour mettre fin au contrat.

La valeur actualisée des loyers est déterminée en appliquant le taux d'intérêt implicite indiqué dans le contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, il convient d'utiliser le taux d'endettement marginal du preneur, c'est-à-dire le taux que le preneur devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires pour obtenir un actif de valeur similaire dans un environnement économique similaire et sous des conditions similaires. Rabobank définit le taux d'endettement marginal comme le taux de financement interne (Taux de cession interne des fonds (TCI)) majoré d'une prime spécifique liée à l'actif. En utilisant le TCI comme base de calcul, le taux d'actualisation sera défini pour chaque intervalle de temps et se composera des éléments suivants :

- Taux de base : taux sans risque ;
- Spread (écart) de crédit : établi d'après le risque de crédit de la société faisant partie du groupe ;
- Risque spécifique à un pays : établi d'après la localisation de la société faisant partie du groupe ; et
- Risque de change : établi d'après la monnaie fonctionnelle de la société faisant partie du groupe ;

L'actif lié au droit d'utilisation est évalué à un montant égal à la dette de loyers, ajustée des loyers payés à la date de commencement ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs accordés au titre de la location, des coûts directs initiaux et des frais de remise en état. Les paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés de manière linéaire en tant que charges dans le compte de résultat. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Rabobank comptabilise les actifs liés au droit d'utilisation au poste « Immobilisations corporelles » et la dette de loyers au poste « Autres dettes » dans le bilan consolidé.

Rabobank en tant que bailleur

Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement est comptabilisé comme une créance au poste « Créances sur les établissements de crédit » ou « Prêts et créances envers la clientèle », selon le cas, pour un montant égal à l'investissement net du bailleur dans le contrat de location-financement. L'investissement net du bailleur dans le contrat de location-financement correspond à la valeur actualisée des paiements minimaux nominaux et de la valeur résiduelle non garantie. La différence entre l'investissement brut et l'investissement net dans le contrat de location est comptabilisée en produits financiers non acquis. Les revenus locatifs sont comptabilisés en tant que produits d'intérêts sur la durée du contrat de location-financement selon la méthode de l'investissement net, ce qui donne lieu à un taux de rentabilité constant sur l'investissement.

Contrat de location opérationnelle

Les biens loués en vertu de contrats de location opérationnelle sont présentés au bilan en tant que « Immobilisations corporelles ». La méthode d'amortissement des

actifs sur leur durée de vie utile attendue doit être cohérente avec celle applicable à des immobilisations corporelles similaires. Les revenus locatifs (diminués des amortissements et des remises consenties aux locataires) sont comptabilisés de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location au poste « Autres produits d'exploitation nets ».

2.23. Provisions et passifs éventuels

Provisions

Des provisions sont constituées pour les obligations (légalles et implicites) résultant d'un événement passé lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite. Si Rabobank s'attend à ce qu'une provision soit remboursée, par exemple dans le cadre d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, mais seulement si le remboursement est quasi certain. Les provisions sont comptabilisées sur la base de la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie attendus. Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Autres frais administratifs ».

Restructuration

Les provisions pour restructuration comprennent les indemnités versées au titre des plans sociaux et les autres coûts directement attribuables à des programmes de restructuration. Ces coûts sont comptabilisés pendant la période de survivance de l'obligation légale ou réelle de paiement ; un plan détaillé doit être préparé pour les indemnités de licenciement et les parties concernées doivent estimer de manière réaliste que la restructuration aura lieu.

Litiges

La provision pour litiges repose sur les meilleures estimations disponibles à la fin de la période considérée, compte tenu des avis juridiques. La date d'utilisation de la provision est incertaine car l'issue des litiges et le temps requis sont imprévisibles.

Autres provisions

Les autres provisions comprennent des provisions pour des contrats déficitaires, pour des règlements potentiels et des passifs éventuels de crédit. Voir Sous-section 2.16 pour la méthode comptable des provisions pour dépréciation des passifs éventuels de crédit.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survivance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de Rabobank ; ou une obligation actuelle résultant d'événements passés qui n'est pas comptabilisée car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan ; ils font l'objet d'une information en annexe à moins que la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit faible.

2.24. Avantages du personnel

Rabobank a mis en place différents plans de retraite en fonction des conditions et des pratiques locales des pays dans lesquels elle exerce ses activités. En règle générale, les régimes sont financés par des paiements effectués à des compagnies d'assurance ou à des fonds gérés par des agents fiduciaires, le montant de ces paiements étant déterminé par des calculs actuariels périodiques. Un régime de retraite à prestations définies est un régime qui repose sur l'obligation de verser un montant convenu de prestations de retraite qui dépend habituellement de plusieurs facteurs comme l'âge, le nombre d'années de travail et la rémunération. Un régime à cotisations définies est un régime où des cotisations d'un montant fixe sont versées à une entité distincte (un fonds de pension) sans que l'employeur ait d'autres obligations juridiques ou implicites dans l'hypothèse où le fonds n'aurait pas suffisamment d'actifs pour que les obligations envers les salariés participant au régime soient assumées.

Obligations de verser une retraite

L'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période considérée, diminuée de la juste valeur des placements du fonds. L'obligation au titre des prestations définies est calculée tous les ans par des actuaires indépendants sur la base de la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée comme étant la sortie de liquidités future estimée sur la base des taux d'intérêt des obligations de première catégorie dont les échéances sont proches de celles de l'obligation correspondante. La majorité des régimes de retraite sont des régimes fondés sur le salaire moyen de carrière. Les coûts de ces régimes (soit la charge de retraite nette pour la période après déduction des cotisations des employés et des intérêts) sont comptabilisés au poste « Frais de personnel ». Les produits/charges d'intérêts nets sont déterminés en appliquant le taux d'escompte au début de la période à l'actif ou au passif du régime de retraite à prestations définies.

Les gains ou pertes actuariels résultant d'événements et/ou de modifications apportées aux hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans le compte de résultat global.

Régimes de retraite à cotisations définies

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, les cotisations sont versées à des fonds de pension publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. Ces versements réguliers sont comptabilisés en tant que charges de l'exercice au cours duquel ils sont effectués et sont comptabilisés au poste « Frais de personnel ».

Autres obligations postérieures à l'emploi

Certaines unités commerciales de Rabobank offrent d'autres avantages postérieurs à l'emploi. Pour avoir droit à ces avantages, le salarié doit généralement continuer à travailler jusqu'à son départ à la retraite et avoir travaillé dans l'entreprise pendant un nombre minimal d'années. Les coûts prévus de ces prestations sont comptabilisés au cours des années de travail, selon un système semblable à celui des régimes de retraite à prestations définies. Les obligations sont calculées tous les ans par des actuaires indépendants.

Rémunération variable

La rémunération variable payée sans condition et en espèces est comptabilisée pour l'année au cours de laquelle le salarié a travaillé. La rémunération conditionnelle en espèces est incluse, sur une base linéaire, dans les frais de personnel figurant au compte de résultat de l'année au cours de laquelle le salarié a fourni ses prestations de travail et des trois années restantes de la période d'acquisition des droits (c'est-à-dire sur quatre ans). Le passif est comptabilisé au poste « Autres dettes ». Le traitement comptable des paiements fondés sur des instruments de capitaux propres est présenté à la sous-section 2.25.

2.25. Rémunération variable basée sur des instruments de capitaux propres

Pour certains membres du personnel identifiés, la rémunération des prestations fournies se fait sous forme de paiements en espèces sur la base d'instruments de capitaux propres qui sont similaires aux Certificats Rabobank et qui en présentent les mêmes caractéristiques. Les coûts des prestations fournies reposent sur la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'attribution et sont retraités tous les ans à la juste valeur. Les coûts liés à l'attribution des instruments de capitaux propres pendant la durée du contrat du salarié sont inclus dans les frais de personnel du compte de résultat de l'année d'attribution et des trois années restantes de la période d'acquisition des instruments de capitaux propres (c'est-à-dire sur quatre ans). Le passif est comptabilisé au poste « Autres dettes ».

2.26. Impôts

Les créances et dettes d'impôts exigibles sont compensées lorsqu'il existe un droit de compensation juridiquement exécutoire et qu'un traitement ou un règlement

simultané est prévu. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit de compensation juridiquement exécutoire, lorsqu'ils concernent la même administration fiscale et qu'ils sont dus par la même entité contribuable.

Les impôts différés sur le revenu sont calculés, selon la méthode du report variable, sur les différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable aux fins de l'information financière. Ces différences temporelles résultent principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles, de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés), des avantages du personnel, des provisions pour dépréciation des prêts et autres dépréciations, des pertes fiscales et des ajustements de juste valeur des actifs nets acquis lors de regroupements d'entreprises. Les actifs et passifs d'impôts différés sont également comptabilisés lors de la réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global et des couvertures de flux de trésorerie qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. Dès qu'ils sont constatés, ils sont comptabilisés dans le compte de résultat en même temps que le gain ou la perte reporté(e) correspondant(e) est comptabilisé(e). Les actifs d'impôt différés doivent être comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'entité disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels des pertes pourront être imputées ; les impôts de vront être évalués en appliquant les taux d'impôt adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture de l'exercice. Lorsqu'une entité a un historique de pertes récentes, elle ne comptabilise un actif d'impôt différé au titre des pertes fiscales non utilisées que dans la mesure où elle dispose de différences temporelles imposables suffisantes ou d'autres indications convaincantes montrant qu'elle disposera de bénéfices imposables suffisants sur lesquels pourront être imputées les pertes fiscales non utilisées. Rabobank considère tous les impôts différés comme non courants.

Les impôts sur les bénéfices sont calculés conformément à la législation fiscale des pays dans lesquels Rabobank exerce des activités et sont comptabilisés en tant que charges de l'exercice au cours duquel les bénéfices sont réalisés. Les effets fiscaux des reports de pertes sont comptabilisés en tant qu'actif lorsque des bénéfices imposables futurs sont susceptibles d'être disponibles et sur lesquels des pertes pourront être imputées.

2.27. Dépôts des établissements de crédit, dépôts de la clientèle et bons et obligations en circulation

Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, tout d'abord au prix d'émission réduit des frais de transaction directement imputables et non récurrents, et par la suite au coût amorti incluant les frais de transaction. Les titres de créance émis puis rachetés par Rabobank sont décomptabilisés et la différence entre la valeur comptable et la contrepartie payée est comptabilisée en compte de résultat.

2.28. Certificats Rabobank

Rabobank dispose à vie du produit provenant de l'émission des certificats Rabobank qui est subordonné à toutes les dettes à moins qu'aux Titres de capital. Comme il n'existe aucune obligation formelle de paiement/remboursement du principal ou de versement de dividendes, les Certificats Rabobank sont classés dans la catégorie « Capitaux propres ». Comme la distribution de dividende est entièrement discrétionnaire, les produits reçus et les dividendes versés sont comptabilisés directement en capitaux propres.

2.29. Titres de capital

En l'absence de toute obligation formelle de rembourser le principal ou de verser un dividende, les Titres de capital sont comptabilisés en tant que « Capitaux propres » et les dividendes versés sur ces instruments sont comptabilisés directement en capitaux propres.

2.30. Garanties financières

Les contrats de garantie financière exigent que l'émetteur indemnise le porteur pour les pertes subies lorsque le débiteur ne remplit pas ses obligations en vertu du titre de créance correspondant. Les garanties sont initialement comptabilisées à la juste valeur et sont ensuite évaluées au montant le plus élevé entre le montant de la provision pour dépréciation et le montant initialement comptabilisé moins l'amortissement cumulé.

2.31. Informations sectorielles

Un segment opérationnel est une composante de Rabobank qui exerce des activités commerciales qui génèrent des revenus et impliquent des dépenses, dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Directoire de Rabobank afin de décider des ressources à lui allouer et d'évaluer sa performance et au sujet duquel des informations financières distinctes sont disponibles.

2.32. Tableau des flux de trésorerie

Les Disponibilités comprennent les liquidités, les dépôts sur le marché monétaire et les dépôts auprès des banques centrales. Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte et fournit des informations sur l'origine des liquidités devenues disponibles au cours de l'exercice ainsi que sur leur utilisation au cours de l'exercice. Les flux de trésorerie nets avant impôts provenant des activités opérationnelles sont ajustés pour tenir compte des éléments non monétaires du compte de résultat et des variations hors trésorerie des éléments du bilan.

Le tableau des flux de trésorerie consolidés présente séparément les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent les variations nettes des prêts et avances, des dépôts interbancaires, des dépôts de la clientèle et des acquisitions, des cessions et remboursements d'investissements financiers. Les activités d'investissement comprennent les acquisitions et cessions de filiales, les participations dans les entreprises associées et les immobilisations corporelles. Les activités de financement comprennent l'émission et le remboursement des Certificats Rabobank, des Titres de capital, des dettes subordonnées et des bons et obligations en circulation.

La différence entre la variation nette présentée dans l'état des flux de trésorerie et la variation des disponibilités incluse dans le bilan est due aux différences de change.

3. Solvabilité et gestion des capitaux propres

Rabobank vise à maintenir un niveau approprié de solvabilité. Pour y parvenir, un certain nombre de ratios de solvabilité sont utilisés. Les principaux ratios sont le ratio des fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 ratio) (CET1), le ratio de solvabilité Tier 1 (Tier 1 ratio), le ratio du capital total et le ratio des fonds propres sur total bilan. Rabobank utilise ses propres objectifs internes qui vont au-delà des exigences minimales des autorités de contrôle. Elle tient compte des attentes du marché et de l'évolution des lois et des réglementations. Rabobank gère sa solvabilité en se basant sur des documents d'orientation. La solvabilité et les objectifs sont revus périodiquement par le Comité de gestion des risques, le Comité Actif-Passif du Directoire et le conseil de surveillance.

Rabobank doit respecter différents ratios de solvabilité minimum comme indiqué dans le « Règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) » et la « Directive sur les exigences de fonds propres (CRD V) ». La solvabilité est déterminée sur la base de ratios. Ces ratios comparent les fonds propres réglementaires (ratio fonds propres sur total bilan), les fonds propres de catégorie 1 (ratio de solvabilité Tier 1) et les fonds propres de base (ratio des fonds propres de base de catégorie 1) avec le total des actifs ajustés du risque. Les pourcentages minimaux sont déterminés sur la base du CRD/CRR et reflètent l'application de l'article 104a de la CRD V, qui permet à Rabobank de satisfaire partiellement à l'exigence totale du pilier 2 (1,9 %) au moyen de fonds propres de catégorie additionnelle Tier 1 et Tier 2.

Coussin de fonds propres minimum

	<i>CET 1</i>	<i>AT 1</i>	<i>Tier 1</i>	<i>Tier 2</i>	<i>Total des capitaux propres requis</i>
Exigences de Pilier 1	4,50 %	1,50 %	6,00 %	2,00 %	8,00 %

Exigences de Pilier 2	1,07 %	0,36 %	1,43 %	0,47 %	1,90 %
Coussin de conservation des capitaux propres	2,50 %	-	2,50 %	-	2,50 %
Coussin pour risque systémique	1,76 %	-	1,76 %	-	1,76 %
Coussin contracyclique	1,12 %	-	1,12 %	-	1,12 %
Total des capitaux propres requis	10,96 %	1,86 %	12,81 %	2,47 %	15,29 %

Les actifs pondérés en fonction du risque sont déterminés selon des méthodes séparées et distinctes pour chacun des risques de crédit, opérationnel et de marché. Pour le risque de crédit, les actifs pondérés en fonction du risque sont déterminés de plusieurs façons selon la nature de l'actif. Pour la majorité des actifs, la pondération des risques est déterminée par référence à des notations internes et à un certain nombre de caractéristiques propres à l'actif concerné. Pour les éléments hors bilan, l'équivalent au bilan est d'abord calculé sur la base de facteurs de conversion internes et les montants équivalents qui en résultent se voient ensuite également attribuer une pondération des risques. En ce qui concerne le risque opérationnel, un modèle de l'approche de mesure avancée est utilisé pour déterminer le montant des actifs pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le risque de marché, l'approche du modèle interne est appliquée à la majorité des expositions dans le périmètre concerné, les très petites expositions étant évaluées selon des méthodes standardisées. Au 31 décembre 2024, le ratio des fonds propres de base de catégorie 1 (Common equity Tier 1 ratio) (CET1) s'élevait à 16,9 % (2023 : 17,1 %). Le principal élément moteur de l'évolution du ratio CET1 a été une augmentation des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) due à une opération ayant consisté à additionner les bénéfices non distribués et le résultat net. Les actifs pondérés en fonction des risques (RWA) ont augmenté de 18,7 milliards d'euros (de 242,8 milliards d'euros à 261,5 milliards d'euros) en raison des choix de stratégie de modèle et de la croissance de l'activité, qui ont eu un effet à la baisse sur le ratio CET1. En outre, l'offre publique d'achat en espèces sur les certificats Rabobank a réduit le ratio CET1 de 0,4 point de pourcentage.

Les besoins en de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) en fin d'exercice s'établissaient à 11,0 % (2023 : 10,7 %), sous réserve de l'application intégrale des dispositions de l'article 104, sous a, de CRD V relatives au respect des exigences au titre du pilier 2 en partie par AT1 et Tier 2.

Ratios de fonds propres

En millions d'euros	2024	2023
Réserves et reports à nouveau	40 942	36 242
Dividendes attendus	-2	-2
Certificats Rabobank	6 909	7 825
Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle traitées en tant que fonds propres réglementaires	-	-
Ajustements réglementaires	-3 685	-2 449
Directives de transition IFRS 9 dispositions transitoires	-	6
Fonds propres Tier 1	44 164	41 622
Titres de capital	4 972	4 975
Instruments bénéficiant de droits acquis	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Ajustements réglementaires	-73	-100
Directives de transition	-	-
Fonds propres additionnels Tier 1	4 900	4 875
Fonds propres Tier 1	49 063	46 497
Quote-part des dettes subordonnées traitées en tant que fonds propres réglementaires	5 671	6 309
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Ajustements réglementaires	-89	-100
Directives de transition IFRS 9 dispositions transitoires	-	-
Fonds propres Tier 2	5 582	6 209
Éléments de capital admissibles	54 646	52 706
Actifs pondérés en fonction des risques	261 452	242 763
Ratio des fonds propres Tier 1	16,9 %	17,1 %
Ratio Tier 1	18,8 %	19,2 %
Ratio fonds propres sur total bilan	20,9 %	21,7 %

Les éléments des ajustements réglementaires sont les filets de sécurité de type prudentiel pour les PNP, le goodwill, les autres immobilisations incorporelles, les actifs d'impôts différés qui dépendent des bénéfices futurs, l'IRB shortfall pour les ajustements du risque de crédit et les ajustements relatifs aux résultats cumulés dus aux variations du risque de crédit de la banque sur les instruments à la juste valeur.

4. Exposition aux risques sur les instruments financiers

4.1. Organisation des risques

Le Directoire a pour responsabilité ultime d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie d'entreprise, y compris la stratégie de gestion des risques, l'appétence au risque et la culture d'entreprise de Rabobank et de ses filiales. Le Directoire définit les structures et processus de gouvernance permettant de gérer au mieux les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise de Rabobank. Cela implique un renforcement continu des compétences du personnel et une amélioration constante des systèmes, politiques, procédures, modèles quantitatifs et rapports de gestion des risques, selon le cas, afin de s'assurer que la banque dispose de capacités de gestion des risques suffisamment solides et efficaces pour atteindre ses objectifs stratégiques et maîtriser sa prise de risque. Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le Directoire dans la détermination du profil de risque, l'élaboration des politiques de gestion des risques et l'accomplissement des activités de gestion des risques. Le Comité de gestion des risques du Conseil de Surveillance est composé de membres du Conseil de Surveillance. Le Comité de gestion des risques aide le Conseil de surveillance à prendre des décisions en matière de supervision de l'intégrité et de la qualité des données permettant de déterminer l'appétence aux risques de Rabobank et d'élaborer le cadre de gestion des risques.

Appétence aux risques

Notre stratégie de gestion des risques prévoit un ensemble de déclarations d'appétence pour le risque (Risk Appetite Statements) qui sont directement alignées sur les objectifs du Plan à moyen terme 2025-2027 (PMT) et sur nos piliers stratégiques : un Service client d'excellence, une Banque résolument coopérative et extrêmement solide et des Collaborateurs responsables. Ces piliers définissent le périmètre de notre appétence aux risques. Nous définissons notre appétence aux risques par type de risque en précisant le niveau de risque que nous sommes disposés à assumer pour atteindre nos objectifs stratégiques. Ce niveau maximum d'exposition au risque est

utilisé en affaires pour déterminer le profil de risque souhaité par rapport au profil risque/rendement (durabilité) d'une activité donnée.

4.2. Stratégie d'utilisation des instruments financiers

Les activités de Rabobank sont intrinsèquement liées à l'utilisation d'instruments financiers, notamment d'instruments financiers dérivés. Dans le cadre des services qu'elle propose, Rabobank accepte les dépôts de la clientèle sous des conditions variables et à des taux d'intérêt fixes et variables. Rabobank perçoit des produits d'intérêts en investissant ces fonds dans des actifs de haute qualité et en accordant des prêts à des entreprises et des particuliers. Rabobank vise à accroître sa marge sur ces activités en gérant activement les taux d'intérêt du portefeuille bancaire en fixant les limites d'exposition aux risques et en conservant suffisamment de disponibilités pour honorer ses obligations à leur échéance. Rabobank n'est pas seulement exposée au risque de crédit sur les prêts figurant au bilan, mais aussi au risque de crédit sur les garanties hors bilan qu'elle fournit, telles que les lettres de crédit, les garanties de bonne fin et autres documents de garantie.

4.3. Risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme le risque de perte économique susceptible d'être encouru par la banque lorsque ses clients ne peuvent pas remplir leurs obligations contractuelles.

La gestion des risques de crédit au sein de la banque est régie par la politique centrale de gestion des risques de crédit de la banque ; cette politique est décrite plus en détail dans les normes et procédures sous-jacentes spécifiques aux risques de crédit. La responsabilité première en matière de gestion et de surveillance des risques de crédit incombe à l'entreprise en tant que première ligne de défense. L'entreprise est tenue d'identifier, d'évaluer, de gérer, de surveiller et de signaler les faiblesses potentielles des portefeuilles de risques de crédit. Une surveillance continue est exercée afin de limiter l'exposition au risque de crédit à un niveau correspondant à l'appétence aux risques de l'entreprise.

En outre, le risque de dégradation de la qualité des portefeuilles de crédit est évalué et surveillé tous les mois au niveau de la banque et de l'entité au moyen de rapports et d'analyses trimestriels et ad hoc des portefeuilles ; une attention particulière est accordée à l'évolution des risques et à leur concentration.

4.3.1. Gestion du risque de crédit

Acceptation du crédit

La politique d'acceptation du crédit de Rabobank se caractérise par une évaluation minutieuse des clients et de leur capacité à rembourser les prêts qui leur sont consentis (perspective de continuité). En conséquence, le portefeuille de prêts présente un profil de risque acceptable, même dans des conditions économiques défavorables. Rabobank vise à instaurer avec ses clients des relations durables bénéfiques à la fois pour le client et pour la banque. Un élément important de la politique d'acceptation pour les prêts professionnels et aux entreprises est le principe de connaissance du client (Know Your Customer - KYC). Cela signifie que la banque n'accorde des prêts qu'aux entreprises qui, de l'avis de la direction de Rabobank, sont éthiques et compétentes. En outre, Rabobank suit de près l'évolution des secteurs d'activité dans lesquels ses clients opèrent et peut évaluer correctement la performance financière de ses clients. La durabilité des entreprises signifie également un financement durable. Des lignes directrices en matière de développement durable ont été établies pour le processus de crédit.

Bien que le crédit soit généralement accordé en fonction du potentiel de génération de flux de trésorerie d'un client ou d'un projet, les sûretés amélioreront la position de la banque en cas de défaillance d'un client. Les sûretés peuvent être indépendantes de l'entreprise du client et/ou obtenues grâce aux activités du client. Rabobank a présenté ses politiques d'évaluation et de gestion des sûretés dans le cadre du Global Standard on Credit Risk Mitigation. La méthode d'évaluation dépend du type de sûretés. Pour la garantie d'actif, les éléments d'évaluation peuvent être le bilan du client (par exemple, immobilisations corporelles, stocks), la valeur nominale (par exemple, liquidités et créances), la valeur du marché (par exemple, sûretés et produits de base), les évaluations indépendantes (biens immobiliers à usage commercial) et les indices de prix (biens immobiliers à usage résidentiel). Toutes les sûretés (éligibles) sont évaluées à la valeur de marché ou à une valeur inférieure à la valeur de marché et la valeur des sûretés est surveillée régulièrement. La sûreté doit être suffisamment liquide et sa valeur doit rester suffisamment stable dans le temps pour garantir au crédit une protection appropriée. Dans le cadre de la politique de Rabobank chaque type de sûreté est traité séparément.

Les principaux types de sûretés reconnus par Rabobank sont les biens immobiliers à usage résidentiel ou commercial, les stocks (équipements, machines, titres, etc.), les produits de base, les créances et les garanties. Dans le cas d'un important portefeuille hypothécaire national, les biens immobiliers à usage résidentiel sont considérés comme un risque de concentration dans le cadre de l'atténuation du risque de crédit mise en œuvre. La qualité de la sûreté est évaluée lors de la demande de crédit initiale et dans le cadre du processus de révision du crédit (voir le tableau ci-dessous pour la politique de Rabobank relative à la réévaluation et la surveillance des sûretés). La fréquence de réévaluation dépend de la qualité de crédit du client (performant ou non performant) et du type de sûreté et elle doit répondre aux exigences énoncées dans le CRR. Les principaux garants sont les gouvernements, les autorités locales, les banques (centrales) et les personnes morales. Pour les institutions, les sociétés d'assurance et les agences de crédit à l'exportation, une notation minimale est requise.

Expositions couvertes par des biens immobiliers/sûretés sous forme de biens immobiliers	Réévaluation (au moins)	Surveillance (au moins)
Expositions non-performantes	Tous les ans	Tous les six mois ; exposition < 1 million d'euros ; tous les ans
Expositions performantes		
a) exposition > 3 millions d'euros/tous les types de sûretés	Tous les trois ans	Tous les ans
b) tous les biens immobiliers à usage commercial avec une exposition ≤ 3 millions d'euros	tel que défini par l'unité d'exploitation	Tous les ans
c) biens immobiliers à usage résidentiel avec une exposition ≤ 3 millions d'euros	tel que défini par l'unité d'exploitation	Tous les trois ans

Comités de crédit et acceptation de crédit

Dans les limites fixées par le Comité de gestion des risques, le Directoire a accordé une autonomie décisionnelle aux comités de transaction et aux responsables du processus d'acceptation de crédit qui opèrent au niveau des entités, au niveau régional ou central de Rabobank. Les comités de crédit examinent tous les risques importants liés aux propositions de crédit afin de parvenir à un jugement systématique et à une décision documentée. Différents niveaux de comités de crédit existent au sein de Rabobank. Les demandes qui outrepassent le niveau d'autorisation d'un comité de crédit sont complétées par une recommandation et soumises à un comité de crédit de niveau « supérieur » pour décision.

- **Central Credit Committee Rabobank Group (CCCRG)** – Il prend des décisions au sujet des demandes de prêt relevant du processus d'acceptation de crédit aux entreprises qui outrepassent :
 - Les pouvoirs des **Credit Approvals Local Banks (CALB)** - Ce département est chargé des décisions relatives aux demandes de prêt de clients ayant un bon historique de paiement (CRC « Good » ou « Early warning ») qui outrepassent les pouvoirs des banques locales aux Pays-Bas.
 - Les pouvoirs des **Credit Approvals Wholesale & Rural (CAW&R)** – Ce département est chargé des décisions relatives aux demandes de prêt de clients ayant un bon historique de paiement (Classification des risques de crédit [CRC] « Bon » ou « Alerte Précoce ») qui outrepassent les pouvoirs de gestion du secteur Commerce de gros et rural (W&R) d'un bureau ou d'une région.
 - Les pouvoirs de **DLL** chargée des décisions relatives aux demandes de prêts de clients professionnels de DLL ayant de bons historiques de paiement (CRC « Bon/Alerte Précoce »)
- Les pouvoirs des **Central Risk Officers** chargés des décisions relatives aux demandes de prêts de clients professionnels de DLL et du secteur Rural ayant de bons historiques de paiement, qui outrepassent les pouvoirs d'une Unité d'exploitation (mais pas ceux de CCCRG).
- Les pouvoirs de **Credit Committee Financial Restructuring & Recovery (CC-FR&R)** – Ce comité de crédit prend des décisions de crédit en se basant sur les propositions faites à des clients ayant des historiques de paiement médiocre (CRC « Difficultés financières » ou « Défaut ») qui outrepassent les pouvoirs des comités de

crédit locaux et du département FR&R.

Country & Financial Institutions Committee (CFIC) - Le CFIC prend des décisions de crédit sur la base de propositions outrepassant les pouvoirs d'évaluation du Risque-pays des Institutions financières chargées de gérer les risques liés à l'exposition des institutions financières, des États souverains et des pays.

Loan Loss Provision Committee (LLPC) - Le Loan Loss Provision Committee est chargé de calculer le montant des provisions pour pertes de crédit attendues (ECL) pour Rabobank. Cette responsabilité lui est confiée par le Directoire. Le Comité approuve les différents montants de provisions constituées pour les risques du portefeuille de prêts (entreprises et particuliers / prêts hypothécaires) en recourant, soit à des modèles d'évaluation (phase 1, phase 2 et phase 3a), soit à une évaluation individuelle (phase 3b) ; il approuve également les ajustements de gestion (techniques et commerciaux). Pour les risques évalués individuellement (phase 3b) et les ajustements de gestion, la banque recourt à des estimations basées sur des évaluations individuelles et à des avis d'experts. En ce qui concerne les ajustements de gestion, un Comité de gestion des ajustements de gestion (MAC) a été constitué en 2023, lequel intervient en vertu de la délégation de pouvoirs lui ayant été consentie par le LLPC. Le MAC est responsable des ajustements de gestion relatifs aux provisions pour pertes de crédit attendues (ECL) ainsi que du processus de gestion de ces ajustements ; il évalue, par ailleurs, tous les ajustements de gestion en rapport avec des sujets tels que l'application cohérente des méthodes, la compatibilité avec les MES (Manufacturing execution system), les évaluations sectorielles, les jugements d'expert pris en compte et la qualité de la justification des décisions entre autres. En outre, le LLPC tient compte lors de sa prise de décisions d'informations internes et externes pertinentes. Il s'agit notamment des résultats du processus de soutien et des éléments prospectifs tels que les prévisions budgétaires, les analyses de scénarios ou les résultats des tests de résistance et, pour les expositions évaluées individuellement (phase 3b), les estimations reposant sur des évaluations individuelles et des jugements d'experts. À la lumière de ces considérations, le LLPC peut approuver des écarts par rapport aux estimations de provisionnement et/ou faire des recommandations stratégiques au Directoire.

Le Mandat accordé à ces comités de crédit définit la mission à accomplir, les responsabilités et leur champ d'application, les relations hiérarchiques, la qualité de membre, les niveaux de pouvoir et les modalités des organismes d'approbation. Les comités de crédit prennent leurs décisions sur la base du consensus, sauf si la réglementation locale impose un vote à la majorité. Le consensus est atteint lorsqu'il existe un accord général ou lorsqu'aucun des membres n'a d'objection fondamentale à la décision. À défaut de consensus toute demande formulée est réputée refusée. En cas de vote à la majorité, le(s) représentant(s) du secteur Risques doit (doivent) disposer d'un droit de veto. Lorsqu'un droit de veto est exercé, la décision finale revient au Directoire.

Pour des raisons d'efficacité, les comités de crédit peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs. Une seule personne ne peut pas prendre une décision de crédit uniquement sur la base de sa propre opinion. Cela signifie que le principe des quatre yeux s'applique ou que les décisions sont étayées par un système, auquel cas une seule personne est autorisée à prendre une décision à condition que le crédit soit évalué comme acceptable par un système expert ou réponde à des critères prédéfinis (le crédit est conforme aux outils de décision). Les évaluations et les approbations entièrement réalisées par informatique sont autorisées dans des conditions strictes.

Les comités de crédit jouent un rôle déterminant et assurent une cohérence entre les normes d'analyse de crédit de Rabobank, le respect de la politique de crédit globale de Rabobank et l'utilisation cohérente des modèles de notation. La politique de crédit fixe les paramètres et les attributions de chaque comité, y compris le montant maximum qu'un comité est en droit d'approuver compte tenu des limites de crédit ou des transactions. Il existe également des politiques qui restreignent ou interdisent certains types de contreparties ou de secteurs d'activité. En règle générale, le système de notation interne est revu au moins une fois par an (entreprises clientes). La fréquence d'évaluation des contreparties dépend des risques de sorte que plus le risque de contrepartie est élevé, plus son évaluation est fréquente. Les autorités d'approbation des crédits peuvent également demander des évaluations plus fréquentes. Les comités de crédit peuvent également demander des évaluations plus fréquentes.

4.3.2. Composition du portefeuille de prêt

Rabobank détient une part importante du marché des prêts hypothécaires résidentiels aux Pays-Bas. Ces prêts présentent un profil de risque faible et le montant net des provisions pour dépréciation des prêts en 2024 a diminué de 3 points de base. En 2024, la part des prêts consentis par le secteur privé aux secteurs de l'agroalimentaire s'élevait à 27 % et celle des prêts consentis par le secteur privé au commerce, à l'industrie et aux services s'élevait à 27 %. Les prêts consentis au commerce, à l'industrie et aux services et ceux consentis aux secteurs de l'agroalimentaire se répartissent dans un large éventail de secteurs d'activités et dans de nombreux pays différents. Aucune de ces parts sectorielles individuelles ne représente plus de 10 % du total des prêts du secteur.

En millions d'euros	2024		2023	
Total des prêts et créances envers la clientèle	454 485		439 262	
Dont :				
Prêts consentis à des gouvernements	1 740		1 374	
Opérations de prise en pension, contrats d'emprunt de titres et comptes de règlement	15 509		15 259	
Ajustement de la comptabilité de couverture	-10 079		-11 378	
Prêts consentis au secteur privé	447 315		434 007	
Ces prêts peuvent être ventilés géographiquement comme suit :				
Pays-Bas	293 438	65 %	290 176	67 %
Autres pays d'Europe	46 386	10 %	40 660	9 %
Amérique du Nord	51 962	12 %	48 283	11 %
Amérique latine	17 318	4 %	17 143	4 %
Asie	6 723	2 %	6 845	2 %
Océanie	31 258	7 %	30 619	7 %
Afrique	230	0 %	281	0 %
Total des prêts consentis au secteur privé	447 315	100 %	434 007	100 %
Ventilation des prêts par secteur d'activités				
Particuliers	204 520	46 %	203 635	47 %
Commerce, industrie et services	122 951	27 %	115 542	27 %
Agroalimentaire	119 844	27 %	114 830	26 %
Total des prêts consentis au secteur privé	447 315	100 %	434 007	100 %

Les prêts consentis aux particuliers font presque tous partie du segment d'activité Banque de détail nationale et concernent géographiquement les Pays-Bas. Les prêts consentis aux secteurs Commerce, Industrie et Services et au secteur Agroalimentaire sont classés par secteur et par segment d'activité de la manière suivante :

Portefeuille des prêts consentis au commerce, à l'industrie et aux services, analysé par secteur d'activité

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2024</i>						
Fabrication (non-agroalimentaire)	4 475	6 138	2 929	-	-	13 542
Énergie	702	12 156	194	-	-	13 052
Construction	3 654	542	2 246	157	-	6 599
Commerce de gros et de détail (non-agroalimentaire et énergie)	6 396	2 934	6 059	-	-	15 389
Transport et stockage	4 219	2 303	1 668	-	-	8 190
Hébergement et restauration	2 851	2 472	238	-	-	5 561
Médias et communication	871	1 264	1 013	-	1	3 149
Finance et assurance	3 094	10 593	795	-	-	14 482
Activités immobilières	15 282	5 850	361	1	-	21 494
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 658	639	1 321	-	-	3 618
Activités administratives et prestation de services de soutien	1 785	1 429	3 301	-	-	6 515
Enseignement	135	2	610	-	-	747
Soins de santé et sécurité sociale	2 895	46	3 119	-	-	6 060
Arts, divertissements et loisirs	658	213	501	-	-	1 372
Autres activités (non-agroalimentaires)	411	1 364	1 406	-	-	3 181
Total	49 086	47 945	25 761	158	1	122 951

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2023</i>						
Fabrication (non-agroalimentaire)	4 199	5 660	2 794	-	-	12 653
Énergie	830	9 350	177	-	-	10 356
Construction	3 082	1 019	2 078	146	-	6 326
Commerce de gros et de détail (non-agroalimentaire et énergie)	6 723	3 086	5 646	-	-	15 455
Transport et stockage	3 471	1 864	1 604	-	-	6 939
Hébergement et restauration	2 714	2 278	217	-	-	5 209
Médias et communication	949	984	867	-	1	2 801
Finance et assurance	4 229	11 321	838	-	-	16 387
Activités immobilières	13 449	5 302	337	1	-	19 088
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 596	627	1 302	-	-	3 525
Activités administratives et prestation de services de soutien	1 619	1 300	3 130	-	-	6 049
Enseignement	131	2	523	-	-	656
Soins de santé et sécurité sociale	2 947	46	2 991	-	-	5 984
Arts, divertissements et loisirs	639	212	435	-	-	1 286
Autres activités (non-agroalimentaires)	433	1 144	1 251	-	-	2 828
Total	47 010	44 195	24 190	147	1	115 542

Portefeuille des prêts consentis à l'agroalimentaire analysé par secteur d'activité

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2024</i>						
Produits de base	2 548	21 110	5 673	-	-	29 331
Protéines animales	3 134	17 640	2 720	-	-	23 494
Boissons	124	5 582	140	-	-	5 846
Denrées alimentaires	1 938	10 091	447	-	-	12 476
Produits laitiers	7 599	11 978	1 487	-	-	21 064
Activités agricoles	1 208	6 353	4 199	-	-	11 760
Produits frais	5 208	7 157	2 469	-	-	14 834
Autres produits non-agroalimentaires	26	562	451	-	-	1 039
Total	21 785	80 473	17 586	-	-	119 844

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Total</i>
<i>Au 31 décembre 2023</i>						
Produits de base	2 458	19 005	5 495	-	-	26 957
Protéines animales	3 269	17 906	2 256	-	-	23 431
Boissons	82	4 269	130	-	-	4 481

Denrées alimentaires	2 112	9 487	392	-	-	11 991
Produits laitiers	7 647	11 819	1 422	-	-	20 888
Activités agricoles	1 108	5 701	3 898	-	-	10 706
Produits frais	5 074	8 051	2 212	-	-	15 337
Autres produits non-agroalimentaires	30	571	438	-	-	1 038
Total	21 780	76 808	16 242	-	-	114 830

Instruments financiers dérivés

Rabobank fixe des limites strictes aux positions ouvertes, tant en termes de montants que de conditions. Si les normes de l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association) s'appliquent ou si un contrat-cadre comportant des conditions similaires a été conclu avec la contrepartie et si les lois du pays de la contrepartie permettent une compensation, la position nette ouverte est surveillée et déclarée. Ce risque de crédit est géré dans le cadre des limites générales de crédit des clients. Le cas échéant, Rabobank obtient des sûretés ou d'autres garanties pour atténuer les risques de crédit inhérents à ces transactions. L'exposition au risque de crédit correspond à la juste valeur actualisée de tous les contrats d'instruments financiers dérivés ouverts qui présentent une valeur de marché positive, en tenant compte des contrats-cadres de compensation exécutoires en vertu de la loi.

Passifs éventuels de crédit

Les garanties financières et les lettres de crédit standby que Rabobank fournit à des tiers dans l'éventualité où un client n'est pas en mesure de remplir ses obligations envers des tiers, sont exposées au risque de crédit. Les lettres de crédit commerciales, les crédits documentaires et les engagements écrits pris par Rabobank pour le compte de clients permettent à des tiers de tirer des effets de commerce sur Rabobank jusqu'à concurrence d'un montant fixe et sous réserve de conditions spécifiques. Ces opérations sont garanties par la remise des biens sous-jacents auxquels elles se rapportent et l'exposition au risque d'un tel instrument est inférieure à celle d'un prêt direct. Dès l'acceptation des documents sous les conditions des lettres de crédit, Rabobank comptabilise un actif ou un passif jusqu'à la date de paiement.

Les engagements de prêt sont des engagements fermes permettant d'accorder des crédits selon des modalités préétablies. Rabobank s'expose au risque de crédit lorsqu'elle promet d'accorder des prêts. Le montant des pertes éventuelles est probablement inférieur au total des engagements non utilisés, car ces engagements sont soumis au respect de certaines conditions de prêt par les clients. Rabobank s'assure du respect des conditions jusqu'à l'expiration des engagements de prêt dans la mesure où les engagements à long terme comportent généralement un risque plus élevé que les engagements à court terme.

4.3.3. Exposition au risque de crédit et qualité du crédit

Dans le cadre de son processus d'approbation de crédit, Rabobank utilise la notation du risque de crédit Rabobank qui tient compte du risque de défaut ou de la probabilité de défaut (PD) de la relation de prêt sur une période d'un an. Les différents niveaux de qualité des prêts sont déterminés sur la base de la notation interne de Rabobank. La notation du risque de crédit Rabobank se compose de 21 notes de rendement (R0-R20) et de quatre notes de défaut (D1-D4). Les notes de rendement évaluent la probabilité de défaut sur une période d'un an et la notation est déterminée, en principe, sur une base cycliquement neutre. Les notes de défaut D1-D4 se rapportent aux classifications par défaut. D1 correspond à plus de 90 jours d'arriéré sur un paiement contractuel important ; D2 indique qu'il est peu probable que le débiteur rembourse la totalité de sa dette sans que la banque ne recoure à des mesures comme la réalisation d'une sûreté ; D3 indique qu'une vente en urgence ou une restructuration en urgence a eu lieu et qu'elle a probablement entraîné une perte économique liée au crédit ; D4 correspond à un statut de faillite. Les notes de défaut constituent l'exposition totale aux risques de crédit douteux. Le tableau ci-dessous présente la qualité de crédit des actifs financiers faisant l'objet d'une dépréciation indiquée dans des fourchettes de notation cohérentes avec les chiffres qui sont communiqués au personnel de direction clé aux fins de la gestion du risque de crédit. La valeur comptable brute des actifs financiers ci-dessous représente également l'exposition maximale au risque de crédit sur ces actifs.

Profil de risque de crédit par système de notation interne des créances sur les établissements de crédit

<i>En millions d'euros</i>	Valeur comptable brute			
	Actifs non dépréciés		Actifs dépréciés	Total
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
R0-R1 (AAA)	49	-	-	49
R2-R4 (AA)	6 242	19	-	6 261
R5-R7 (A)	17 109	4	-	17 113
R8-R10 (BBB)	1 048	1	-	1 049
R11-R13 (BB)	1 248	2	-	1 250
R14-R16 (B+)	494	2	-	496
R17-R19 (B-)	291	1	-	292
R20 (CCC+)	-	-	-	-
Notes de défaut (D)	-	-	1	1
Pas de notation	525	-	-	525
Total	27 006	29	1	27 036
<i>Au 31 décembre 2023</i>				
R0-R1 (AAA)	122	-	-	122
R2-R4 (AA)	465	-	-	465
R5-R7 (A)	19 678	16	-	19 694
R8-R10 (BBB)	5 076	-	-	5 076
R11-R13 (BB)	160	2	-	162
R14-R16 (B+)	507	3	-	510
R17-R19 (B-)	293	3	-	296
R20 (CCC+)	9	1	-	10
Notes de défaut (D)	-	-	-	-
Pas de notation	122	-	-	122
Total	26 432	25	-	26 457

Profil de risque de crédit par notation interne des prêts et avances aux clients

En millions d'euros	Valeur comptable brute			
	Actifs non dépréciés		Actifs dépréciés	Total
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
R0-R1 (AAA)	310	1	-	311
R2-R4 (AA)	8 777	905	-	9 682
R5-R7 (A)	82 899	11 737	-	94 636
R8-R10 (BBB)	133 399	16 446	-	149 845
R11-R13 (BB)	103 049	16 468	-	119 517
R14-R16 (B+)	46 797	15 109	-	61 906
R17-R19 (B-)	8 257	6 321	-	14 578
R20 (CCC+)	550	2 101	-	2 651
Notes de défaut (D)	-	-	9 875	9 875
Pas de notation	3 495	504	-	3 999
Total	387 533	69 592	9 875	467 000
<i>Au 31 décembre 2023</i>				
R0-R1 (AAA)	298	1	-	299
R2-R4 (AA)	8 728	38	-	8 766
R5-R7 (A)	86 481	476	-	86 957
R8-R10 (BBB)	137 876	5 111	-	142 987
R11-R13 (BB)	104 765	15 964	-	120 729
R14-R16 (B+)	48 421	16 569	-	64 990
R17-R19 (B-)	7 423	7 399	-	14 822
R20 (CCC+)	420	2 089	-	2 509
Notes de défaut (D)	-	-	8 997	8 997
Pas de notation	2 467	27	-	2 494
Total	396 879	47 674	8 997	453 550

Profil de risque de crédit par notation externe des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Valeur comptable brute			
	Actifs non dépréciés		Actifs dépréciés	Total
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
AAA-A	18 111	-	-	18 111
BBB-BcCC-Cd	600	-	-	600
CCC-C	-	-	-	-
D	-	-	-	-
Pas de notation	-	-	-	-
Total	18 711	-	-	18 711
<i>Au 31 décembre 2023</i>				
AAA-A	13 204	-	-	13 204
BBB-BcCC-Cd	580	-	-	580
CCC-C	-	-	-	-
D	-	-	-	-
Pas de notation	-	-	-	-
Total	13 784	-	-	13 784

Profil de risque de crédit par notation interne des engagements de prêts et des garanties financières

En millions d'euros	Exposition au risque de crédit			
	Actifs non dépréciés		Actifs dépréciés	Total
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	
<i>Au 31 décembre 2024</i>				

R0-R1 (AAA)	1 326	-	-	1 326
R2-R4 (AA)	3 674	180	-	3 854
R5-R7 (A)	20 862	321	-	21 183
R8-R10 (BBB)	20 704	1 301	-	22 005
R11-R13 (BB)	15 336	1 811	-	17 147
R14-R16 (B+)	3 760	1 126	-	4 886
R17-R19 (B-)	314	261	-	575
R20 (CCC+)	8	33	-	41
Notes de défaut (D)	-	-	929	929
Pas de notation	23 047	984	-	24 031
Total	89 031	6 017	929	95 977
Au 31 décembre 2023				
R0-R1 (AAA)	1 779	-	-	1 779
R2-R4 (AA)	4 006	1	-	4 007
R5-R7 (A)	19 705	451	-	20 156
R8-R10 (BBB)	20 132	2 257	-	22 389
R11-R13 (BB)	16 097	1 985	-	18 082
R14-R16 (B+)	5 176	1 599	-	6 775
R17-R19 (B-)	236	506	-	742
R20 (CCC+)	11	46	-	57
Notes de défaut (D)	-	-	735	735
Pas de notation	16 401	37	-	16 438
Total	83 543	6 882	735	91 160

4.3.4. Provisions pour dépréciation des actifs financiers et des passifs éventuels de crédit

Dans les tableaux ci-après, un rapprochement est effectué entre le soldes d'ouverture et le solde de clôture des provisions pour dépréciation des actifs et passifs financiers éventuels liés au crédit.

Provisions pour dépréciation des créances sur les établissements de crédit

<i>En millions d'euros</i>	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs dépréciés	Total
Solde au 1er janvier 2024	1	-	-	1
Augmentations dues à des créations et acquisitions	-	-	-	-
Diminutions dues à des décomptabilisations	-	-	-	-
Variations dues à un changement du risque de crédit	-	-	-	-
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-	-	-	-
Variation	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2024	1	-	-	1
Solde au 1er janvier 2023	1	-	-	1
Augmentations dues à des créations et acquisitions	-	-	-	-
Diminutions dues à des décomptabilisations	-	-	-	-
Variations dues à un changement du risque de crédit	-	-	-	-
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-	-	-	-
Variation	-	-	-	-
Au 31 décembre 2023	1	-	-	1

Provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle

<i>En millions d'euros</i>	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs dépréciés	Total
Solde au 1er janvier 2024	393	706	1 810	2 909
Augmentations dues à des créations et acquisitions	183	21	152	356
Diminutions dues à des décomptabilisations	-70	-87	-216	-373
Variations dues à un changement du risque de crédit	-104	-179	860	577
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-10	-4	-1 020	-1 034
Variation	-4	-1	6	1
Solde au 31 décembre 2024	388	456	1 592	2 436
Solde au 1er janvier 2023	393	717	1 752	2 862
Augmentations dues à des créations et acquisitions	134	32	135	301
Diminutions dues à des décomptabilisations	-61	-37	-210	-308
Variations dues à un changement du risque de crédit	-60	21	700	661
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-11	-4	-549	-564
Variation	-2	-23	-18	-43

Au 31 décembre 2023	393	706	1 810	2 909
----------------------------	------------	------------	--------------	--------------

Provisions pour dépréciation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global

<i>En millions d'euros</i>	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs dépréciés	Total
Solde au 1er janvier 2024	1	-	-	1
Augmentations dues à des créations et acquisitions	4	-	-	4
Diminutions dues à des décomptabilisations	-	-	-	-
Variations dues à un changement du risque de crédit	-	-	-	-
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-	-	-	-
Variation	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2024	5	-	-	5
Solde au 1er janvier 2023	2	-	-	2
Augmentations dues à des créations et acquisitions	2	-	-	2
Diminutions dues à des décomptabilisations	-	-	-	-
Variations dues à un changement du risque de crédit	-2	-	-	-2
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-	-	-	-
Variation	-1	-	-	-1
Au 31 décembre 2023	1	-	-	1

Impairment Allowances on Loan Commitments and Financial Guarantees

<i>En millions d'euros</i>	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs dépréciés	Total
Solde au 1er janvier 2024	26	27	125	178
Augmentations dues à des créations et acquisitions	11	-	8	19
Diminutions dues à des décomptabilisations	-51	-24	-114	-189
Variations dues à un changement du risque de crédit	66	31	55	152
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-	-	-	-
Variation	1	-	-	1
Solde au 31 décembre 2024	53	34	74	161
Solde au 1er janvier 2023	32	24	76	132
Augmentations dues à des créations et acquisitions	6	-	-	6
Diminutions dues à des décomptabilisations	-30	-17	-157	-204
Variations dues à un changement du risque de crédit	18	25	204	247
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-	-	-	-
Variation	-	-5	2	-3
Au 31 décembre 2023	26	27	125	178

Le tableau suivant donne un aperçu des variations importantes de la valeur comptable brute des prêts et créances envers la clientèle au cours de la période considérée qui ont contribué à la variation du montant total des provisions pour dépréciation.

Variation de la valeur comptable brute des prêts et créances envers la clientèle

<i>En millions d'euros</i>	<i>Valeur comptable brute</i>			
	Actifs non dépréciés		Actifs dépréciés	Total
	Pertes de crédit attendues sur 12 mois	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	
Solde au 1er janvier 2024	396 879	47 674	8 997	453 550
Transferts d'actifs financiers	-35 244	31 939	3 305	-
Nouveaux actifs financiers constitués ou acquis	150 366	6 763	1 985	159 114
Actifs financiers ayant été décomptabilisés	-124 609	-16 920	-3 333	-144 862
Abandons de créances	-14	-5	-1 029	-1 048
Variation	155	141	-50	246
Solde au 31 décembre 2024	387 533	69 592	9 875	467 000
Solde au 1er janvier 2023	397 482	38 915	8 462	444 859
Transferts d'actifs financiers	-18 978	16 694	2 284	-
Nouveaux actifs financiers constitués ou acquis	134 035	5 188	1 627	140 850
Actifs financiers ayant été décomptabilisés	-113 384	-12 881	-2 918	-129 183
Abandons de créances	-11	-4	-499	-514

Variation	-2 265	-238	41	-2 462
Au 31 décembre 2023	396 879	47 674	8 997	453 550

4.3.5. Critère d'identification d'une augmentation significative du risque de crédit (Significant increase in credit risk – SICR)
Le principal paramètre pris en compte dans l'évaluation quantitative d'une SICR est la probabilité de défaut (PD) sur toute la durée de vie et son évolution entre la date de création et la date de clôture. Si la variation est supérieure à un certain seuil, elle est considérée comme un indicateur d'une augmentation significative du risque de crédit. La comparaison entre la PD sur toute la durée de vie à la date de début et la PD sur toute la durée de vie à la date de clôture est effectuée en utilisant la notation au début de l'instrument financier et la notation à la date de clôture, tout en traduisant les deux en courbes de probabilité de défaut (Point-in-Time). Ce seuil est de 2 (2023 : 2,0) et représente le multiplicateur en vertu duquel la PD sur la durée de vie doit être augmentée pour passer de la phase 1 à la phase 2. Par ailleurs, une variation absolue de la PD de 0,5 % (2023 : 0,5 %) pourrait être obtenue comme étant un minimum pour passer de la phase 1 à la phase 2. Les seuils de défaut sont les mêmes pour toutes les structures.

En 2024, les facteurs déclencheurs d'une augmentation significative du risque de crédit affectant les secteurs vulnérables ont été modifiés pour que la méthode collective d'évaluation d'une telle augmentation se limite aux seuls risques faisant l'objet d'« alertes précoces » (Early Warning) en vertu de la classification interne des crédits et aux transactions à fort effet de levier. En raison de cette modification, les pertes de crédit attendues reconnues pour les prêts performants ont diminué de 36 millions d'euros.

4.3.6. Estimations et jugements d'après le modèle de dépréciation des actifs financiers
Rabobank utilise un modèle à trois niveaux de dépréciation des pertes de crédit attendues permettant de mesurer et comptabiliser les pertes de crédit attendues qui requièrent un degré important de jugement de la part de la direction. La méthode de dépréciation aboutit à la comptabilisation des provisions d'un montant égal aux pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1) ; des provisions d'un montant égal aux pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie des actifs financiers pour lesquels le risque de crédit a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale mais qui ne sont pas des actifs financiers dépréciés (phase 2) ; et des actifs financiers dépréciés (phase 3). Rabobank utilise des estimations et se base sur le jugement de la direction pour déterminer les pertes de crédit attendues selon le modèle de dépréciation des actifs pour les éléments indiqués ci-après et tient compte des jugements d'expert prévoyant des ajustements postérieurs à ceux décrits à la sous-section 2.1.

Sensibilité des pertes de crédit attendues liée à une augmentation significative du risque de crédit
Un jugement est nécessaire pour faire passer des actifs de stage 1 en stage 2. Pour démontrer la sensibilité des pertes de crédit attendues aux seuils de la PD, une analyse a été effectuée, en partant de l'hypothèse que tous les actifs étaient inférieurs au seuil de la PD et que les pertes de crédit attendues s'étaient sur 12 mois. Sur la même base d'actifs, une analyse a été effectuée, en partant de l'hypothèse que tous les actifs étaient supérieurs au seuil de la PD et que les pertes de crédit attendues s'étaient sur toute la durée de vie. Les deux analyses ont été réalisées sans tenir compte de l'impact des ajustements de gestion et ont abouti à des pertes de crédit attendues d'un montant de 671 millions d'euros (2023: 580 millions d'euros et de 1 700 millions d'euros (2023: 1 670 millions d'euros) respectivement. Le montant total des provisions pour dépréciation des actifs en phases 1 et 2 au 31 décembre 2024 s'élève à 937 millions d'euros (31 décembre, 2023: 1 154 millions d'euros).

Informations prospectives et scénarios macroéconomiques
L'estimation des pertes de crédit attendues de chaque stage ainsi que l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit tiennent compte d'informations relatives aux événements passés et aux conditions actuelles ainsi qu'à des prévisions raisonnables et justifiables relatives aux événements et conditions économiques futurs (informations prospectives). Rabobank utilise trois scénarios macroéconomiques mondiaux pondérés par la probabilité (consistant en un scénario de base, un scénario de base moins et un scénario de base plus) pour déterminer les pertes de crédit attendues d'après son modèle de dépréciation. Le scénario macroéconomique de base est considéré comme le plus probable à 60 % (31 décembre 2023 : 60 %), contre 20 % pour les scénarios de base moins (31 décembre 2023 : 20 %) et 20 % pour les scénarios de base plus (31 décembre 2023 : 20 %).

Détermination des scénarios de base plus et moins
Rabobank utilise une méthode de simulation statistique en se basant sur le modèle macroéconomique multinational NiGEM (National Institute Global Economic Model) pour générer ses scénarios de base plus et moins. La procédure de formulation comprend deux étapes :

1. L'application de la fonction stochastique du modèle NiGEM pour exécuter 1 000 scénarios commençant au premier trimestre lorsque les scénarios plus et moins peuvent différer du scénario de base. Le modèle NiGEM utilise des données historiques issues d'une procédure d'échantillonnage aléatoire s'appuyant sur un algorithme permettant de déterminer les chocs d'activité pendant la période prévisionnelle (simulation de Monte Carlo). Ce modèle permet de répartir les résultats macroéconomiques.
2. La sélection parmi les résultats macroéconomiques possibles des deux scénarios qui représentent les 20 % de scénarios de base plus et les 20 % de scénarios de base moins.

Variables macro-économiques les plus importantes.
Les principales variables sont la croissance du produit intérieur brut, le taux de chômage et les investissements du secteur privé. Ces projections macroéconomiques reposent non seulement sur les jugements de la direction mais aussi sur les études menées en interne par Rabobank. Une analyse de la sensibilité des principaux paramètres macroéconomiques prospectifs utilisés dans le processus de modélisation des pertes de crédit attendues pour les phases 1, 2 et pour la provision fondée sur un modèle en phase 3, ainsi que des pondérations de probabilité appliquées à chacun des trois scénarios, est présentée ci-dessous sans tenir compte de l'impact des ajustements de gestion. Les pays pris en compte dans l'analyse sont les plus significatifs en termes de contribution brute aux pertes de crédit attendues devant être comptabilisées. Rabobank considère, par conséquent, que ces portefeuilles présentent un risque très élevé d'entraîner un ajustement de la valeur comptable des actifs financiers.

Principaux intrants macroéconomiques et pertes de crédit attendues correspondantes antérieures aux Ajustements de gestion

Pays-Bas		2025	2026	2027	Pertes de crédit attendues non pondérées	Probabilité	Pertes de crédit attendues pondérées En millions d'euros 31 décembre 2024	Pertes de crédit attendues pondérées En millions d'euros 31 décembre 2023
Scénario de base plus	PIB par habitant	2,84 %	1,66 %	0,16 %	656	20 %		
	Taux de chômage	3,36 %	2,76 %	2,63 %				
	Investissements du secteur privé	-0,05 %	0,44 %	0,69 %				
Scénario de base	PIB par habitant	1,43 %	1,04 %	1,09 %	727	60 %	730	1 125
	Taux de chômage	3,83 %	3,99 %	4,14 %				
	Investissements du secteur privé	-0,51 %	-0,15 %	0,85 %				
Scénario de base moins	PIB par habitant	0,19 %	0,44 %	1,98 %	800	20 %		
	Taux de chômage	4,24 %	5,05 %	5,45 %				

	Investissements du secteur privé	-0,91 %	-0,71 %	0,98 %				
États-Unis		2025	2026	2027	Pertes de crédit attendues non pondérées	Probabilité	Pertes de crédit attendues pondérées en millions d'euros 31 décembre 2024	Pertes de crédit attendues pondérées en millions d'euros 31 décembre 2023
Scénario de base plus	PIB par habitant	2,75 %	1,99 %	1,04 %				
	Taux de chômage	4,02 %	3,26 %	2,77 %	111	20 %		
	Investissements du secteur privé	-1,46 %	-0,34 %	1,48 %				
Scénario de base	PIB par habitant	1,48 %	0,64 %	1,30 %				
	Taux de chômage	4,50 %	4,50 %	4,30 %	136	60 %	137	147
	Investissements du secteur privé	-1,80 %	-0,91 %	1,40 %				
Scénario de base moins	PIB par habitant	0,32 %	-0,66 %	1,52 %				
	Taux de chômage	4,98 %	5,74 %	5,82 %	164	20 %		
	Investissements du secteur privé	-2,10 %	-1,45 %	1,31 %				
Brésil		2025	2026	2027	Pertes de crédit attendues non pondérées	Probabilité	Pertes de crédit attendues pondérées en millions d'euros 31 décembre 2024	Pertes de crédit attendues pondérées en millions d'euros 31 décembre 2023
Scénario de base plus	PIB par habitant	2,67 %	2,53 %	1,41 %				
	Taux de chômage	4,02 %	3,26 %	2,77 %	63	20 %		
	Investissements du secteur privé	-0,99 %	0,41 %	-0,03 %				
Scénario de base	PIB par habitant	1,49 %	1,91 %	1,96 %				
	Taux de chômage	4,50 %	4,50 %	4,30 %	70	60 %	70	61
	Investissements du secteur privé	-1,32 %	-0,01 %	-0,26 %				
Scénario de base moins	PIB par habitant	0,44 %	1,29 %	2,41 %				
	Taux de chômage	4,98 %	5,74 %	5,82 %	77	20 %		
	Investissements du secteur privé	-1,62 %	-0,38 %	-0,45 %				
Australie		2025	2026	2027	Pertes de crédit attendues non pondérées	Probabilité	Pertes de crédit attendues pondérées en millions d'euros 31 décembre 2024	Pertes de crédit attendues pondérées en millions d'euros 31 décembre 2023
Scénario de base plus	PIB par habitant	2,21 %	2,23 %	1,24 %				
	Taux de chômage	3,87 %	3,26 %	2,83 %	30	20 %		
	Investissements du secteur privé	0,58 %	0,88 %	0,19 %				
Scénario de base	PIB par habitant	1,37 %	1,40 %	1,38 %				
	Taux de chômage	4,43 %	4,70 %	4,60 %	33	60 %	33	27
	Investissements du secteur privé	0,19 %	0,08 %	-0,07 %				
Scénario de base moins	PIB par habitant	0,62 %	0,63 %	1,50 %				
	Taux de chômage	4,97 %	6,12 %	6,35 %	36	20 %		
	Investissements du secteur privé	-0,14 %	-0,65 %	-0,32 %				

Une pondération de probabilité de 15 % (2023: 15 %) pour les scénarios de base moins et plus et une pondération de probabilité de 70 % (2023 : 70 %) pour le scénario de base, réduirait le montant total des pertes de crédit attendues pondérées pour les expositions classées en phases 1 et 2 et en phase 3 modélisé de 1 million d’euros (2023 : 1 millions d’euros) Si la pondération de probabilité pour les scénarios de base moins et plus était de 25 % (2023 : 25 %) et de 50 % (2023 : 50 %) pour le scénario de base, réduirait le montant total des pertes de crédit attendues pondérées pour les expositions classées en phases 1 et 2 et en phase 3 modélisé de 1 million d’euros (2023 : 1 million d’euros).

Valeur comptable brute des prêts consentis aux clients classés en stades 1 et 2

En millions d'euros	2024	2023
Pays-Bas	290 946	287 396
États-Unis	49 204	47 577
Brésil	11 414	11 591
Australie	21 636	20 787

Quantification des pertes de crédit attendues

La probabilité de défaut (PD), les pertes en cas de défaut (LGD) et l’exposition en cas de défaut (EAD) sont utilisées pour estimer les pertes de crédit attendues en tant que données d’entrée pour les modèles de détermination des pertes de crédit attendues. Lorsque des événements externes inattendus ou des problèmes de qualité des données ne sont pas suffisamment couverts par ces modèles de détermination des pertes de crédit attendues, un ajustement doit être effectué sur la base de jugements et d’estimations. Les données d’entrée mentionnées nécessitent également des estimations devant être faites de la manière suivante :

- PD – La probabilité de défaut est une estimation de la survenance d’un défaut sur un horizon de temps donné.
- LGD – La perte en cas de défaut est une estimation de la perte encourue en cas de survenance d’un défaut à un moment donné. Cet indicateur repose sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles et ceux que Rabobank s’attendrait à encaisser, y compris les flux de trésorerie attendus provenant de sûretés et d’autres rehaussements de crédit.
- EAD – L’exposition au défaut est une estimation de l’exposition au risque à une date future, tenant compte des changements attendus dans l’exposition aux risques après la date de clôture du fait d’un remboursement anticipé.

Le tableau ci-dessous présente les conséquences sur les pertes de crédit attendues dans le scénario de base résultant des modifications apportées à la probabilité de défaut (PD), à la valeur de la sûreté et au taux de remboursement anticipé intégral.

Conséquences sur les pertes de crédit attendues

	2024	2023
Dégradation d'un cran de la notation de la PD	294	376
Amélioration d'un cran de la notation de la PD	-231	-245
Diminution de 10 % de la valeur de la sûreté (LGD)	102	112
Augmentation de 10 % de la valeur de la sûreté (LGD)	-85	-90
Diminution de 50 % du taux de remboursement anticipé (EAD)	82	54
Augmentation de 50 % du taux de remboursement anticipé (EAD)	-66	-46

4.3.7. Atténuation du risque de crédit

L'exposition au risque de crédit de Rabobank est en partie atténuée par l'obtention de sûretés et d'autres rehaussements de crédit, le cas échéant. Le montant et la nature de la sûreté demandée dépendent en partie de l'évaluation du risque de crédit du prêt consenti à la contrepartie. Rabobank a mis en place des lignes directrices qui lui permettent d'évaluer et d'accepter différentes catégories de sûretés. Les principales catégories de sûretés sont les suivantes :

- Hypothèque subsidiaire sur les biens immobiliers à usage résidentiel ;
- Hypothèque subsidiaire sur les biens immobiliers à usage commercial, les nantissements de biens meubles, les stocks et les créances (principalement pour les prêts aux entreprises) ; et
- Titres et espèces, principalement pour les opérations sur produits financiers dérivés, les opérations de prêt de titres et les opérations de prise en pension de titres.
- Rabobank utilise également des produits dérivés de crédit pour gérer les risques de crédit ; en cas d'importants volumes de transactions, Rabobank et les contreparties concluent des conventions-cadres de compensation. En règle générale, les conventions-cadres de compensation n'entraînent pas la compensation des actifs et passifs figurant au bilan puisque ces opérations font généralement l'objet d'un règlement brut, à l'exception des opérations répondant aux critères de compensation mentionnés à la sous-section 2.11. Le risque de crédit est limité par les conventions-cadres de compensation, mais uniquement dans la mesure où, en cas de survenance d'un événement ou d'une annulation, tous les montants de la contrepartie sont gelés et font l'objet d'un règlement net. L'exposition totale au risque de crédit lié à des instruments financiers dérivés couverts par des accords de compensation est réputée sensible en cas de réalisation de nouvelles transactions, d'expiration des transactions existantes et de fluctuations des taux d'intérêt et de change du marché.

Compensation des instruments financiers

En millions d'euros	Compensation figurant au bilan			Compensation ne figurant pas au bilan					Exposition nette
	Montant avant compensation	Compensation LAS 32	Valeur nette comptable	Conventions-cadres de compensation	Titres et sûretés en espèces	Sûretés en biens immobiliers	Autres sûretés	Garanties financières	
Au 31 décembre 2024									
Créances sur les établissements de crédit	27 045	-10	27 035	-	-19 595	-	-	-	7 440
Instruments financiers dérivés	141 415	-117 986	23 429	-10 358	-7 791	-	-	-	5 280
Prêts et créances envers la clientèle	456 097	-1 612	454 485	-	-15 699	-297 050	-102 308	-5 233	34 195
Autres actifs	6 695	-	6 695	-	-	-	-	-	6 695
Total	631 252	-119 608	511 644	-10 358	-43 085	-297 050	-102 308	-5 233	53 610
Dépôts des établissements de crédit	16 152	-3 705	12 447	-	-400	-	-	-	12 047
Dépôts de la clientèle	413 592	-2 156	411 436	-	-146	-	-	-	411 290
Instruments financiers dérivés	131 122	-113 747	17 375	-10 358	-4 040	-	-	-	2 977
Autres passifs	5 702	-	5 702	-	-	-	-	-	5 702
Total	566 568	-119 608	446 960	-10 358	-4 586	-	-	-	432 016
Au 31 décembre 2023									
Créances sur les établissements de crédit	26 464	-8	26 456	-	-20 281	-	-	-	6 175
Instruments financiers dérivés	154 912	-132 920	21 992	-9 518	-6 731	-	-	-	5 743
Prêts et créances envers la clientèle	441 673	-2 411	439 262	-	-15 132	-294 792	-96 253	-5 113	27 972
Autres actifs	6 590	-	6 590	-	-	-	-	-	6 590
Total	629 639	-135 339	494 300	-9 518	-42 144	-294 792	-96 253	-5 113	46 480
Dépôts des établissements de crédit	20 159	-4 336	15 823	-	-178	-	-	-	15 645
Dépôts de la clientèle	394 276	-2 896	391 380	-	-100	-	-	-	391 280
Instruments financiers dérivés	143 541	-128 107	15 434	-9 518	-3 025	-	-	-	2 891
Autres passifs	5 525	-	5 525	-	-	-	-	-	5 525
Total	563 501	-135 339	428 162	-9 518	-3 303	-	-	-	415 341

Le tableau ci-dessous présente les actifs financiers dépréciés en tenant compte de la sûreté détenue en tant que garantie destinée à atténuer le risque de crédit. Dans certains cas, Rabobank n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciation des prêts pour les expositions évaluées individuellement en raison d'un excédent de garanties.

Sûreté détenue en tant que garantie et autres rehaussements de crédit pour les actifs financiers dépréciés

En millions d'euros	Valeur comptable brute des actifs financiers dépréciés	Provisions pour dépréciation	Valeur comptable après déduction des provisions pour dépréciation	Sûreté détenue en tant que garantie et autres rehaussements de crédit
Au 31 décembre 2024				
Créances sur les établissements de crédit	1	-	1	1

Prêts et créances envers la clientèle	9 875	1 592	8 283	7 257
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-	-	-	-
Total	9 876	1 592	8 284	7 258
<i>Au 31 décembre 2023</i>				
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Prêts et créances envers la clientèle	8 997	1 810	7 187	5 944
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-	-	-	-
Total	8 997	1 810	7 187	5 944

Le tableau ci-après présente l'exposition maximale au risque de crédit à laquelle Rabobank est soumise pour les instruments financiers qui ne relèvent pas des exigences de l'IFRS 9 en matière de dépréciation, sans tenir compte d'une sûreté ou d'autres mesures visant à limiter le risque de crédit. Il montre également l'effet financier des sûretés ou des autres types de réduction du risque de crédit. Dans certains cas, les montants indiqués s'écartent des valeurs comptables présentées au bilan parce que les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas inclus dans l'exposition maximale au risque de crédit mais dans les valeurs comptables

Exposition maximale au risque de crédit des actifs financiers non dépréciés

<i>En millions d'euros</i>	Exposition maximale au risque de crédit	Sûreté détenue en tant que garantie et autres rehaussements de crédit
<i>Au 31 décembre 2024</i>		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 619	-
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	955	267
Instruments financiers dérivés	23 430	6 763
Total	26 004	7 030
<i>Au 31 décembre 2023</i>		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 463	-
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	830	16
Instruments financiers dérivés	21 992	5 953
Total	26 285	5 969

Politique d'abandon de créances (Write-off)

Rabobank procède à un abandon de créances lorsqu'elle a épuisé tous les moyens de recouvrement possibles et qu'elle est arrivée à la conclusion qu'il n'y a plus aucun espoir raisonnable de recouvrement. Parmi les indicateurs qu'il n'existe aucun espoir raisonnable de recouvrement figurent : (i) l'abandon des actions de recouvrement ; et (ii) lorsque le mode de recouvrement consiste à saisir une garantie et que la valeur de cette garantie est telle qu'il n'existe aucun espoir raisonnable de recouvrement intégral. Rabobank peut abandonner des créances faisant toujours l'objet de mesures d'exécution. Le montant contractuel impayé des actifs partiellement ou totalement passés en pertes au cours de l'exercice 2024 s'est élevé à 1 431 millions d'euros (2023 : EUR 2 942 million).

Rabobank a acquis des actifs financiers et non financiers au cours de l'année en liquidant des sûretés d'une valeur estimée à 34 millions d'euros au 31 décembre 2024 (2023 : 20 millions d'euros). Rabobank a pour politique de vendre ces actifs dans un avenir raisonnablement prévisible. Les rendements sont affectés au rem boursement de l'en-cours.

4.3.8. Actifs modifiés

Le tableau ci-après résume les informations relatives aux actifs financiers dépréciés - pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie dont les flux de trésorerie ont été modifiés au cours de la période :

Actifs financiers modifiés alors que les pertes de valeur attendues sont comptabilisées en tant que pertes de valeur attendues pour toute la durée de vie

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Coût amorti avant la modification	1 554	2 040
Gains/pertes nets suite à modification	2	32
Actifs financiers modifiés depuis la comptabilisation initiale	1 556	2 072

Le risque de défaut lié aux actifs financiers modifiés est évalué à la date de clôture et comparé avec le risque établi à la date de la comptabilisation initiale. Rabobank contrôle le rendement futur de ces actifs financiers modifiés soumis à des pratiques accommodantes et peut déclarer que le risque de crédit s'est considérablement amélioré, de sorte que les actifs financiers passent de la phase 3 ou 2 (Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie) à la phase 1 (pertes de crédit attendues sur 12 mois). La valeur comptable brute de ces actifs détenus au 31 décembre 2024 s'élevait à 231 millions d'euros (2023 : 47 millions d'euros).

4.3.9. Connectivité entre les états financiers et l'état de durabilité

Rabobank a identifié, sur la base de l'évaluation de la double matérialité, plusieurs thèmes de l'ESRS qui sont financièrement significatifs au le 31 décembre 2024. La connectivité entre les états financiers et l'état de de durabilité apparaît clairement dans le domaine du risque de crédit.

Il convient tout d'abord d'exposer les conséquences des changements climatiques et naturels (risques physiques), puis d'évoquer les risques liés à la tran sition vers une économie neutre en carbone (risques de transition) Rabobank met l'accent sur (1) l'évaluation des risques ESG, par le biais de cartes thermiques des risques environnementaux, d'une évaluation de la double matérialité, d'une analyse de scénarios et d'une notation du risque client ; (2) la stratégie sectorielle, notamment l'évaluation des secteurs vulnérables ; (3) l'évaluation du risque de crédit, y compris la modélisation du provisionnement et une simulation de crise ; et (4) la stratégie de portefeuille, y compris la fixation des prix. Les risques ESG se matérialisent à travers les provisions pour dépréciation comptabilisées au titre des pertes de crédit attendues, telles que définies par la norme IFRS 9. Les provisions pour dépréciation sont comptabilisées selon les modèles établis par la norme IFRS 9 grâce à des projections macroéconomiques, des évaluations individuelles des clients, y compris une évaluation de la vulnérabilité sectorielle, et des ajustements de gestion doivent être effectués pour les secteurs ou les régions directement affectés par le climat. En ce qui concerne les ajustements de gestion au titre des pertes de crédit attendues (ECL) afférentes aux risques clients liés à « l'adaptation au changement climatique », à la « transition climatique » et à « l'eau », il est fait référence à l'ajustement de gestion relatif au « Risque climatique » : Risques climatiques et environnementaux (C&E) prospectifs mentionnés dans le paragraphe « Jugements et Évaluations ».

Les risques liés à la « pollution de l'air, de l'eau, du sol et des organismes vivants » sont pris en compte par Rabobank dans les mesures de réduction des émissions

d'azote qui suscitent des incertitudes auprès des agriculteurs néerlandais et pour lesquelles un ajustement de gestion au titre des pertes de crédit attendues (ECL) est comptabilisé. Il est fait référence à l'ajustement de gestion relatif au « Risque climatique » : Azote dans la section « Jugements et Évaluations »

En ce qui concerne la « Dégradation des sols/le changement d'affectation des terres », nous avons élaboré des trajectoires de décarbonation pour fixer des objectifs initiaux de réduction des émissions pour les secteurs de la viande bovine en Australie et aux États-Unis, le secteur laitier en Nouvelle-Zélande et le secteur du soja au Brésil. Aucun ajustement de gestion au titre des pertes de crédit attendues (ECL) n'a été effectué pour ces secteurs.

Enfin, les thématiques suivantes couvertes par les ESRS, à savoir « les impacts liés à l'information qui influent sur les consommateurs et/ou utilisateurs finaux », la « Sécurité personnelle des consommateurs et/ou des utilisateurs finaux » et « la corruption et le versement de pots-de-vin » sont traitées respectivement à la sous-section 4.7 relative aux « Risques non financiers » et à la sous-section 4.9 sur les « Procédures judiciaires et arbitrage ».

4.4. Risque de marché dans le portefeuille bancaire

Rabobank gère son bilan de façon à couvrir ses positions contre le risque de taux d'intérêt dans son portefeuille bancaire (Interest Rate Risk in the Banking Book (IRRBB)), le risque d'écart de rendement dans le portefeuille bancaire (Credit Spread Risk of the Banking Book (CSRBB)) et le risque de change et le risque sur produits de base (FX & commodity (Price) Risk) dans le portefeuille bancaire.

4.4.1 Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire

L'expression « Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire » fait référence au risque que les résultats financiers et/ou la valeur économique du portefeuille bancaire soient affectés par les variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt au sein de Rabobank résulte des opérations de réévaluation et des écarts d'échéance entre les prêts et les financements, ainsi que du caractère optionnel des produits clients. Le comportement des clients est un facteur important et déterminant en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire. La modélisation du comportement des clients est donc l'un des éléments clés du cadre de risque de taux d'intérêt. Il existe des modèles comportementaux et des hypothèses pour les remboursements anticipés des prêts hypothécaires, les comptes d'épargne et les comptes courants.

Rabobank accepte un certain niveau de risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire ; il s'agit d'un élément fondamental de la banque. Mais dans le même temps, la banque s'efforce également d'éviter toutes fluctuations importantes inattendues du résultat financier et de la valeur économique en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Le Directoire, supervisé par le Conseil de Surveillance, approuve tous les ans l'appétence au risque de taux d'intérêt ainsi que les limites de risque de taux d'intérêt correspondantes.

Au niveau du groupe, le risque de taux d'intérêt de Rabobank est géré par le Comité de gestion Actif-Passif du groupe Rabobank, présidé par le Directeur financier. Le service comptabilité est chargé de mettre en œuvre les décisions de ce comité, tandis que le service gestion des risques doit assurer une gestion adéquate des positions sur risque de taux d'intérêt indépendamment des fonctions de contrôle permanent.

La valeur économique des fonds propres en tant qu'élément de mesure de la gestion du risque de taux d'intérêt diffère de la valeur comptable des fonds propres. Pour la gestion du risque de taux d'intérêt, la valeur économique des fonds propres est définie comme la valeur actualisée des actifs moins la valeur actualisée des passifs plus la valeur actualisée des éléments hors bilan. Grâce à la comptabilité de couverture et parce qu'une grande partie du bilan est comptabilisée au coût amorti (selon les normes IFRS), une perte de valeur économique n'est pas automatiquement assimilée à des pertes comptables.

- Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de taux d'intérêt, Rabobank utilise les indicateurs suivants pour gérer et contrôler le risque de taux d'intérêt :
- l'earnings-at-risk : l'EaR est l'écart le plus important en termes négatifs des produits d'intérêts nets attendus sur 12 mois en raison des différents scénarios de taux d'intérêt ;
 - La durée modifiée des fonds propres ;
 - La valeur du point de base (VPB) ;
 - Le delta de fonds propres (VPB calculée en fonction de la durée) ;
 - La valeur économique à risque ;
 - Le test de valeur aberrante prudentielle (Supervisory Outlier Test - SOT) de la valeur économique des fonds propres (Economic Value of Equity - EVE) ;
 - Le test de valeur aberrante prudentielle (SOT) des produits d'intérêts nets (Net Interest Income – NII) ;
 - Le capital économique identifié aux fins de l'IRRBB & CSRBB

Les sous-sections ci-après fournissent des informations détaillées sur l'évolution du « Earnings at risk » et de la « durée modifiée ».

Earnings at Risk

Le calcul de l'Earnings at Risk est effectué une fois par mois sur la base d'une analyse standard de sensibilité aux taux d'intérêt. Cette analyse présente la principale réduction des produits d'intérêts projetés sur les 12 prochains mois, déclenchée par un ensemble de scénarios : un scénario dans lequel tous les taux d'intérêt du marché augmentent progressivement de deux points de pourcentage ; un scénario dans lequel tous les taux d'intérêt du marché diminuent progressivement jusqu'à un maximum de deux points de pourcentage (les taux d'intérêt dans ce scénario étant plafonnés à des niveaux jugés réalistes) ; deux scénarios dans lesquels les taux d'intérêt augmentent ou diminuent instantanément d'un point de pourcentage ; et deux scénarios dans lesquels la courbe des taux s'accroît ou s'aplatit.

En 2024, les produits d'intérêts nets de Rabobank ont été plus sensibles aux effets du scénario de baisse des taux d'intérêt. L'Earnings at risk s'élevait à 557 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une diminution de l'Earnings at risk par rapport à celui enregistré au 31 décembre 2023 (526 millions d'euros).

Earnings at Risk

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Earnings at Risk	-557	-526
Ventilation par devises		
Earnings at Risk – EURO	-556	-492
Earnings at Risk – USD	-9	-4

Duration modifiée

La durée modifiée (MD) des fonds propres mesure la diminution de la valeur économique des fonds propres en pourcentage lorsque les taux d'intérêt du marché monétaire et du marché financier augmentent d'un point. En 2024, le Directoire a fixé la limite supérieure à 6,0 %. En 2024, la durée modifiée a augmenté, passant de 3,2 % au 31 décembre 2023 à 3,5 % au 31 décembre 2024.

4.4.2 Risque de spread de crédit dans le portefeuille bancaire (CSRBB – Credit Spread Risk in the Banking Book)

Il s'agit du risque résultant de changements dans la perception du marché à l'égard du coût du risque de crédit, des primes de liquidité et, éventuellement, d'autres caractéristiques des instruments financiers comportant un risque de crédit soumis à des fluctuations. Ce risque ne s'explique ni par l'IRRBB, ni par le risque attendu de crédit ou de défaillance soudaine.

Rabobank utilise la valeur du spread, exprimée en points de base (Credit Spread Value of a Basis Point « CS01 »), pour gérer et contrôler le risque de spread de crédit dans le portefeuille bancaire. Il existe, par ailleurs, un dispositif visant à mesurer le CSRBB en s'appuyant sur des indicateurs de valeur économique et de revenus d'intérêts, à savoir l'Earnings at Risk (EaR), le CSRBB Economic Value of Equity (CSRBB EVEaR) et l'Earnings at Risk + (EaR+).

CSRBB EaR+ est un nouvel indicateur applicable à partir de 2025 ; il a été élaboré dans le cadre de l'élargissement du périmètre d'application du CSRBB décidé par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) conformément à ses orientations (EBA/GL/2022/14).

Sensibilité du spread de crédit à une variation de 1 point de base (CS01)

L'indicateur CS01 évalue la variation de la valeur de marché des actifs à la suite d'un choc de taux de plus d'un point de base du spread de crédit. Au cours de l'exercice, le volume du portefeuille de liquidités a augmenté entraînant une hausse de l'indicateur CS01.

CS01

En millions d'euros	31 décembre 2024	31 décembre 2023
CS01	-10,3	-7,1

4.4.3 Risque de change et risque sur produits de base dans le portefeuille bancaire

Le risque que des fluctuations (défavorables) des taux de change et des prix des produits de base aient des répercussions (négatives) sur le portefeuille bancaire d'une banque et, de ce fait, sur ses résultats/ratios financiers.

Risque de change (Portefeuille bancaire)

Le risque que des variations (inattendues) des taux de change aient des répercussions (négatives) sur les positions ouvertes en devises étrangères figurant dans le portefeuille bancaire.

Risque de conversion (Portefeuille bancaire)

Le risque que des fluctuations des taux de change aient une incidence défavorable sur la conversion des opérations sur actifs et passifs libellées en devises étrangères, dans la monnaie fonctionnelle de Rabobank, à savoir l'euro. Le risque de conversion a des conséquences sur les capitaux propres de Rabobank, les actifs pondérés en fonction des risques et des ratios de fonds propres. La gestion du risque de conversion est couverte par le Global Standard on FX Translation Risk dont l'objectif consiste à définir la politique de Rabobank à l'égard du risque de conversion afin non seulement de mettre en place et d'assurer un système de suivi et de contrôle prudent et performant mais aussi de gérer ces risques. Rabobank applique les dispositions du Pilier 2 pour les domaines où elle estime que le cadre réglementaire (c'est-à-dire le Pilier 1) ne traite pas le risque ou ne le traite pas correctement. Le risque de conversion fait partie de ces risques.

Risque sur produits de base dans le portefeuille bancaire

Le risque que des fluctuations (défavorables) des taux de change et des prix des produits de base aient des répercussions (négatives) sur le portefeuille bancaire d'une banque et, de ce fait, sur ses résultats/ratios financiers. Rabobank s'efforce de ne pas être exposée aux risques sur produits de base dans son portefeuille bancaire.

4.5. Risque de marché dans le portefeuille de négociation

Le risque de marché dans le portefeuille de négociation découle du risque de pertes sur les positions du portefeuille de négociation liées aux fluctuations des taux d'intérêt, aux mouvements de titres, aux spreads de crédit, aux variations des devises et des produits de base. Les positions de risque acquises auprès de clients peuvent être redistribuées à d'autres clients ou être gérées en couverture de façon dynamique. Les bureaux de négociation agissent comme des teneurs de marché (market makers) pour les marchés secondaires (en fournissant des liquidités et des prix) pour les instruments dérivés de taux d'intérêt et les dettes de taux d'intérêt, y compris les obligations Rabobank et les Certificats Rabobank.

Le risque de marché dans le portefeuille de négociation est surveillé quotidiennement dans le cadre du plan de surveillance du risque de marché. Ce plan de surveillance permet d'évaluer, surveiller et gérer le risque de marché dans le portefeuille de négociation ; il s'étend à tous les instruments financiers dérivés et aux pertes dans les portefeuilles de négociation ainsi que dans les portefeuilles de syndication de prêts. Un système approprié de limites et de contrôles des opérations est un élément important de ce cadre. Le Directoire détermine l'appétence au risque de Rabobank sur une base annuelle. Un modèle en cascade gérant la granularité croissante a été mis en place, allant du niveau consolidé de Rabobank jusqu'à l'unité opérationnelle Marchés en passant par les contrôles de trading au niveau des portefeuilles sous-jacents.

Compte tenu de la stratégie de Rabobank en matière de redistribution du risque client et de couverture de risques et vu la faible activité sur le marché secondaire, l'appétence au risque en ce qui concerne le risque de marché est limitée. Des rapports réguliers sur les risques sont remis (tous les mois) aux comités de gestion des risques et (toutes les semaines) à la direction, tandis que des rapports quotidiens sur le niveau du portefeuille garantissent une communication en temps voulu des principales évolutions des risques. Les évolutions des risques qui nécessitent une attention ponctuelle sont signalées en conséquence en dehors du cycle régulier de reporting. Si les limites sont dépassées, des mesures correctives doivent être prises pour ramener les risques dans les limites fixées de l'appétence au risque.

Au niveau consolidé, l'appétence au risque est définie pour différents types de risques. Le risque exceptionnel et le risque de souscription de crédit sont les importants. Les autres indicateurs figurant dans la déclaration d'appétence aux risques concernent la VaR, le delta de taux d'intérêt, le capital réglementaire pour le risque de marché dans le portefeuille de négociation, le capital réglementaire lié aux ajustements pour risque de crédit, ainsi que les limites de la syndication des emprunts notionnels et des prêts-relais et les limites des tests de résistance bancaire pour les opérations de souscription à (fort) effet de levier.

Le risque exceptionnel est l'indicateur le plus important du risque de marché dans le portefeuille de négociation. Il permet d'évaluer l'impact de mouvements extrêmes prédéfinis, mais plausibles, des facteurs de risque du marché sur les profits et pertes des portefeuilles de négociation. Ces mouvements sont exposés dans des scénarios qui tiennent compte de facteurs de risque tels que les tenor basis swap spreads, les taux d'intérêt, les écarts créditeurs, les taux de change, les contrats à terme sur marchandises, la volatilité et la courbe des taux d'intérêt. En fonction du scénario, les facteurs de risque individuels ou les catégories multiples de facteurs de risque seront mis en évidence. Le risque exceptionnel, qui est quantifié en prenant la perte maximale envisagée par tous les scénarios prédéfinis, s'élevait à 28 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit un montant bien en deçà de la limite fixée. Il a fluctué en 2024 entre 24 millions EUR et 61 millions EUR, avec une moyenne de 41 millions EUR.

En dehors du portefeuille de négociation, le test de résistance bancaire s'applique aux opérations de souscription. Le test repose sur des notations internes du risque de crédit qui reflètent les notations de la dette et la catégorisation de la dette par les marchés. Le résultat du risque exceptionnel s'élevait à 121 millions d'euros au 31 décembre 2024 et à 65 millions d'euros au 31 décembre 2023, soit un montant respectant la limite fixée.

La VaR indique la perte maximale pour un niveau de confiance sur un horizon de temps donné dans des conditions de marché « normales », sur la base d’une année de mouvements historiques du marché. La gestion quotidienne des risques effectuée par Rabobank repose sur un niveau de confiance de 97,5 % et un horizon de 1 jour. Le tableau ci-dessous présente la composition de la VaR et l’ensemble des mouvements historiques. En 2024, la VaR a fluctué entre 2,2 millions d’euros et 9,0 millions d’euros, la moyenne étant de 3,8 millions d’euros. La VaR s’élevait à 2,7 millions d’euros au 31 décembre 2024.

VAR (1 jour, 97,5 %)(En millions d’euros)

	Intérêts	Crédit	Devises	Actions	Produits de base	Diversification	Total
31 décembre 2024	2,5	1,3	0,2	0,0	0,4	-1,3	2,7
2024 - moyenne	2,7	2,1	0,3	0,0	0,5		3,8
2024 – plus haute	6,0	5,6	0,8	0,0	1,0		9,0
2024 – plus basse	1,5	1,0	0,2	0,0	0,2		2,2
31 décembre 2023	3,0	3,6	0,8	0,0	0,5	-2,9	4,5
2023 - moyenne	3,1	4,6	0,5	0,0	0,7		5,6
2023 – plus haute	5,0	8,6	0,9	0,0	1,7		8,9
2023 – plus basse	1,7	1,7	0,2	0,0	0,4		3,0

Le delta de taux d’intérêt permet de mesurer la variation de valeur des positions en cas d’augmentation parallèle de la courbe de rendement de 1 point de base (c’est-à-dire 0,01 %). Le tableau relatif au delta de taux d’intérêt montre la sensibilité des positions aux variations des courbes de rendement des principales devises. Au 31 décembre 2024, le delta de taux d’intérêt pour les portefeuilles de négociation était de 0,1 million d’euros. Le delta de taux d’intérêt est resté bien en deçà de la limite fixée pendant la période de reporting.

Delta de taux d’intérêt

En millions d’euros	31 décembre 2024	31 décembre 2023
EUR	0,1	0,3
USD	0,0	0,1
JPY	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0
Total	0,1	0,4

4.6. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Rabobank ne puisse pas respecter toutes ses obligations de paiement et de remboursement en temps voulu ou qu’elle ne soit pas en mesure de financer des augmentations d’actifs de façon acceptable. Cette situation peut se produire, par exemple, si des clients ou des contreparties professionnelles retirent soudainement plus de fonds que prévu et que les liquidités de la banque ne suffisent pas à faire face à la situation, à moins que la banque ne vende des actifs ou ne les donne en nantissement ou n’emprunte des fonds auprès de tiers. Rabobank estime qu’un niveau adéquat de liquidité est indispensable de même que le maintien de la confiance des professionnels du marché et des particuliers pour garantir un accès sans entrave aux marchés monétaires et financiers publics.

Rabobank a mis en place un système de gestion des liquidités parfaitement adapté lui permettant de disposer de positions de liquidités appropriées (bilan financier stable, coussins de liquidités suffisants et de haute qualité, profil de financement diversifié et décalage structurel limité entre les devises, avec des mesures de liquidité gérées en fonction des objectifs et bien en deçà des limites de risque).

La gestion du risque de liquidité repose sur plusieurs éléments. Le premier élément clé consiste à disposer d’actifs liquides composant un coussin de liquidités de haute qualité. Outre les soldes créditeurs détenus auprès des banques centrales, ces actifs peuvent, soit être donnés en garantie aux banques centrales en cas d’opérations de mise en pension, soit être vendus directement sur le marché afin de générer immédiatement des liquidités. Rabobank doit calibrer son coussin de liquidités en fonction des risques auxquels elle est exposée, comme indiqué dans son bilan. Rabobank a, par ailleurs, effectué en interne des opérations de titrisation d’une partie de son portefeuille de prêts hypothécaires, de sorte que ces liquidités peuvent être données en garantie à la banque centrale, servant ainsi de coussin de liquidités supplémentaire. S’agissant de positions de titrisation conservées, elles ne figurent pas au bilan consolidé.

Parmi les autres éléments de gestion du risque de liquidité, figurent une bonne notation de crédit, des niveaux élevés de fonds propres et des politiques de financement prudentes. Rabobank prend différentes mesures pour ne pas être trop dépendante d’une seule source de financement. Cela consiste à diversifier de façon équilibrée les sources de financement en termes d’échéances, de devises, d’investisseurs, de localisations géographiques et de marchés, à disposer d’un niveau élevé de financement non garanti et donc d’un nantissement d’actifs limité, et à mettre en œuvre une politique active et cohérente en matière de relations avec les investisseurs.

Il est indispensable, aux fins d’une bonne gestion des risques de liquidité, de limiter au maximum les flux de trésorerie sortants liés aux activités bancaires de gros. Par ailleurs, Rabobank identifie quotidiennement les flux de trésorerie, entrants et sortants, pouvant être générés au cours d’une période donnée de douze mois. Des limites ont été imposées aux sorties de trésorerie, notamment pour chaque devise et localisation géographique. Des plans détaillés (plans de financement d’urgence – Contingency-Funding Plan) ont été élaborés afin de permettre à la Banque d’accéder à des financements d’urgence en cas de déficits de liquidité ou de situations de crise potentielles. Ces plans font l’objet périodiquement de tests de fonctionnement.

Par ailleurs un cadre interne de tests de résistance bancaire ou « stress tests » est en place pour s’assurer qu’en cas de crise de liquidité, Rabobank dispose d’une capacité de rééquilibrage suffisante pour faire face aux sorties de fonds accrues qui en résultent pendant une période prolongée. Ce cadre interne couvre des scénarios de stress à l’échelle des marchés, des scénarios de stress afférents à Rabobank et des scénarios de stress combinés. Dans le cadre de ces différents scénarios, le coussin de liquidités est comparé aux sorties nettes de trésorerie, aux sorties de trésorerie contractuelles et aux éventuelles sorties de trésorerie anticipées.

Le tableau ci-dessous présente les passifs non actualisés, regroupés en fonction de la période de liquidité s’écoulant entre la date de clôture de l’exercice et la date prévue de remboursement contractuel. Les montants totaux ne correspondent pas exactement aux montants indiqués dans le bilan consolidé puisque ce tableau repose sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux paiements du principal et des intérêts futurs. Le poste « instruments financiers dérivés » ne figure pas dans ce tableau et n’a pas été analysé en tenant compte de la date d’échéance contractuelle, puisque ces instruments ne sont pas essentiels à la gestion du risque de liquidité, ni à l’obligation de communication avec la direction de la banque. Le profil des échéances des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture des flux de trésorerie est présenté à la sous-section 10.3 « Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture ».

Date de remboursement contractuel

<i>En millions d'euros</i>	<i>Sur demande</i>	<i>Moins de 3 mois</i>	<i>De 3 mois à 1 an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Pas de date d'échéance</i>	<i>Total</i>
Au 31 décembre 2024							
Passifs							
Dépôts des établissements de crédit	3 867	790	1 800	3 246	815	2 367	12 885
Dépôts de la clientèle	351 520	10 856	15 153	11 986	21 597	4 426	415 538
Bons et obligations en circulation	5 610	9 894	29 548	52 070	30 997	-	128 119
Autres passifs (à l'exclusion des avantages du personnel et des dettes de loyer)	1 884	431	1 672	547	59	312	4 905
Dettes de loyer	13	16	40	197	117	-	383
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	277	-	-	-	-	277
Passifs financiers à la juste valeur	491	205	194	826	1 010	-	2 726
Dettes subordonnées	29	64	1 752	5 457	4 504	-	11 806
Total des passifs financiers	363 414	22 533	50 159	74 329	59 099	7 105	576 639
Garanties financières	6 054	-	-	-	-	-	6 054
Engagements de prêt	62 204	-	-	-	-	-	62 204

<i>En millions d'euros</i>	<i>Sur demande</i>	<i>Moins de 3 mois</i>	<i>De 3 mois à 1 an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Pas de date d'échéance</i>	<i>Total</i>
Au 31 décembre 2023							
Passifs							
Dépôts des établissements de crédit	4 736	2 102	2 956	3 320	760	2 346	16 220
Dépôts de la clientèle	333 975	9 331	16 108	10 722	22 613	3 657	396 406
Bons et obligations en circulation	4 654	14 575	37 497	45 424	31 180	-	133 330
Autres passifs (à l'exclusion des avantages du personnel et des dettes de loyer)	1 474	601	1 586	575	-2	204	4 438
Dettes de loyer	7	13	40	193	136	-	389
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	475	-	-	-	-	475
Passifs financiers à la juste valeur	185	218	167	1 165	1 230	-	2 965
Dettes subordonnées	29	71	991	5 622	5 605	-	12 318
Total des passifs financiers	345 060	27 386	59 345	67 021	61 522	6 207	566 541
Garanties financières	4 551	-	-	-	-	-	4 551
Engagements de prêt	59 936	-	-	-	-	-	59 936

Le tableau ci-après indique les actifs et passifs regroupés en fonction de la période s'écoulant entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance contractuelle. Ces montants correspondent aux montants indiqués dans le bilan consolidé.

Actifs et passifs financiers courants et non courants

<i>En millions d'euros</i>	<i>Sur demande</i>	<i>Moins de 3 mois</i>	<i>De 3 mois à 1 an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Pas de date d'échéance</i>	<i>Total</i>
Au 31 décembre 2024							
Actifs financiers							
Disponibilités	84 093	51	-	10	-	720	84 874
Créances sur les établissements de crédit	14 337	5 927	3 302	95	8	3 366	27 035
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	206	257	52	379	726	120	1 740
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	334	129	142	40	453	2 071	3 169
Instruments financiers dérivés	1 714	1 754	1 824	5 298	12 840	-	23 430
Prêts et créances envers la clientèle	47 004	17 048	38 631	132 073	217 967	1 762	454 485
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	155	636	705	4 581	12 629	117	18 823
Autres actifs (à l'exclusion des avantages du personnel)	-139	907	654	3 042	180	2 042	6 686
Total des actifs financiers	147 704	26 709	45 310	145 518	244 803	10 198	620 242
Passifs financiers							
Dépôts des établissements de crédit	3 861	777	1 737	3 011	693	2 368	12 447
Dépôts de la clientèle	351 537	10 835	15 244	11 196	18 198	4 426	411 436
Bons et obligations en circulation	5 586	9 732	28 426	46 594	25 835	-	116 173
Instruments financiers dérivés	2 053	1 863	2 381	3 993	7 085	-	17 375
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	277	-	-	-	-	277
Autres passifs (à l'exclusion des avantages du personnel et des dettes de loyer)	1 775	696	1 705	714	121	133	5 144
Dettes de loyer	9	14	34	173	105	-	335
Passifs financiers à la juste valeur	489	202	182	723	970	-	2 566
Dettes subordonnées	26	52	1 506	4 453	2 461	-	8 498
Total des passifs financiers	365 336	24 448	51 215	70 857	55 468	6 927	574 251
Résultat net	-217 632	2 261	-5 905	74 661	189 335	3 271	45 991

En millions d'euros	Sur demande	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Pas de date d'échéance	Total
<i>Au 31 décembre 2023</i>							
Actifs financiers							
Disponibilités	90 085	66	-	10	-	378	90 539
Créances sur les établissements de crédit	17 690	5 678	474	104	1	2 509	26 456
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	511	705	861	824	563	283	3 747
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	200	15	205	105	438	1 810	2 773
Instruments financiers dérivés	1 049	1 049	2 023	5 279	12 592	-	21 992
Prêts et créances envers la clientèle	43 846	14 903	35 521	128 097	215 384	1 511	439 262
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	136	713	731	4 501	7 703	137	13 921
Autres actifs (à l'exclusion des avantages du personnel)	395	812	667	2 777	143	1 791	6 585
Total des actifs financiers	153 912	23 941	40 482	141 697	236 824	8 419	605 275

En millions d'euros	Sur demande	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Pas de date d'échéance	Total
<i>Passifs financiers</i>							
Dépôts des établissements de crédit	4 729	2 082	2 870	3 162	634	2 346	15 823
Dépôts de la clientèle	334 011	9 285	15 975	9 799	18 653	3 657	391 380
Bons et obligations en circulation	4 619	14 412	36 517	41 940	25 031	-	122 519
Instruments financiers dérivés	1 346	1 499	1 794	3 599	7 196	-	15 434
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	475	-	-	-	-	475
Autres passifs (à l'exclusion des avantages du personnel et des dettes de loyer)	1 420	895	1 627	740	47	204	4 933
Dettes de loyer	4	12	36	177	122	-	351
Passifs financiers à la juste valeur	184	215	154	1 055	1 202	-	2 810
Dettes subordonnées	24	59	749	4 472	3 513	-	8 817
Total des passifs financiers	346 337	28 934	59 722	64 944	56 398	6 207	562 542
Résultat net	-192 425	-4 993	-19 240	76 753	180 426	2 212	42 733

L'aperçu ci-dessus, préparé sur la base d'informations contractuelles, ne reflète pas la réalité de ces instruments financiers, mais il convient toutefois d'en tenir compte dans la gestion quotidienne du risque de liquidité. L'épargne client en est un exemple. Ces instruments financiers sont remboursables à vue conformément aux dispositions des contrats conclus. Il en résulte que Rabobank dispose d'une source de financement à long terme très stable. Conformément à la réglementation en matière de liquidité, élaborée par l'autorité de contrôle prudentiel, les banques doivent disposer de sources de financement stable.

Avec un ratio de couverture de liquidité (LCR) de 175 % au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 176 %), Rabobank respecte l'exigence minimale de 100 % fixée par la Banque centrale néerlandaise (DNB).

Le montant des liquidités nécessaire pour honorer des paiements en cas de garanties financières est nettement inférieur au montant notionnel des passifs financiers puisque Rabobank ne s'attend pas, en général, à ce que des tiers, parties à des contrats de garantie financière, retirent des fonds. L'en-cours total des obligations contractuelles de crédit ne représente pas nécessairement les besoins futurs en liquidités de Rabobank, puisque bon nombre de ces obligations deviendront caduques ou prendront fin sans qu'un financement soit nécessaire.

4.7. Risques non financiers

4.7.1 Risque opérationnel

Dans le cadre de ses activités, Rabobank doit inévitablement faire face à des procédures inadéquates ou défaillantes, des erreurs ou manquements de ses collaborateurs, à des dysfonctionnements des systèmes et/ou à des événements externes. Rabobank gère ces risques opérationnels dans les limites fixées par l'appétence aux risques tout en tenant compte de la complexité et de la taille de son organisation, en surveillant de manière proactive les risques et en prenant les mesures qui s'imposent. La gestion du risque opérationnel fait partie intégrante de la conduite des affaires de Rabobank et bénéficie du soutien des activités de contrôle.

Profil de risque et résultats obtenus

Au cours de l'exercice 2024, des progrès ont été réalisés en matière de gestion des risques opérationnels. Bien que le risque opérationnel global ait diminué, il reste élevé et des plans de mesures correctives ont été mis en place pour que le risque opérationnel continue à réduire. La majeure partie des pertes opérationnelles enregistrées par Rabobank en 2024 sont dues à des fraudes externes.

4.7.2 Respect des réglementations

Fraude externe

Les risques de fraude externe surviennent lorsqu'un client ou un tiers commet un acte intentionnel impliquant le recours à la tromperie ou à la malhonnêteté pour obtenir un avantage injustifié ou illégal. Rabobank s'engage à minimiser ce genre de risque, notamment les pertes associées pour ses clients et pour les secteurs bancaire et financier. La fraude externe s'est principalement manifestée au sein des entreprises réalisant des opérations de paiement et accordant de facilités de crédit. Différents contrôles ont été mis en place pour atténuer ce risque, parmi lesquels il convient de citer le suivi des transactions, les campagnes de sensibilisation destinées aux clients, l'évaluation des risques liés aux produits, la vérification des documents et l'inspection des garanties. Par rapport à 2023, les pertes liées aux fraudes ont augmenté, principalement en raison d'arnaques au crédit telles que les arnaques aux prêts consentis aux entreprises et les ventes d'actifs effectuées sans avoir au préalable remboursé les prêts. Les fraudes externes aux opérations de paiement ont diminué. Rabobank reste engagée à sensibiliser ses clients au risque de fraude. Les risques de fraude ayant un impact sur la clientèle sont en augmentation car ils sont de plus en plus ciblés par les fraudeurs et les escroqueries échappent au contrôle immédiat de Rabobank.

Fraude interne et violations de l'intégrité

Une fraude interne survient lorsqu'un employé commet intentionnellement un acte s'assimilant à une tromperie ou une malhonnêteté dans le but d'obtenir un gain financier ou de nuire à l'entreprise de manière injustifiée ou illicite. Des contrôles préventifs et de détection visant à atténuer le risque de survenance de tels événements sont mis en œuvre au sein de la Banque et consistent notamment à sélectionner les employés, à restreindre les accès autorisés et à mettre en place des dispositifs d'alerte et de signalement. La gouvernance est définie dans la Politique générale de lutte contre la criminalité financière et dans la Norme générale sur la fraude interne qui sont

révisées périodiquement. Le dispositif d'alerte interne mis à la disposition de l'ensemble du personnel lui permet de signaler tout acte répréhensible, tel que fraude interne et violation de l'intégrité, et d'en informer le service compétent qui devra alors traiter le signalement, comme indiqué dans la Politique générale d'alerte. Les enquêtes sur les fraudes internes ou les violations de l'intégrité sont régies par les Lignes directrices pour les enquêtes sur les violations de l'intégrité. Rabobank n'a pas connaissance de fraudes internes pouvant entraîner des erreurs matérielles dans les états financiers.

4.7.3 Risque de modèle

La gestion du risque de modèle est un élément essentiel à la stabilité financière et au processus de prise de décisions stratégiques. En limitant les erreurs potentielles et en améliorant la fiabilité des modèles, les organisations peuvent prendre des décisions commerciales plus éclairées et donc plus efficaces. Rabobank utilise une approche globale de gestion du risque de modèle pour élaborer des modèles, valider des modèles indépendants ainsi que pour accepter ces modèles et les utiliser. Le risque de modèle reste une priorité fondamentale pour Rabobank, d'où les efforts substantiels déployés pour atténuer ce risque, en améliorer la gestion et se rapprocher de la conformité réglementaire. Les systèmes d'intelligence artificielle utilisent souvent des modèles et, de ce fait, présentent un risque de modèle. L'évolution rapide des nouvelles technologies d'intelligence artificielle (IA) et les réglementations qui les encadrent sont traités dans l'Addendum sur les fonctionnalités d'IA à la Norme relative au risque de modèle.

4.8. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Pour évaluer la juste valeur, Rabobank suppose que l'opération de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est effectuée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou sur le marché le plus avantageux s'il n'y a pas de marché principal.

Des prix de marché ne sont pas disponibles pour un grand nombre d'actifs et de passifs financiers que Rabobank détient ou émet. Pour les instruments financiers pour lesquels aucun prix de marché n'est disponible, les justes valeurs indiquées dans le tableau suivant ont été estimées en prenant la valeur actualisée ou les résultats d'autres méthodes d'estimation et d'évaluation, en fonction des conditions de marché à la date de clôture. Les valeurs obtenues à l'aide de ces méthodes sont très sensibles aux hypothèses sous-jacentes utilisées concernant les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs, les taux d'actualisation et une éventuelle illiquidité du marché. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées.

Disponibilités

La juste valeur des disponibilités est réputée quasiment égale à leur valeur comptable. Cette hypothèse est utilisée pour les placements très liquides ainsi que pour la composante à court terme de tous les autres actifs et passifs financiers.

Créances sur les établissements de crédit

Le poste « créances sur les établissements de crédit » comprend également les placements interbancaires et les effets à encaisser. La juste valeur des placements à taux variable, qui font l'objet d'une réévaluation régulière et qui ne varient pas de façon significative en termes de risque de crédit, ainsi que les dépôts à vue sont comptabilisés à leur valeur comptable. La juste valeur estimée des dépôts à intérêt fixe repose sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, calculée sur la base des taux d'intérêt du marché monétaire pour des dettes présentant des risques de crédit et des échéances comparables.

Actifs financiers et instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur sur la base des cotations disponibles sur un marché actif. Si ces cotations ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et d'évaluation des options.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur déterminée sur la base des prix de marché cotés (des prix moyens sont utilisés pour les instruments financiers dérivés en EURO, USD et GBP faisant l'objet de fourchette de prix), des prix proposés par les traders, des modèles d'actualisation des flux de trésorerie et des modèles de valorisation des options basés sur les prix actuels du marché et les prix contractuels des instruments sous-jacents qui reflètent la valeur temps de la monnaie, les courbes de rendement et la volatilité des actifs et passifs sous-jacents.

Des ajustements de l'évaluation de crédit (Credit valuation adjustments - CVA) sont effectués pour les produits dérivés négociés de gré à gré afin de tenir compte des pertes de crédit attendues liées au risque de non-exécution d'une contrepartie donnée. Un ajustement de l'évaluation de crédit est déterminé par contrepartie et dépend de l'exposition future prévue, compte tenu des sûretés, des conventions de compensation et d'autres facteurs contractuels pertinents, de la probabilité de défaut et des taux de recouvrement. Le calcul de l'ajustement de l'évaluation de crédit repose sur les données du marché disponibles, y compris les marges sur les spreads de credit default swap (CDS). Lorsque les marges sur les CDS ne sont pas disponibles, des approximations pertinentes sont utilisées. Un ajustement de valorisation sur passifs (Debit valuation adjustment - DVA) est effectué pour tenir compte du risque de crédit propre lors de l'évaluation des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré. Le calcul du DVA est conforme au cadre de calcul du CVA et est effectué en utilisant la marge de CDS de Rabobank. L'ajustement de valorisation du financement (Funding valuation adjustment - FVA) est un autre élément qui doit être pris en compte. Le FVA permet de différencier les transactions collatéralisées des transactions non-collatéralisées. Les transactions collatéralisées sont évaluées au moyen d'une courbe de discount, établie à partir des spreads de taux au jour-le-jour. Les transactions non-collatéralisées sont évaluées au moyen d'une courbe de discount, établie à partir des taux Euribor majorés d'un spread reflétant les conditions du marché.

Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur

Ces actifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur en fonction des cotations sur un marché actif, le cas échéant. Dans le cas contraire, ils sont estimés à partir d'actifs comparables sur le marché ou à l'aide de méthodes d'évaluation, notamment des modèles appropriés d'actualisation des flux de trésorerie et de valorisation des options.

Prêts et créances envers la clientèle

La juste valeur des prêts et créances envers la clientèle est estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus avec les taux du marché pour des prêts similaires, compte tenu de la solvabilité de la contrepartie. Pour évaluer à la juste valeur des prêts hypothécaires résidentiels, les flux de trésorerie contractuels sont ajustés en fonction du taux de remboursement anticipé du portefeuille. Pour les prêts à taux d'intérêt variable qui font l'objet de réévaluations régulières et dont le risque de crédit ne varie pas de façon significative, la juste valeur se rapproche de la valeur comptable.

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global

Ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur en se basant sur les cotations de marché. Si ces cotations ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et d'évaluation des options.

Dépôts des établissements de crédit

Le poste « Dépôts des établissements de crédit » comprend les placements interbancaires, les éléments à recevoir et les dépôts. La juste valeur des placements à taux variable, qui font l'objet d'une réévaluation régulière et qui ne varient pas de façon significative en termes de risque de crédit, ainsi que les dépôts à vue sont comptabilisés à leur valeur comptable. La juste valeur estimée des dépôts à intérêt fixe repose sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, calculée en fonction des taux d'intérêt du marché monétaire pour des dettes comportant des risques de crédit et des échéances comparables.

Dépôts de la clientèle

Le poste « dépôts de la clientèle » comprend les comptes courants et les dépôts. La juste valeur des comptes d'épargne et des comptes courants qui n'ont pas de date

d'échéance particulière est supposée correspondre au montant exigible à vue à la date de clôture, c'est-à-dire leur valeur comptable à cette date. La juste valeur de ces dépôts est estimée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, calculée sur la base des taux d'intérêt acheteur en vigueur pour des produits similaires et des maturités comparables à ceux des éléments à évaluer. La valeur comptable des dépôts à intérêt variable est une bonne approximation de leur juste valeur à la date de clôture.

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

La juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction repose sur les cotations disponibles sur un marché actif. En l'absence de cotations sur un marché actif, la juste valeur est estimée sur la base de modèles d'évaluation.

Passifs financiers à la juste valeur

L'option de la juste valeur sert à supprimer la non-concordance comptable et l'asymétrie d'évaluation qui pourraient être constatées entre ces instruments et les instruments financiers dérivés de couverture si ceux-ci étaient comptabilisés au coût amorti. Les passifs financiers à la juste valeur comprennent les obligations structurées et les dépôts structurés qui sont gérés et comptabilisés à la juste valeur avec les instruments financiers dérivés de couverture. La juste valeur de ces passifs est déterminée en actualisant les flux de trésorerie contractuels au moyen de courbes de rendement ajustées en fonction du crédit, des données disponibles sur le marché secondaire. Tous les autres paramètres de risque de marché sont évalués de la même façon que les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de marché de ces passifs. Les variations de la juste valeur attribuables aux variations du risque de crédit propre sont comptabilisées dans les « Autres éléments du résultat global ». La variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre est calculée en déduisant, note par note, la juste valeur actuelle du portefeuille de titres structurés à la date de clôture à partir de la juste valeur recalculée en fonction de la courbe de crédit au moment de l'émission, toutes les autres composantes de prix étant inchangées. Ce calcul tient compte du montant pouvant être attribué à la variation du risque de crédit propre de Rabobank depuis la comptabilisation de ces titres structurés.

Bons et obligations en circulation et dettes subordonnées

La juste valeur de ces instruments est calculée à l'aide des cotations sur un marché actif. Pour les titres de créance pour lesquels il n'existe pas de cotations sur un marché actif, il convient d'utiliser un modèle d'actualisation des flux de trésorerie fondé sur des courbes de rendement ajustées en fonction de la maturité du crédit.

Le tableau ci-après présente la juste valeur des instruments financiers, comptabilisés au coût amorti selon les méthodes d'évaluation et les hypothèses décrites ci-dessous. Ce tableau apparaît ici parce que tous les instruments financiers ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans le bilan. La juste valeur correspond au prix qui aurait été perçu pour la vente d'un actif ou qui aurait été payée pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction standard conclue entre les intervenants du marché à la date d'évaluation.

En millions d'euros	2024		2023	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs				
Disponibilités	84 874	84 875	90 539	90 541
Créances sur les établissements de crédit	27 035	27 014	26 456	26 378
Prêts et créances envers la clientèle	454 485	455 448	439 262	434 510
Passifs				
Dépôts des établissements de crédit	12 447	12 381	15 823	15 723
Dépôts de la clientèle	411 436	411 921	391 380	391 447
Bons et obligations en circulation	116 173	114 790	122 519	120 622
Dettes subordonnées	8 498	8 415	8 817	8 794

Les chiffres ci-dessus correspondent aux meilleures estimations possibles de la direction, fondées sur un éventail de méthodes et d'hypothèses. Si une cotation est disponible sur un marché actif, elle constituera la meilleure estimation de la juste valeur.

En l'absence de toute cotation disponible sur un marché actif pour les titres à terme, les instruments de capitaux propres, les instruments financiers dérivés et les instruments sur produits de base, Rabobank détermine la juste valeur attendue en se basant sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés aux taux de marché en tenant compte de la qualité de crédit et de la durée de vie résiduelle des placements. Un prix basé sur des modèles peut également être utilisé pour déterminer la juste valeur.

Rabobank applique une politique consistant à faire valider tous les modèles utilisés pour évaluer les instruments financiers figurant au bilan par un expert indépendant, chargé de déterminer la juste valeur des instruments financiers.

Pour déterminer la valeur marchande ou la juste valeur, il convient de tenir compte de différents facteurs. Ces facteurs sont notamment la valeur temps de l'argent, la volatilité, les options sous-jacentes et la qualité du crédit de la contrepartie. Le processus d'évaluation a été conçu de telle sorte que les prix de marché disponibles sur une base périodique sont systématiquement utilisés. Les modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction et à d'autres fins.

Le tableau de la page suivante illustre la hiérarchie des justes valeurs utilisée pour déterminer la juste valeur des actifs et passifs financiers. La hiérarchie est la suivante :

- Niveau 1 : Cotations sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; un « marché actif » est un marché où les transactions portant sur les actifs ou passifs se font régulièrement et où le volume des transactions est suffisant pour disposer de manière permanente d'informations concernant les prix.
- Niveau 2 : Données autres que les cotations incluses dans les données d'entrée de niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire les prix), soit indirectement (c'est-à-dire les dérivés de prix).
- Niveau 3 : Données concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables du marché.

Rabobank procède à une valorisation récurrente des instruments financiers à la juste valeur lorsque des transferts sont effectués entre les différentes catégories hiérarchiques de la juste valeur en revérifiant le niveau à la fin de chaque période de reporting.

En millions d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<i>Au 31 décembre 2024</i>				
Actifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan				
Disponibilités	84 875	-	-	84 875
Créances sur les établissements de crédit	-	24 253	2 761	27 014

Prêts et créances envers la clientèle	-	67 086	388 362	455 448
Actifs comptabilisés à la juste valeur dans le bilan				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 140	107	493	1 740
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	311	619	2 239	3 169
Instruments financiers dérivés	34	23 343	53	23 430
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	18 427	279	117	18 823
Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	142	142
Passifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan				
Dépôts des établissements de crédit	-	12 350	31	12 381
Dépôts de la clientèle	-	69 847	342 074	411 921
Bons et obligations en circulation	65 531	49 259	-	114 790
Dettes subordonnées	8 160	255	-	8 415
Passifs comptabilisés à la juste valeur dans le bilan				
Instruments financiers dérivés	15	17 297	63	17 375
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	277	-	-	277
Passifs financiers à la juste valeur	270	2 296	-	2 566

En millions d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<i>Au 31 décembre 2023</i>				
Actifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan				
Disponibilités	90 541	-	-	90 541
Créances sur les établissements de crédit	-	24 801	1 577	26 378
Prêts et créances envers la clientèle	-	62 807	371 703	434 510
Actifs comptabilisés à la juste valeur dans le bilan				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 971	35	741	3 747
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	259	364	2 150	2 773
Instruments financiers dérivés	35	21 900	57	21 992
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	13 602	182	137	13 921
Actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	270	270
Passifs comptabilisés au coût amorti dans le bilan				
Dépôts des établissements de crédit	-	15 680	43	15 723
Dépôts de la clientèle	-	66 415	325 032	391 447
Bons et obligations en circulation	58 892	61 730	-	120 622
Dettes subordonnées	8 518	276	-	8 794
Passifs comptabilisés à la juste valeur dans le bilan				
Instruments financiers dérivés	32	15 323	79	15 434
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	475	-	-	475
Passifs financiers à la juste valeur	268	2 542	-	2 810

L'impact potentiel avant impôts sur le compte de résultat, si des hypothèses raisonnablement plus positives sont utilisées pour valoriser les instruments financiers de niveau 3, est de 190 millions d'euros (2023 : 198 millions d'euros) et de 0 millions d'euros (2023 : 0 millions d'euros) sur les autres éléments du résultat global.

L'impact potentiel avant impôts sur le compte de résultat, si des hypothèses raisonnablement plus négatives sont utilisées pour évaluer les instruments financiers de niveau 3, est de (189) millions d'euros (2023 : (197) millions d'euros) et de 0 millions d'euros (2023 : 0 millions d'euros) sur les autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers à la juste valeur de niveau 3 comprennent essentiellement les prises de participation dans Mechanics Bank et les participations dans des fonds privés pour un montant total de 2 065 millions d'euros au 31 décembre 2024. Le coefficient multiplicateur appliqué à l'EBITDA est une donnée non observable importante pour la valorisation des participations dans des fonds privés. Le coefficient multiplicateur pondéré moyen est de 10,9 avec une fourchette de -1 (défavorable) à +1 (favorable).

Le tableau présente les mouvements des instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan et qui sont classés en tant qu'actifs de niveau 3. Les ajustements de la juste valeur des actifs de niveau 3 qui sont inclus dans les capitaux propres sont comptabilisés dans les réserves de réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global.

En 2024, il n'y a pas eu de transferts importants d'actifs entre le niveau 1 et le niveau 2.

En millions d'euros	Solde au 1er janvier 2024	Variation de la juste valeur par résultat	Variation de la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Règlements	Transferts vers ou à partir du niveau 3	Transferts d'actifs détenus à des fins de vente	Solde au 31 décembre 2024
<i>Actifs</i>									
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	741	30	-	681	-890	-69	-	-	493
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	2 150	102	-	319	-132	-200	-	-	2 239
Instruments financiers dérivés	57	2	-	-	-	-5	-1	-	53
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	137	-	-31	15	-4	-	-	-	117

Passifs									
Instruments financiers dérivés	79	-8	-	-	-	-8	-	-	63
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	

En millions d'euros	Solde au 1er janvier 2023	Variation de la juste valeur par résultat	Variation de la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Règlements	Transferts vers ou à partir du niveau 3	Transferts d'actifs détenus à des fins de vente	Solde au 31 décembre 2024
Actifs									
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	328	9	-	692	-38	-250	-	-	741
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	1 961	143	-	250	-161	-43	-	-	2 150
Instruments financiers dérivés	205	18	-	-	-5	-161	-	-	57
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	171	-	11	36	-77	-4	-	-	137
Passifs									
Instruments financiers dérivés	235	4	-	-	-	-160	-	-	79
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	

Les gains ou pertes comptabilisés en compte de résultat au titre des actifs et passifs de niveau 3 sont indiqués dans le tableau ci-après.

En millions d'euros	Instruments détenus à la fin de la période de reporting	Instruments qui ne sont plus détenus à la fin de la période de reporting	Total
Au 31 décembre 2024			
Actifs			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-1	31	30
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	129	-27	102
Instruments financiers dérivés	2	-	2
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-	-	-
Passifs			
Instruments financiers dérivés	-8	-	-8
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-
Au 31 décembre 2023			
Actifs			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9	-	9
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	162	-19	143
Instruments financiers dérivés	56	-38	18
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-	-	-
Passifs			
Instruments financiers dérivés	42	-38	4
Passifs financiers à la juste valeur	-	-	-

4.9. Procédures judiciaires et arbitrage

Rabobank évolue dans un environnement juridique et réglementaire qui l'expose à un risque important de litiges. De ce fait, Rabobank est partie à plusieurs affaires judiciaires et à différents arbitrages et procédures réglementaires aux Pays-Bas et dans d'autres pays. Les réclamations légales et réglementaires les plus pertinentes susceptibles d'engager la responsabilité de Rabobank sont décrites ci-après. Une provision pour litiges est constituée pour faire face à toute obligation résultant d'un événement passé devant, très probablement, donner lieu à un déboursement de fonds pour que le litige soit définitivement réglé en sachant qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Pour déterminer si une réclamation a de fortes chances d'entraîner un déboursement de fonds (soit une probabilité de plus de 50 %), Rabobank prend en compte plusieurs facteurs. Ces facteurs comprennent (sans toutefois s'y limiter) le type de réclamation et les faits sous-jacents ; le processus procédural et l'historique de chaque affaire ; les décisions des instances judiciaires et d'arbitrage ; l'expérience de Rabobank et celle de tiers dans des affaires similaires (si elles sont connues) ; les règlements des litiges auxquels sont parvenus des tiers dans des affaires similaires (si elles sont connues) ; les recours (éventuels) possibles et les avis des conseillers juridiques et autres experts. Des types d'affaires similaires sont regroupés et certaines affaires peuvent également être constituées d'un certain nombre de demandes. Le montant de la perte estimée pour une affaire individuelle n'est pas communiqué lorsque Rabobank estime que ces informations pourraient nuire à l'issue d'autres litiges avec des tiers. Les estimations des pertes et provisions potentielles reposent sur les informations disponibles au moment du litige et sont en grande partie tributaires de jugements et d'un certain nombre d'hypothèses, de variables et d'incertitudes connues et inconnues. Ces incertitudes peuvent inclure l'inexactitude ou le caractère incomplet des informations dont dispose Rabobank (en particulier dans les premiers stades d'une affaire). En outre, toute hypothèse formulée par Rabobank au sujet de futures décisions d'instances judiciaires ou autres pouvant lui être défavorables, de mesures susceptibles d'être prises à son encontre par des organes de surveillance ou de comportements critiques adoptés par des tiers à son égard pourrait s'avérer inexacte. De plus, il est souvent impossible d'estimer les pertes potentielles liées à des litiges juridiques en utilisant des instruments statistiques ou d'autres instruments d'analyse quantitative qui servent généralement à formuler des jugements ou faire des estimations. Le groupe d'affaires pour lequel Rabobank estime que le risque de déboursement futur de fonds est plus probable qu'improbable varie dans le temps, tout comme le nombre d'affaires pour lesquelles la banque peut estimer la perte potentielle. Dans la pratique, les résultats finaux relatifs aux pertes potentielles peuvent s'avérer, soit bien meilleurs, soit bien pires que dans les cas où une estimation a été faite. Rabobank peut également supporter des pertes résultant de risques juridiques en cas de survenance d'une perte qui n'est ni probable, ni improbable, et pour laquelle aucune provision n'a été constituée. Dans les cas où (a) un déboursement de fonds n'est ni probable, ni improbable ou (b) un déboursement de fonds est plus probable qu'improbable mais que la perte potentielle ne peut pas être estimée de manière fiable, un passif éventuel doit être indiqué. Rabobank peut régler des litiges, des procédures réglementaires ou des enquêtes avant qu'une amende ne soit imposée ou qu'une responsabilité ne soit établie. Le règlement d'un litige peut avoir diverses

raisons qui résultent notamment du souhait (i) d'éviter d'engager des frais et/ou d'effectuer des efforts de gestion, (ii) d'éviter d'autres conséquences commerciales défavorables et/ou (iii) d'anticiper toute conséquence réglementaire ou toute atteinte à la réputation liée à la poursuite de litiges concernant sa responsabilité, même si Rabobank estime avoir de bons arguments pour sa défense. En outre, Rabobank peut, pour les mêmes raisons, indemniser des tiers pour leurs pertes, même lorsqu'elle estime ne pas être légalement tenue de le faire.

Produits de crédit à la consommation

L'Institut néerlandais de traitement des plaintes en matière de services financiers (Klachteninstituut Financiële Dienstverlening - Kifid) a estimé que certains organismes prêteurs auraient dû tenir compte de l'évolution du taux du marché pour déterminer le taux d'intérêt variable à appliquer à certains produits de crédit à la consommation. Rabobank a reconnu ne pas avoir systématiquement ajusté le taux d'intérêt de certains produits de crédit à la consommation en tenant compte du taux de référence retenu par le Kifid. Rabobank a dû constituer une provision de 14 millions d'euros (31 décembre 2023 : 56 millions d'euros). La diminution de la provision résulte des paiements effectués (compensations offertes aux clients). Indépendamment de cette affaire, l'Autorité néerlandaise des marchés financiers (Autoriteit Financiële Markten - AFM) a mené une enquête portant sur un certain nombre de dossiers concernant des prêts hypothécaires consentis par Rabobank à des consommateurs et a décidé de lui infliger une amende administrative de 12 millions d'euros. Rabobank a contesté la décision rendue par l'AFM. À la suite de cette contestation, l'AFM a décidé de réduire le montant de l'amende et de le porter à 11,4 millions d'euros. Rabobank a fait appel de cette décision. Le 17 février 2025, Rabobank a informé le tribunal de Rotterdam et l'AFM de sa décision de retirer son recours. Le désistement d'action a pour effet de rendre définitives la décision de condamnation à une amende et l'application de l'amende.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Fin 2021, la Banque centrale néerlandaise (De Nederlandsche Bank - DNB) a enjoint Rabobank de remédier aux manquements commis par sa division « Banque de détail » qui ne s'était pas conformée aux dispositions de la loi néerlandaise contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Wet ter voorkoming van witwassen en financieren van terrorisme - ci-après Wwft). Les manquements concernent principalement l'exécution, l'enregistrement et l'externalisation de la diligence raisonnable à l'égard de la clientèle, le suivi des transactions et le signalement des transactions inhabituelles. L'exécution du plan de mesures correctives reste la priorité absolue de Rabobank. Le secteur Banque de détail nationale de Rabobank a presque terminé l'élaboration de son plan de mesures correctives et se prépare à en demander la validation officielle à la DNB ; ce plan devrait débuter courant du troisième trimestre 2025 pour s'achever en 2026. Outre la finalisation du plan de mesures correctives et la procédure de validation de la DNB, l'accent sera mis en 2025 sur l'intégration des résultats du plan dans les opérations quotidiennes afin de garantir une conformité durable.

La procédure engagée par le parquet néerlandais dans le cadre de la prétendue violation de la Wwft est toujours en cours. Rabobank continue de coopérer pleinement et est en contact régulier avec le parquet néerlandais. À l'heure actuelle, l'issue et le calendrier de la procédure restent incertains. Il en résulte que la nature et l'importance des amendes, pénalités ou autres actions connexes susceptibles d'être engagées ultérieurement ne peuvent pas être estimées de manière fiable, si ce n'est qu'elles risquent d'être significatives.

Procédure pour pratiques anticoncurrentielles engagée par l'Union européenne

Le 22 novembre 2023, la Commission européenne a annoncé, par voie de communiqué de presse, la condamnation de Rabobank au paiement d'une amende d'un montant de 26,6 millions d'euros, sanctionnant ainsi l'échange d'informations commerciales sensibles entre un petit nombre d'employés de la Deutsche Bank et de Rabobank, échange constituant, de l'avis de la Commission, une violation du droit communautaire de la concurrence. Cette affaire concerne des transactions réalisées entre 2006 et 2016 sur le marché secondaire des obligations souveraines, supra souveraines et d'organismes publics, libellées en euros et des obligations garanties par l'état dans l'espace économique européen (EEE). Rabobank a coopéré à l'enquête de la Commission et est déçue de l'issue de l'enquête. La Banque a interjeté appel de la décision de la Commission devant le Tribunal de l'UE. Le montant de l'amende a été payé en totalité.

Par ailleurs, une action collective putative a été engagée le 9 décembre 2022 contre Rabobank et l'autre banque par des demandeurs civils devant la Cour de district des États-Unis pour le district sud de New York. Le 11 septembre 2024, la Cour de district a ordonné le classement sans suite de l'affaire.

BBA et ICE Libor/Euribor

Rabobank, ainsi qu'un grand nombre de banques faisant partie du panel de banques fixant les taux du Libor et de courtiers intermédiaires, a été citée comme partie défenderesse dans plusieurs actions collectives putatives et affaires civiles individuelles portées devant les tribunaux des États-Unis. Ces procédures portent sur le Libor en dollars américains (USD), le Libor en livres sterling (GBP), le Libor en yens japonais (JPY), le Tibor (note : Rabobank n'a jamais été membre du panel de banques fixant les taux du Tibor) et l'Euribor. Rabobank a également reçu des plaintes et des assignations lui ordonnant de comparaître devant différents tribunaux des Pays-Bas, de l'Argentine, du Royaume-Uni et d'Israël dans le cadre de procédures civiles (y compris d'actions collectives) relatives à des indices de référence de taux d'intérêt. Étant donné que les procédures civiles décrites ci-dessus sont intrinsèquement soumises à des incertitudes, il est difficile de prédire leur issue. Rabobank estime qu'elle dispose de moyens de défense juridiques et factuels substantiels et convaincants contre ces plaintes. Rabobank a l'intention de continuer à se défendre contre ces plaintes. Rabobank considère le groupe d'affaires relatif au Libor/Euribor comme un passif éventuel dans la mesure où il est fort probable que ces affaires donnent lieu à une sortie de capitaux. Rabobank ne peut pas toutefois estimer, de façon fiable, le montant de ce passif éventuel et la somme qu'elle devra éventuellement déboursier. Aucune provision n'a été constituée.

Autres affaires

Rabobank fait l'objet d'autres procédures judiciaires pour lesquelles des provisions ont été comptabilisées. Ces affaires prises individuellement sont moins importantes et ne sont pas, de ce fait, décrites en détail. La provision totale constituée pour ces affaires s'élève à 63 millions d'euros (31 décembre 2023 : 49 millions d'euros). Le montant maximal des passifs éventuels non isolés relatifs aux plaintes s'élève à 37 millions d'euros (31 décembre 2023 : 38 millions d'euros).

5. Rapports sectoriels

5.1. Segments opérationnels

Les segments opérationnels présentés par Rabobank dans son reporting sont définis sous l'angle de la direction. Cela signifie que les segments sont examinés dans le cadre de la gestion stratégique de Rabobank et qu'ils servent à prendre des décisions commerciales en tenant compte des différents risques et rendements.

Rabobank distingue cinq grands segments opérationnels : La banque de détail nationale ; le commerce de gros et rural ; la location ; l'immobilier et les autres segments.

- La banque de détail nationale englobe essentiellement les activités bancaires de détail aux Pays-Bas, Obvion, Vista Hypotheken, Freo et Vitru.
- Le commerce de gros et rural (WR) soutient le commerce de gros aux Pays-Bas et se concentre sur le secteur agro-alimentaire international. Ce secteur contribue au développement des services bancaires aux grandes entreprises et contrôle également des divisions d'envergure mondiale telles que Markets (Marchés), Mergers & Acquisitions (Fusions et acquisitions), Corporate Finance Origination (Crédits aux entreprises), Global Corporate Clients (Clients professionnels internationaux), Project Finance (financement des projets), Trade & Commodity Finance (Financement des échanges commerciaux et des produits de base), Value Chain Finance (Financement de la chaîne de valeur) et Rabo Investments (la branche d'investissement de Rabobank). Le segment comprend également les opérations rurales internationales réalisées sous le label Rabobank.
- Dans le segment de la location, DLL est chargé des activités de location et propose une large gamme de produits de crédit-bail. Les fabricants, vendeurs et distributeurs bénéficient du soutien mondial de DLL au niveau de leurs activités de vente grâce à des produits propres au financement d'actifs.
- Le segment immobilier englobe principalement les activités de BPD. L'activité principale est le développement de biens résidentiels.

• Les autres segments de Rabobank comprennent divers sous-segments dont aucun ne peut être listé séparément. Ce segment d'activité comprend principalement les résultats financiers des participations dans des entreprises associées (notamment Achmea B.V.), de la Trésorerie et de l'Organisation du Groupe Rabobank.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires total de Rabobank. Les transactions entre les différents segments opérationnels sont effectuées sous des conditions commerciales normales. Outre les activités opérationnelles, il n'existe pas d'autres éléments importants du résultat global entre les segments opérationnels. Les principes de reporting financier utilisés pour les segments sont identiques à ceux décrits dans la section « Méthodes comptables significatives ». Étant donné que la direction se base principalement sur les produits d'intérêts nets pour évaluer la performance des segments et prendre des décisions quant aux ressources à affecter aux segments, les produits d'intérêts des segments sont présentés nets de leurs charges d'intérêts.

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Effets de consolidation</i>	<i>Total</i>
<i>Pour l'exercice clos au 31 décembre 2023</i>							
Revenu net	7 833	2 928	1 425	-58	-67	-	12 061
Honoraires et commissions nets perçus	1 755	453	106	-	-8	-4	2 302
Autres résultats	79	617	358	130	585	-2	1 767
Revenus	9 667	3 998	1 889	72	510	-6	16 130
Frais de personnel	3 468	1 678	743	104	175	-3	6 165
Autres frais administratifs	1 187	494	285	35	109	-91	2 019
Amortissement et dépréciation	96	89	25	10	14	93	327
Charges d'exploitation	4 751	2 261	1 053	149	298	-1	8 511
Charges de dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	-	-	-	-2	72	-	70
Charges de dépréciation des actifs financiers	-166	329	303	-	2	-	468
Impôts régulateurs	166	82	16	1	1	-	266
Résultat net avant impôt	4 916	1 326	517	-76	137	-5	6 815
impôt sur le résultat	1 288	332	108	-35	-41	-	1 652
Résultat net	3 628	994	409	-41	178	-5	5 163
Ratio charges/produits avec prélèvements réglementaires (en %) ¹	50,9	58,6	56,6	208,3	Sans objet	Sans objet	54,4
Pertes de valeur sur actifs financiers (en points de base du portefeuille moyen de prêts au secteur privé) ²	-6	26	67	Sans objet	Sans objet	Sans objet	11
Avoirs extérieurs	276 557	159 867	49 483	4 397	138 949	-	629 253
Goodwill	322	-	-	16	-	-	338
Portefeuille de prêts du secteur privé	273 835	128 553	44 768	159	-	-	447 315

1. Charges d'exploitation majorées des impôts régulateurs divisées par les revenus.

2. Charges de dépréciation des actifs financiers divisés par le portefeuille moyen de prêts du secteur privé sur 12 mois.

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Effets de consolidation</i>	<i>Total</i>
Provisions pour dépréciation des actifs financiers							
Solde au 1er janvier 2024	1 433	1 218	438	-	-	-	3 089
Augmentations dues à des créations et acquisitions	101	195	83	-	-	-	379
Diminutions dues à des décomptabilisations	-336	-215	-11	-	-	-	-562
Variations dues à un changement du risque de crédit	80	383	266	-	-	-	729
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-221	-549	-264	-	-	-	-1 034
Autres ajustements	-	6	-5	-	1	-	2
Solde au 31 décembre 2024	1 057	1 038	507	-	1	-	2 603
Charges de dépréciation pour pertes de crédit attendues sur 12 mois	99	267	81	-	-	-	447
Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	222	136	132	-	-	-	490
Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie	736	635	294	-	-	-	1 665

sur actifs dépréciés							
Solde au 31 décembre 2024	1 057	1 038	507	-	-	-	2 602

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail domestique</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Effets de consolidation</i>	<i>Total</i>
Pour l'exercice clos au 31 décembre 2023							
Revenu net	7 769	2 837	1 344	-72	-165	-1	11 712
Honoraires et commissions nets perçus	1 662	343	100	-	-6	-8	2 091
Autres résultats	51	642	365	5	532	7	1 602
Revenus	9 482	3 822	1 809	-67	361	-2	15 405
Frais de personnel	3 242	1 614	707	104	180	11	5 858
Autres frais administratifs	1 100	437	255	29	152	-122	1 851
Amortissement et dépréciation	87	118	24	9	-	110	348
Charges d'exploitation	4 429	2 169	986	142	332	-1	8 057
Charges de dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	-	-	-	-2	107	-	105
Charges de dépréciation des actifs financiers	69	488	172	-	-2	-	727
Impôts régulateurs	344	202	39	2	-33	-	554
Résultat net avant impôt	4 640	963	612	-209	-43	-1	5 962
Impôt sur le résultat	1 215	345	146	-58	-63	-	1 585
Résultat net	3 425	618	466	-151	20	-1	4 377
Ratio charges/produits avec prélèvements réglementaires (en %) ¹	50,3	62,0	56,7	-214,9	Sans objet	Sans objet	55,9
Pertes de valeur sur actifs financiers (en points de base du portefeuille moyen de prêts au secteur privé) ²	3	40	41	Sans objet	Sans objet	Sans objet	17
Avoirs extérieurs	273 198	151 208	46 109	3 986	139 295	-	613 796
Goodwill	322	-	-	-	-	-	322
Portefeuille de prêts du secteur privé	270 572	121 524	41 765	146	-	-	434 007

1. Charges d'exploitation majorées des impôts régulateurs divisées par les revenus.

2. Charges de dépréciation des actifs financiers (en points de base du portefeuille moyen de prêts du secteur privé).

<i>En millions d'euros</i>	<i>Banque de détail nationale</i>	<i>Commerce de gros et Rural (W&R)</i>	<i>Location</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres segments</i>	<i>Effets de consolidation</i>	<i>Total</i>
Provisions pour dépréciation des actifs financiers							
Solde au 1er janvier 2023	1 439	1 162	395	1	-	-	2 997
Augmentations dues à des créations et acquisitions	85	144	80	-	-	-	309
Diminutions dues à des décomptabilisations	-216	-295	-1	-	-	-	-512
Variations dues à un changement du risque de crédit	244	528	134	-	-	-	906
Abandons de crédits en souffrance au cours de l'année	-122	-293	-149	-	-	-	-564
Autres ajustements	3	-28	-21	-1	-	-	-47
Au 31 décembre 2023	1 433	1 218	438	-	-	-	3 089
Charges de dépréciation pour pertes de crédit attendues sur 12 mois	125	200	96	-	-	-	421
Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs non dépréciés	507	107	119	-	-	-	733
Pertes de crédit attendues pour toute la durée de vie sur actifs dépréciés	801	911	223	-	-	-	1 935
Au 31 décembre 2023	1 433	1 218	438	-	-	-	3 089

5.2. Informations géographiques (Rapport pays par pays)

Rabobank opère dans sept zones géographiques principales. Les Pays-Bas sont le pays de résidence de Rabobank. Les informations ci-dessous sont présentées par composantes distinctes de Rabobank qui fournissent des produits et/ou services dans un environnement économique donné, au sein de zones géographiques spécifiques.

La répartition repose sur la localisation de chacune des filiales ou succursales d'où partent les transactions. Le chiffre d'affaires est défini comme le total des revenus indiqué dans le compte de résultat augmenté des charges d'intérêts, des commissions et charges assimilées et des autres charges d'exploitation.

Au 31 décembre 2024

En millions d'euros

Localisation géographique	Pays	Nom de la division	Type of operations	Chiffre d'affaires	Effectif interne moyen en ETP	Résultat net avant impôt	impôt sur le résultat
Pays-Bas	Pays-Bas	Rabobank, DLL, Obvion, Rabo Vastgoedgroep, BPD	Banque de détail nationale, Commerce de gros et rural (WR), Location, Immobilier	32 208	31 131	5 315	1 246
Autres pays de la zone euro	France	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	193	187	65	17
	Belgique	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	37	71	5	1
	Allemagne	DLL, Rabobank, Rabo Vastgoedgroep, BPD	Location, Commerce de gros et rural, promotion immobilière	684	729	-55	-15
	Italie	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	145	220	44	15
	Luxembourg	Rabobank	Commerce de gros et rural	-	-	-	-
	Irlande	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	878	211	107	32
	Finlande	DLL	Location	11	16	3	1
	Autriche	DLL	Location	7	1	2	1
	Portugal	DLL	Location	13	20	1	-
	Espagne	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	85	157	15	4
Reste de l'Europe (pays non membres de la zone euro)	Royaume-Uni	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 472	871	112	30
	Norvège	DLL	Location	73	56	7	2
	Suède	DLL	Location	107	156	2	-3
	Danemark	DLL	Location	41	39	6	2
	Suisse	DLL	Location	10	6	1	1
	Pologne	DLL	Location	42	100	1	-
	Hongrie	DLL	Location	4	16	-	1
	Turquie	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	22	31	15	4
Amérique du Nord	États-Unis	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	8 105	3 096	522	147
	Canada	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	557	335	70	18
Amérique latine	Mexique	DLL	Location	42	72	7	2
	Brésil	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 111	935	65	-1
	Chili	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	95	132	24	5
	Argentine	DLL	Location	9	13	3	1
	Pérou	Rabobank	Commerce de gros et rural	1	7	2	1
Asie	Inde	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	16	119	13	2
	Singapour	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	340	103	28	4
	Chine	Rabobank	Commerce de gros et rural	32	39	5	12
	Hong Kong	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	682	178	36	7
	Corée du Sud	DLL	Location	17	28	2	-
	Émirats arabes unis	DLL	Location	-	-	-	-
Australie	Australie	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	2 370	1 546	247	75
	Nouvelle Zélande	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 171	546	145	40
Autres	Kenya, Ouganda	Rabobank	Commerce de gros et rural	3	23	-	-
	Effets de consolidation		Effets de consolidation	-17 512	-	-	-
				33 071	41 190	6 815	1 652

Au 31 décembre 2023

En millions d'euros

Localisation géographique	Pays	Nom de la division	Type of operations	Chiffre d'affaires	Effectif interne moyen en ETP	Résultat net avant impôt	Impôt sur le résultat
Pays-Bas	Pays-Bas	Rabobank, DLL, Obvion, Rabo Vastgoedgroep, BPD	Banque de détail domestique, Commerce de gros et rural (WR), Location, Immobilier	32 586	29 212	4 653	1 222
Autres pays de la zone euro	France	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	229	189	-29	14
	Belgique	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	40	77	8	1
	Allemagne	DLL, Rabobank, Rabo Vastgoedgroep, BPD	Location, Commerce de gros et rural, promotion immobilière	763	747	-164	-49
	Italie	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	121	205	47	13
	Luxembourg	Rabobank	Commerce de gros et rural	-	-	-	-
	Irlande	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	788	208	106	12
	Finlande	DLL	Location	10	17	2	-
	Autriche	DLL	Location	5	1	1	-
	Portugal	DLL	Location	13	22	2	-
	Espagne	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	76	158	21	-
Reste de l'Europe (pays non membres de la zone euro)	Royaume-Uni	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 615	843	144	36
	Norvège	DLL	Location	59	57	10	2
	Suède	DLL	Location	95	151	4	4
	Danemark	DLL	Location	43	38	4	2
	Suisse	DLL	Location	8	8	1	-
	Russie	DLL	Location	-	1	-	-
	Pologne	DLL	Location	44	97	6	2
	Hongrie	DLL	Location	9	33	2	-
	Turquie	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	12	38	-3	1
Amérique du Nord	États-Unis	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	7 500	3 064	377	105
	Canada	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	485	295	97	25
Amérique latine	Mexique	DLL	Location	38	80	8	3
	Brésil	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 116	922	238	75
	Chili	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	99	135	5	4
	Argentine	DLL	Location	-9	14	-13	-5
	Pérou	Rabobank	Commerce de gros et rural	1	7	-	-
Asie	Inde	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	10	124	5	-1
	Singapour	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	334	113	17	3
	Indonésie	Rabobank	Commerce de gros et rural	-	-	-	-
	Chine	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	23	50	-4	1
	Hong Kong	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	642	182	45	8
	Corée du Sud	DLL	Location	14	27	2	-1
	Émirats arabes unis	DLL	Location	-	-	-	-
Australie	Australie	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	2 105	1 482	195	58
	Nouvelle Zélande	DLL, Rabobank	Location, Commerce de gros et Rural	1 086	531	175	50

Autres	Kenya, Ouganda	Rabobank	Commerce de gros et rural	2	25	-	-
			Effets de consolidation	-18 472	-	-	-
				31 490	39 151	5 962	1 585

Rabobank n'a pas reçu de subventions d'état en 2024 et 2023.

5.3. Informations géographiques relatives aux actifs non courants

<i>En millions d'euros</i>	2024		2023	
	<i>National</i>	<i>Non national</i>	<i>National</i>	<i>Non national</i>
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	581	108	625	112
Immobilisations corporelles et Immeubles de placement	2 224	2 804	1 990	2 689
Autres actifs	4 580	2 115	4 400	2 190
Actifs non courants détenus en vue de la vente	32	110	95	175
Total	7 417	5 137	7 110	5 166

6. Disponibilités

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
<i>Espèces</i>	531	372
Dépôts auprès des banques centrales	84 343	90 167
Total des disponibilités	84 874	90 539

Les réserves minimales moyennes devant être détenues par les Pays-Bas pour le mois de décembre 2024 s'élevaient à 3 528 millions d'euros (décembre 2023 : EUR 3 654 million).

7. Créances sur les établissements de crédit

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Comptes courants et créances recouvrables	7 017	4 920
Opérations de prise en pension et contrats d'emprunt de titres	19 594	21 249
Prêts	309	177
Autres	116	111
Valeur comptable brute des créances sur les établissements de crédit	27 036	26 457
Charges de dépréciation des créances sur les établissements de crédit	-1	-1
Total des créances sur les établissements de crédit	27 035	26 456

8. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Obligations d'état	800	2 470
Autres titres de créances	339	295
Prêts	481	699
Instruments de capitaux propres	120	283
Total	1 740	3 747

9. Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Titres de créance	314	264
Prêts	641	566
Instruments de capitaux propres	2 214	1 943
Total des actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur¹	3 169	2 773

1. Par rapport aux états financiers de 2023, une somme de 259 millions d'euros a été transférée du poste « Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global » vers le poste « Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur ».

10. Instruments financiers dérivés

Rabobank utilise des instruments financiers dérivés pour atténuer, en partie du moins, les risques résultant de ses diverses activités bancaires. Elle utilise, par exemple, des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt résultant du décalage entre les échéances des actifs et des passifs. Un autre exemple est celui des swaps de devises qui servent à couvrir le risque de change auquel la banque est exposée après l'émission de titres de créance en devises étrangères. Outre leur utilisation à des fins de couverture, les instruments financiers dérivés font également l'objet de contrats conclus par la Banque et ses clients afin d'aider ces derniers à gérer leurs risques de taux de change ou de taux d'intérêt.

Les contrats à terme sur devises et les contrats sur taux d'intérêt sont des obligations contractuelles consistant, soit à recevoir ou à payer un montant net calculé sur la base de taux de change ou d'intérêt en vigueur, soit à acheter ou vendre des devises étrangères ou un instrument financier à une date future à un prix fixe déterminé sur un marché financier organisé. Lorsque les garanties des contrats à terme sont fournies sous forme de liquidités, d'équivalents de trésorerie ou de titres négociables et lorsque les variations de la valeur des contrats à terme sont réglées quotidiennement, principalement par l'intermédiaire d'une chambre de compensation avec contrepartie centrale, le risque de crédit est faible. L'exposition au risque de crédit de Rabobank est représentée par le coût potentiel de remplacement des swaps en cas de défaillance des contreparties. Le risque est surveillé en permanence par rapport à la juste valeur actuelle, à une partie du montant notionnel des contrats et à la

liquidité des marchés. Dans le cadre du processus de gestion du risque de crédit, Rabobank utilise les mêmes méthodes d'évaluation des contreparties que pour ses propres activités de crédit.

10.1. Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins de transaction sont ceux qui sont utilisés pour couvrir des risques économiques, sans toutefois être qualifiés d'instruments de couverture ou d'instruments financiers dérivés pour lesquels les entreprises clientes ont conclu avec Rabobank des contrats destinés à couvrir des risques liés aux variations des taux d'intérêt ou de change. L'exposition au risque lié aux instruments dérivés conclus avec des entreprises clientes est normalement couverte en négociant des positions compensées avec une ou plusieurs contreparties professionnelles dans les limites de négociation fixées.

10.2. Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture

Rabobank dispose de divers instruments financiers dérivés destinés à couvrir les risques économiques, notamment les risques de taux d'intérêt et de change, qui peuvent être qualifiés d'instruments de couverture de juste valeur, de couverture de flux de trésorerie ou de couverture d'un investissement net.

Les couvertures de juste valeur

IAS 39 – Couvertures de juste valeur des portefeuilles

Rabobank utilise des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations potentielles de la juste valeur dues aux variations des taux d'intérêt ou de change. Les éléments couverts sont des actifs ou des passifs financiers à revenu fixe libellés en monnaies locales ou en devises étrangères, tels que les prêts hypothécaires, les titres de créance émis et des dépôts à échéance convenue. Rabobank teste l'efficacité de la couverture en s'appuyant sur des méthodes statistiques telles que l'analyse de régression, tant de manière prospective que rétrospective pour les couvertures de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille selon l'IAS 39.

IFRS 9 - Couvertures de juste valeur des actifs hors portefeuille

Rabobank utilise des swaps de taux d'intérêt et des swaps de change pour couvrir les variations potentielles de la juste valeur dues aux variations des taux d'intérêt ou de change. Les éléments couverts sont des actifs ou des passifs financiers à revenu fixe libellés en monnaies locales ou en devises étrangères, tels que les titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global et les titres de créance en devises étrangères. Rabobank analyse les sources d'inefficacité des couvertures de juste valeur des actifs hors portefeuille visées par la norme IFRS 9. La source identifiée d'inefficacité pour les titres de créance émis en devises étrangères est la jambe flottante (hors marge) du swap de taux d'intérêt et de devises. Pour les titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global, la source d'inefficacité est le risque d'écart de taux entre devises. Le ratio de couverture correspond à la valeur notionnelle du titre de créance émis en devise étrangère par rapport à la valeur notionnelle du swap de taux d'intérêt et de devises ou à la valeur notionnelle du titre de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global par rapport à la valeur notionnelle du swap de taux d'intérêt.

Pour les principales devises de Rabobank, le taux fixe moyen des swaps de taux d'intérêt utilisés en comptabilité de couverture de la juste valeur s'établit à 1,88 % (2023 : 1,71 %) pour l'euro et à 2,85 % (2023 : 3,54 %) pour le USD.

Le tableau ci-après indique le montant notionnel des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de juste valeur, répartis en fonction de leur échéance.

Structure des échéances des instruments de couverture dans des couvertures de juste valeur

En millions d'euros	Échéance résiduelle			
	Montant notionnel total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31 décembre 2024				
Instruments de couverture dans des couvertures de juste valeur	172 332	42 089	41 436	88 807
Au 31 décembre 2023				
Instruments de couverture dans des couvertures de juste valeur	176 090	52 709	45 055	78 326

Le tableau ci-après indique la valeur comptable des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de juste valeur ainsi que la variation de juste valeur utilisée pour évaluer l'inefficacité de la couverture. La valeur comptable indiquée dans ce tableau correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés avant compensation des sûretés. Les montants indiqués à la sous-section 10.4 correspondent à la valeur comptable après compensation des sûretés.

Instruments de couverture désignés dans une couverture de juste valeur du risque de taux d'intérêt

En millions d'euros	Valeur comptable des actifs financiers dérivés	Valeur comptable des passifs financiers dérivés	Variation de la juste valeur utilisée pour évaluer l'inefficacité de la couverture
Au 31 décembre 2024			
Couverture des prêts et créances envers la clientèle	7 302	939	-754
Couverture des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	443	359	-45
Couverture des dépôts de la clientèle	1	27	60
Couverture des titres de créance émis	975	1 189	388
Au 31 décembre 2023			
Couverture des prêts et créances envers la clientèle	8 778	1 147	-1 523
Couverture des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	687	154	-436
Couverture des dépôts de la clientèle	-	97	54
Couverture des titres de créance émis	748	1 676	990

L'inefficacité de couverture dans le cadre des couvertures de juste valeur s'élève à moins 24 millions EUR (2023 : moins 3 millions EUR) et est incluse dans le compte de résultat sous la rubrique « Gains/(Pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ». Ces valeurs comptables ne coïncident pas avec celles indiquées à la sous-section 10.4 en raison de l'application des règles de compensation.

Éléments couverts désignés à la juste valeur du risque de taux d'intérêt

En millions d'euros	Valeur comptable	Montant cumulé de l'ajustement de juste valeur lié à la couverture de juste	Variation de la juste valeur utilisée pour évaluer l'inefficacité de la couverture	Montant cumulé des ajustements de juste valeur liés à la couverture restant pour les
---------------------	------------------	---	--	--

		<i>valeur inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert</i>		<i>éléments couverts qui ne font plus l'objet d'ajustements au titre des gains et pertes de couverture</i>
Au 31 décembre 2024				
Prêts et créances envers la clientèle	53 626	-10 079	746	-7 209
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	16 696	-	52	-
Dépôts de la clientèle	1 604	-81	-61	-81
Titres de créance émis	53 883	-1 289	-411	-562
Au 31 décembre 2023				
Prêts et créances envers la clientèle	49 674	-11 378	1 472	-6 674
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	11 239	-	430	-229
Dépôts de la clientèle	3 189	-112	-56	-114
Titres de créance émis	56 698	-1 607	-934	-1 408

Couvertures des flux de trésorerie

Dans le cadre de sa comptabilité de couverture, Rabobank utilise essentiellement deux types de couvertures des flux de trésorerie :

- Couvertures de flux de trésorerie dans lesquelles la marge fixe des titres émis en devise étrangère est couverte par un swap de devises croisé contre les variations des taux de change.
- Les couvertures des actifs et passifs en devises étrangères reposant sur des swaps de devises. Pour ces couvertures, l'ensemble des inadéquations comptables est lié à la réévaluation des swaps de change croisés en réponse aux fluctuations des écarts de base entre devises. Ces réévaluations sont comptabilisées au bilan par le biais des autres éléments du résultat global au poste « Réserve de réévaluation - Coûts de couverture ». En tant que tel, aucun ajustement de couverture de flux de trésorerie n'est comptabilisé.

Rabobank analyse les sources d'inefficacité pour les couvertures de flux de trésorerie conformément à la norme IFRS 9. Les couvertures de flux de trésorerie visées par l'IFRS 9 sont efficaces à 100 %.

Structure des échéances et prix/taux moyens des instruments de couverture de flux de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	<i>Échéance résiduelle</i>			
	<i>Montant notionnel total</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Au 31 décembre 2024				
<i>Swaps de devises (USD/EUR)</i>				
Montants notionnels des instruments de couverture	14 629	5 137	9 122	370
Taux de change moyen (USD/EUR)		1,06	1,07	1,15
<i>Swaps de devises (GBP/EUR)</i>				
Montants notionnels des instruments de couverture	593	207	322	64
Taux de change moyen (GBP/EUR)		Sans objet	0,84	0,85
Swaps de devises (autres devises)				
Montants notionnels des instruments de couverture	6 513	2 507	3 986	20
Au 31 décembre 2023				
<i>Swaps de devises (USD/EUR)</i>				
Montants notionnels des instruments de couverture	9 058	1 399	7 334	325
Taux de change moyen (USD/EUR)		Sans objet	1,08	1,15
<i>Swaps de devises (GBP/EUR)</i>				
Montants notionnels des instruments de couverture	596	-	430	166
Taux de change moyen (GBP/EUR)		Sans objet	0,87	0,84
<i>Swaps de devises (autres devises)</i>				
Montants notionnels des instruments de couverture	4 470	557	3 878	35

Le tableau ci-après indique les valeurs comptables des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de comptabilité de couverture de flux trésorerie ainsi que les variations de juste valeur utilisées pour évaluer l'inefficacité de la couverture.

Couverture de flux de trésorerie - Risque de taux d'intérêt et de devises et instruments de couverture désignés

<i>En millions d'euros</i>	<i>Valeur comptable des actifs financiers dérivés</i>	<i>Valeur comptable des passifs financiers dérivés</i>	<i>Variation de la juste valeur utilisée pour évaluer l'inefficacité de la couverture</i>
Au 31 décembre 2024			
Swaps de taux d'intérêt et de devises (USD/EUR)	21	460	-51
Swaps de taux d'intérêt et de devises (GBP/EUR)	9	17	-21
Swaps de taux d'intérêt et de devises (autres devises)	131	6	1
Total	161	483	-71
Au 31 décembre 2023			
Swaps de taux d'intérêt et de devises (USD/EUR)	170	72	-20
Swaps de taux d'intérêt et de devises (GBP/EUR)	4	10	-1
Swaps de taux d'intérêt et de devises (autres devises)	6	102	1
Total	180	184	-20

Pour les variations de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et pour le montant reclassé de réserve de couverture de flux de trésorerie en résultat, il convient de se reporter à la section 30 « Réserves et reports à nouveau ». L'inefficacité de la couverture est nulle et est comptabilisée dans le compte de résultat en « Gains/(pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Couverture des flux de trésorerie - Risque de taux d'intérêt et de devises et éléments couverts désignés

En millions d'euros	Variation de la juste valeur utilisée pour évaluer l'inefficacité de la couverture	Réserve de couverture de flux de trésorerie pour les couvertures en cours	Réserve de couverture de flux de trésorerie restante provenant de relations de couverture pour lesquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée
Au 31 décembre 2024			
Titres de créance émis	71	-44	-21
Au 31 décembre 2023			
Titres de créance émis	20	-36	-23

Couvertures des investissements nets

Rabobank utilise des contrats à terme sur devises pour couvrir une partie du risque de change lié aux investissements nets dans des entités étrangères.

Structure des échéances et taux moyen des instruments de couverture dans une relation de couverture d'un investissement net

En millions d'euros	Échéance résiduelle au 31 décembre 2024			
	Montant notionnel total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats à terme sur devises				
Montants notionnels des instruments de couverture	6 425	6 425	-	-
	Montant notionnel total	Échéance résiduelle au 31 décembre 2023		
Contrats à terme sur devises				
Montants notionnels des instruments de couverture	4 981	4 981	-	-

Pour les principales devises, les taux de change moyens utilisés dans la comptabilité de couverture des investissements nets pour 2024 sont 1,64 EUR/AUD (2023 : 1,63), 1,79 EUR/NZD (2023 : 1,77) et 5,83 EUR/BRL (2023 : 5,40).

En millions d'euros	Valeur comptable des actifs financiers	Valeur comptable des passifs financiers	Variation de la juste valeur utilisée pour évaluer l'inefficacité de la couverture
Au 31 décembre 2024			
Contrats à terme sur devises	58	35	201
Au 31 décembre 2023			
Contrats à terme sur devises	8	42	37

Pour les variations de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et pour le montant reclassé de réserve de couvertures d'un investissement net en résultat, il convient de se reporter à la section 30 « Réserves et reports à nouveau ». Le montant de l'inefficacité de la couverture est nul et est indiqué dans le compte de résultat au poste « Gains/(pertes) sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Couvertures de l'investissement net contre le risque de conversion de devises – Éléments couverts désignés

En millions d'euros	Variation de la juste valeur utilisée pour évaluer l'inefficacité de la couverture	Réserve de conversion des devises pour les couvertures en cours	Réserve de conversion des devises restante provenant de relations de couverture pour lesquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée
Au 31 décembre 2024			
Investissement net	-201	528	136
Au 31 décembre 2023			
Investissement net	-37	253	136

10.3. Montant notionnel et juste valeur des produits dérivés

Le tableau suivant présente les montants notionnels et les justes valeurs des dérivés tels qu'ils sont présentés dans l'état de la situation financière.

Montant notionnel et juste valeur des produits dérivés

En millions d'euros	Au 31 décembre 2024			Au 31 décembre 2023		
	Montants notionnels	Justes valeurs		Montants notionnels	Justes valeurs	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction	6 448 777	22 663	16 422	6 263 033	21 263	14 543
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	197 892	767	953	192 712	729	891
Total des instruments financiers dérivés	6 646 669	23 430	17 375	6 455 745	21 992	15 434
<i>Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction</i>						
<i>Instruments financiers dérivés en devises</i>						
Swaps de devises	421 267	7 575	8 427	340 992	4 910	5 671
Options sur devises – achetées et vendues	6 656	99	61	5 591	73	76
Contrats à terme négociables sur un marché réglementé	364	2	2	7 335	2	1
Contrats à terme sur devises	732	4	28	781	23	17

Total des instruments financiers dérivés en devises	429 019	7 680	8 518	354 699	5 008	5 765
Instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt						
Swap de taux d'intérêt de gré à gré	5 788 604	13 348	6 723	5 690 983	14 345	7 178
Options sur taux d'intérêt de gré à gré	111 548	748	763	98 110	992	1 010
Swaps de taux d'intérêt sur un marché réglementé	101 651	2	1	100 041	4	1
Total des instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt	6 001 803	14 098	7 487	5 889 134	15 341	8 189
Instruments financiers dérivés de crédit	3 419	56	26	3 035	144	22
Instruments de capitaux propres/produits dérivés sur indices	-	1	-	-	1	-
Autres instruments financiers dérivés	14 536	828	391	16 165	769	567
Total des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction	6 448 777	22 663	16 422	6 263 033	21 263	14 543
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture						
<i>Dérivés désignés comme instruments de couverture dans les couvertures de juste valeur</i>						
Swaps de taux d'intérêt et swaps de taux d'intérêt en devises croisées	172 332	548	456	176 090	541	675
<i>Dérivés désignés comme instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie</i>						
Swaps de devises et swaps de taux d'intérêt en devises croisées	21 734	161	483	14 125	180	184
<i>instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture dans des couvertures d'un investissement net</i>						
Contrats à terme sur devises	3 826	58	14	2 497	8	32
Total des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	197 892	767	953	192 712	729	891

11. Prêts et créances envers la clientèle

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
<i>Prêts consentis à des clients du secteur privé :</i>		
Découverts	10 188	10 328
Prêts hypothécaires	194 734	193 136
Contrats de location-financement	22 271	21 329
Prêts aux entreprises	209 587	197 649
Autres	12 965	14 468
<i>Prêts à des clients gouvernementaux :</i>		
Contrats de location-financement	183	170
Autres	1 164	1 054
<i>Opérations de prise en pension, contrats d'emprunt de titres et comptes de règlement</i>	15 908	15 415
Valeur comptable brute des prêts et créances envers la clientèle	467 000	453 549
Ajustement de la comptabilité de couverture	-10 079	-11 378
Provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle.	-2 436	-2 909
Total des prêts et créances envers la clientèle	454 485	439 262

Contrats de location-financement

Les prêts et créances envers la clientèle englobent également les créances recouvrables provenant de contrats de location-financement qui se répartissent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Créances provenant d'investissements bruts dans des contrats de location-financement n'excédant pas 1 an	8 307	8 000
1 à 2 ans	5 728	5 499
2 à 3 ans	4 183	3 806
3 à 4 ans	2 908	2 524
4 à 5 ans	1 459	2 025
Plus de 5 ans	1 825	1 026
Investissement brut dans des contrats de location-financement	24 410	22 880
Produits financiers différés non acquis provenant de contrats de location-financement	2 226	1 650
Investissement net dans des contrats de location-financement	22 184	21 230
Provisions pour pertes sur prêts de location-financement	270	269
Valeur comptable brut des contrats de location-financement	22 454	21 499
Rentabilité d'un investissement net	1 312	963

Les contrats de location-financement concernent principalement la location d'équipements, de voitures et de produits d'affacturage. Les valeurs résiduelles non garanties revenant au bailleur s'élevaient à 2 697 millions d'euros (2023 : EUR 2 385 million).

12. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Obligations d'état	11 999	7 756
Autres titres de créances	6 707	6 028

Instruments de capitaux propres	117	137
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global¹	18 823	13 921
<i>1. Par rapport aux états financiers de 2023, une somme de 259 millions d'euros a été transférée du poste « Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global » vers le poste « Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur ».</i>		

Les investissements en fonds propres de Rabobank dans des fournisseurs de services financiers étrangers sont évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global lors de la comptabilisation initiale car ces instruments sont détenus à des fins stratégiques plutôt qu'à des fins de vente à court terme.

<i>En millions d'euros</i>	<i>2024</i>	<i>2023</i>
Investissements en fonds propres dans des fournisseurs de services financiers étrangers	81	105
Autres investissements en fonds propres	36	32
Total des instruments de capitaux propres	117	137

Au cours de l'exercice 2024, Rabobank a comptabilisé des dividendes d'un montant de 15 millions d'euros dont zéro million d'euros au titre des investissements en fonds propres décomptabilisés en 2024. Les transferts de plus-values ou moins-values dans les capitaux propres au cours de l'exercice sont présentés à la Section 30 au poste « Réserve de réévaluation - Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global ».

13. Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

<i>En millions d'euros</i>	<i>2024</i>	<i>2023</i>
Solde d'ouverture	1 793	1 679
Écarts de conversion	13	-27
Achats	35	85
Ventes	-68	-70
Part des bénéfices des entreprises associées et des coentreprises	474	298
Dividendes payés (et remboursement du capital)	-77	-13
Réévaluation	-8	-35
Dépréciation des participations dans les entreprises associées	-74	-111
Reprise de dépréciation des participations dans les coentreprises	4	6
Autres	-30	-19
Total des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	2 062	1 793

13.1. Participations dans des entreprises associées

La principale entreprise associée en termes de pourcentage de participation détenu par Rabobank est Achmea.

<i>Au 31 décembre 2024</i>	Participations	Droits de vote
Pays-Bas		
Achmea B.V.	30 %	30 %

Achmea est un partenaire stratégique de Rabobank pour les produits d'assurance et Interpolis, filiale du groupe Achmea, travaille en étroite collaboration avec Rabobank. Le siège social d'Achmea est situé à Zeist, aux Pays-Bas. Aucune cotation sur le marché n'est disponible pour la participation dans Achmea. La participation dans Achmea est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence. Achmea a versé à Rabobank 59 millions de dividendes en numéraire en 2024 (2023 : 0 millions d'euros).

La réévaluation de la participation dans Achmea au 31 décembre 2024 a entraîné un ajustement à la baisse de la valeur comptable de la participation dans Achmea de 72 millions d'euros ; cet ajustement a été comptabilisé au compte de résultat au poste « Dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ». Achmea B.V. fait partie du segment opérationnel « Autres segments ». L'évaluation est basée sur la juste valeur qui est classée en niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur. L'évaluation a été réalisée par un évaluateur externe. Pour déterminer la juste valeur d'Achmea, Rabobank a utilisé une combinaison de méthodes d'évaluation :

- Une méthode d'évaluation des flux de trésorerie en partant de l'hypothèse que la valeur des capitaux propres d'une entreprise est égale à la valeur actualisée des dividendes futurs ou des flux de trésorerie futurs après déduction de l'endettement net de l'entreprise. Le taux d'actualisation utilisé pour les opérations réalisées aux Pays-Bas se situe entre 7,4 % et 10,3 % ; et
- une méthode des comparables qui est une méthode factorielle reposant sur les données financières et de marché d'autres entreprises présentant des caractéristiques comparables. Les données les plus importantes sont :
 - le rapport capitalisation boursière/capitaux propres comptables dérivé d'une analyse de régression des rapports capitalisation boursière/capitaux propres comptables d'entreprises comparables et de leur rendement attendu des capitaux propres. Le rapport capitalisation boursière/capitaux propres comptables le plus important se situe entre 0,4x et 1,1x et ;
 - le coefficient de capitalisation des résultats qui est basé sur la rentabilité de l'exercice en cours et sur les estimations de la rentabilité prévisionnelle à un an et à deux ans des entreprises comparables. Le coefficient de capitalisation des résultats le plus important se situe entre 7,4x et 17,4x

L'évaluation d'Achmea repose sur une pondération à 50/50 des résultats des deux méthodes d'évaluation. La valeur recouvrable de la participation de Rabobank dans Achmea s'élevait à 1 443 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Achmea

<i>En millions d'euros</i>	<i>2024</i>	<i>2023</i>
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	2 131	1 934
Investissements	74 683	69 977
Autres actifs	5 424	5 807
Total des actifs	82 238	77 718

Provisions d'assurance	43 866	44 224
Prêts et fonds empruntés	25 549	20 079
Autres passifs	3 408	4 435
Total des passifs	72 823	68 738
Chiffre d'affaires	28 177	24 825
Résultat net	1 303	814
Autres éléments du résultat global	20	-79
Résultat global	1 323	735

Rapprochement de la valeur comptable de la participation dans Achmea

	2024	2023
Total des capitaux propres d'Achmea	9 410	9 075
Moins : capital hybride	500	1 250
Moins : actions privilégiées et dividendes accumulés	5	26
Capitaux propres des actionnaires	8 905	7 799
Participation de Rabobank	30,16 %	31,14 %
	2 686	2 429
Dépréciation accumulée	-1 243	-1 239
Valeur comptable	1 443	1 190

Résultats d'autres entreprises associées

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Résultat de la poursuite des activités	84	25
Résultat net	84	25
Autres éléments du résultat global	-26	-3
Résultat global	58	22

13.2. Participations dans des coentreprises

Pratiquement toutes les coentreprises sont des investissements de BPD. Leur valeur comptable totale s'élève à 103 millions d'euros (2023 : 109 millions d'euros) Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

BPD conclut souvent des partenariats dans le domaine du développement de zones résidentielles intégrées. Dans la majorité des cas, chaque membre du partenariat dispose d'une voix décisive et les décisions ne peuvent être adoptées que par consensus. La majorité de ces partenariats sont donc considérés comme des « accords de coentreprise ».

Chaque partenariat dispose de sa propre structure juridique en fonction des besoins et des exigences des parties concernées. La forme juridique (structure d'entreprise) généralement utilisée est la structure néerlandaise « CV-BV » (société en commandite – société à responsabilité limitée) ou la structure « VOF » (société en nom collectif) ou une structure comparable. Dans le cas d'une CV-BV, le risque d'un associé est généralement limité au capital émis et les associés n'ont droit qu'aux actifs nets de l'entité. Dans le cas des sociétés en nom collectif (« VOF »), chaque partie assume, en principe, une responsabilité illimitée et dispose, en principe, d'un droit proportionnel aux actifs et aux obligations du passif de l'entité. D'après les formes juridiques existantes, une entreprise CV-BV est considérée comme une « coentreprise », tandis qu'une entreprise VOF est considérée comme une « entreprise commune ». Il convient de noter que les clauses contractuelles et autres faits et circonstances importants peuvent donner lieu à une classification différente.

Étant donné qu'une structure juridique distincte est constituée pour chaque projet, que les projets ont des partenaires participants différents et que les projets individuels ne sont pas d'une taille substantielle, BPD n'a pas conclu d'accords de coentreprise importants en 2024 et 2023.

Résultats des coentreprises

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Résultat net des activités poursuivies	15	13
Résultat net après impôts des activités abandonnées	-	-
Résultat net	15	13
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global	15	13

Passifs éventuels des coentreprises

BPD a conclu avec des tiers (notamment des sous-traitants et des architectes) des accords portant sur des projets immobiliers pour un montant de 50 millions d'euros (2023 : 15 millions d'euros) Les accords qui portent sur des chantiers de construction s'élèvent à 68 millions d'euros (2023 : 70 millions d'euros)

14. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles	Total
Exercice clos au 31 décembre 2024				
Solde d'ouverture	322	250	165	737
Écarts de conversion	-	2	-1	1
Compléments	16	38	22	76
Cessions d'actifs	-	-6	-5	-11
Autres	-	9	-1	8

Amortissements	-	-68	-50	-118
Dépréciations	-	-4	-	-4
Solde de clôture	338	221	130	689
Coût	338	1 399	456	2 193
Cumul des amortissements et des dépréciations	-	-1 178	-326	-1 504
Valeur nette comptable	338	221	130	689
Exercice clos au 31 décembre 2023				
Solde d'ouverture	322	295	230	847
Écarts de conversion	-	-2	-	-2
Compléments	-	38	14	52
Cessions d'actifs	-	-6	-19	-25
Autres	-	9	2	11
Amortissements	-	-80	-61	-141
Dépréciations	-	-4	-1	-5
Solde de clôture	322	250	165	737
Coût	322	1 375	451	2 148
Cumul des amortissements et des dépréciations	-	-1 125	-286	-1 411
Valeur nette comptable	322	250	165	737

Le goodwill restant au 31 décembre 2024 est alloué à l'une des unités génératrices de trésorerie du segment Banque de détail nationale : l'ensemble des agences locales de Rabobank. La valeur recouvrable est basée sur la valeur d'usage. La valeur d'usage est déterminée en utilisant les flux de trésorerie attendus dans un avenir proche en se basant sur des prévisions financières. Étant donné que la valeur recouvrable dépassait largement la valeur comptable, Rabobank en a conclu que le goodwill alloué à cette unité génératrice de trésorerie n'avait pas subi de dépréciation. Rabobank estime qu'une augmentation de 10 % du taux d'actualisation ou une réduction de 10 % des flux de trésorerie futurs représentent le maximum de changements possibles dans les hypothèses clés. De tels changements n'amèneraient pas la valeur comptable à dépasser le montant recouvrable et n'entraîneraient pas de dépréciation. Les dépréciations des logiciels développés en interne et des autres immobilisations incorporelles sont négligeables prises séparément. Le montant total des dépréciations des logiciels développés en interne s'élève à 4 millions d'euros (2023 : 4 millions d'euros)

15. Immobilisations corporelles

15.1 Actifs fixes corporels

En millions d'euros	2024	2023
Terrains et constructions	692	758
Matériels	183	177
Contrats de location opérationnelle	2 954	2 754
Actifs fixes corporels	3 829	3 689
Actifs liés aux droits d'utilisation	282	287
Total des immobilisations corporelles	4 111	3 976

En millions d'euros	Terrains et constructions	Matériels	Contrats de location opérationnelle	Actifs fixes corporels
<i>Exercice clos au 31 décembre 2024</i>				
Solde d'ouverture	758	177	2 754	3 689
Écarts de conversion	1	1	81	83
Achats	57	67	1 449	1 573
Cessions d'actifs	-2	-7	-376	-385
Transferts d'actifs détenus à des fins de vente	-48	-	-139	-187
Transferts des immeubles de placement	-14	-	-	-14
Dépréciations	-8	-2	-	-10
Reprises de dépréciation	13	-	-	13
Amortissements	-64	-58	-	-122
Dépréciation des actifs sous contrat de location opérationnelle	-	-	-753	-753
Autres	-1	5	-62	-58
Solde de clôture au 31 décembre	692	183	2 954	3 829

En millions d'euros	Terrains et constructions	Matériels	Contrats de location opérationnelle	Actifs fixes corporels
Coût	1 747	690	4 932	7 369
Cumul des amortissements et dépréciations	-1 055	-507	-1 978	-3 540
Valeur nette comptable au 31 décembre	692	183	2 954	3 829
<i>Exercice clos au 31 décembre 2023</i>				
Coût	1 960	745	4 842	7 547
Cumul des amortissements et dépréciations	-1 116	-548	-1 919	-3 583
Valeur nette comptable au 1er janvier	844	197	2 923	3 964

Solde d'ouverture	844	197	2 923	3 964
Écarts de conversion	-1	-2	-59	-62
Achats	17	47	1 219	1 283
Cessions d'actifs	-2	-4	-437	-443
Transferts d'actifs détenus à des fins de vente	-65	-	-138	-203
Dépréciations	-25	-1	-	-26
Reprises de dépréciation	27	-	-	27
Amortissements	-57	-61	-	-118
Dépréciation des actifs sous contrat de location opérationnelle	-	-	-829	-829
Autres	20	1	75	96
Solde de clôture au 31 décembre	758	177	2 754	3 689
Coût	1 851	689	4 655	7 195
Cumul des amortissements et dépréciations	-1 093	-512	-1 901	-3 506
Valeur nette comptable au 31 décembre	758	177	2 754	3 689

15.2 Contrats de location en tant que preneur

Rabobank a signé plusieurs contrats de location en tant que preneur, principalement pour des biens utilisés comme bureaux et des voitures pour le personnel. Le bilan consolidé fait apparaître les montants suivants relatifs aux contrats de location :

En millions d'euros	2024	2023
Contrats de location de biens immobiliers	234	242
Contrats de location de voitures	47	44
Autres contrats de location	1	1
Total des actifs liés au droit d'utilisation	282	287
Total des dettes de loyer	335	351

Les actifs liés au droit d'utilisation qui ont été ajoutés au cours de l'exercice 2024 se sont élevés à 29 millions d'euros (2023 : 24 millions d'euros) Le compte de résultat consolidé indique les chiffres suivants en ce qui concerne les contrats de location :

En millions d'euros	2024	2023
Contrats de location de biens immobiliers	63	68
Contrats de location de voitures	22	20
Autres contrats de location	2	1
Charges de dépréciation des actifs liés au droit d'utilisation	87	89
Charges d'intérêts	14	15
Dépenses relatives aux contrats de location à court terme	-	-
Dépenses relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur	-	-
Dépenses relatives aux loyers variables non incluses dans les dettes de loyer	5	4

Le montant total des sorties de fonds pour les contrats de location en 2024 s'est élevé à 57 millions d'euros (2023 : 59 millions d'euros)

15.3 Contrats de location-opérationnelle en tant que bailleur

Rabobank a conclu plusieurs contrats de location opérationnelle en tant que bailleur. Les montants des paiements futurs minimaux à recevoir au titre de contrats de location opérationnelle non résiliables se décomposent comme suit :

En millions d'euros	2024	2023
N'excédant pas 1 an	805	725
1 à 2 ans	603	485
2 à 3 ans	392	298
3 à 4 ans	217	156
4 à 5 ans	106	76
Plus de 5 ans	80	50
Montant total des paiements à recevoir au titre des contrats de location simple	2 203	1 790

16. Immeubles de placement

En millions d'euros	2024	2023
Coût	771	624
Cumul des amortissements et dépréciations	-68	-62
Valeur nette comptable au 1er janvier	703	562
Solde d'ouverture	703	562
Achats	27	35
Ventes	-	-7
Transferts depuis la catégorie projets immobiliers	225	155
Transferts vers la catégorie Terrains et Constructions	14	-
Amortissements	-25	-11
Dépréciations	-37	-3

Reprises de dépréciation	1	-
Autres	9	-28
Solde de clôture au 31 décembre	917	703
Coût	1 066	771
Cumul des amortissements et dépréciations	-149	-68
Valeur nette comptable au 31 décembre	917	703

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 1 091 millions d'euros (2023 : 828 millions d'euros). Les évaluations externes des immeubles de placement ont été effectuées par des tiers dûment habilités conformément aux normes d'évaluation de la RICS ou à d'autres normes équivalentes. Les immeubles de placement sont évalués, pour la détermination de la juste valeur, selon les méthodes convenant le mieux à ces immeubles. Il s'agit notamment de la méthode d'évaluation par actualisation des flux de trésorerie et de la méthode de capitalisation basée sur les rendements initiaux nets de transactions comparables.

Évaluations	2024	2023
Évaluations externes	94 %	52 %
Évaluations internes	6 %	48 %

La plupart des immeubles de placement sont uniques. Il n'y a souvent pas de marché actif pour des biens similaires situés au même endroit et se trouvant dans le même état. L'évaluation des différents types d'immeubles de placement repose sur de nombreux paramètres qui découlent, le plus possible, des contrats en vigueur et des informations du marché. Un certain degré de jugement et d'appréciation est inévitable. Il en résulte que tous les immeubles de placement ont été classés en niveau 3 conformément à la classification de la juste valeur selon l'IFRS 13. Pour déterminer la juste valeur des immeubles de placement, les paramètres utilisés sont les suivants, en fonction du type d'immeuble : loyer actuel et futur au m² attendu sur le marché, taux d'occupation actuel et futur attendu, localisation de l'immeuble, négociabilité de l'immeuble, taux d'actualisation moyen, budget de développement et risque de crédit éventuel.

17. Autres actifs

Autres actifs

En millions d'euros	Note	2024	2023
Créances et charges constatées d'avance		1 692	1 793
Produits de base et reçus d'entrepôts		1 755	1 461
Projets immobiliers		2 478	2 224
Produits à recevoir		340	399
Avantages du personnel		9	5
Autres actifs	27	421	708
Total des autres actifs		6 695	6 590

Projets immobiliers

En millions d'euros	2024	2023
Chantiers de construction	1 839	1 658
Travaux en cours	530	541
Produits finis	109	25
Total des projets immobiliers	2 478	2 224

En 2024, la valeur nette de la réalisation de l'ensemble des opérations foncières et des sites non soumis à un plan de zonage a été calculée et comparée à leur valeur comptable. Il en a résulté un complément de provisions de 18 millions d'euros (complément de 30 millions d'euros en 2023).

Mouvements sur provisions pour projets immobiliers

En millions d'euros	Solde au 1er janvier 2024	Compléments/dégrèvements	Au 31 décembre 2022 chantiers de construction	Solde au 31 décembre 2024
Chantiers de construction	456	39	1	496
Travaux en cours	32	4	18	54
Produits finis	2	8	-	10
Total	490	51	19	560

En millions d'euros	Solde au 1er janvier 2023	Compléments/dégrèvements	Au 31 décembre 2022 chantiers de construction	Au 31 décembre 2023
Chantiers de construction	313	135	8	456
Travaux en cours	33	(1)	-	32
Produits finis	2	-	-	2
Total	348	134	8	490

Travaux en cours

En millions d'euros	2024	2023
Biens immobiliers à usage résidentiel en cours de développement et en construction	978	1 257
Biens immobiliers à usage commercial en cours de développement et en construction	3	1

Paielements facturés d'avance – biens immobiliers à usage résidentiel	-451	-717
Total des travaux en cours	530	541

18. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants détenus en vue de la vente s'élèvent à 142 millions d'euros (2023 : 270 millions d'euros) et comprennent différents types de biens immobiliers dans les segments de la Banque de détail nationale et l'Immobilier pour un montant de 31 millions d'euros (2023 : 36 millions d'euros), ainsi qu'une participation dans le segment de commerce de gros et rural de 110 millions d'euros (2023 : 119 millions d'euros). Les valeurs comptables devraient être recouvrées par le biais d'opérations de vente plutôt que par une utilisation continue.

19. Dépôts des établissements de crédit

En millions d'euros	2024	2023
Dépôts à vue	617	1 316
Dépôts à terme fixe	11 424	14 286
Contrats de rachat	399	178
Autres dépôts des établissements de crédit	7	43
Total des dépôts des établissements de crédit	12 447	15 823

20. Dépôts de la clientèle

En millions d'euros	2024	2023
Comptes courants et dépôts à vue	299 776	295 535
Dépôts à terme	72 469	69 536
Dépôts remboursables avec préavis	39 042	26 210
Contrats de rachat	149	99
Total des dépôts de la clientèle	411 436	391 380

Les dépôts à vue immédiatement convertibles en espèces sur demande ou à la clôture des opérations le jour suivant celui de la demande, sans pénalité ni restriction significative, ont été reclassés et passés de la catégorie « Dépôts remboursables avec préavis » à la catégorie « Comptes courants et dépôts à vue ». Cette modification a été effectuée rétroactivement et la reclassification au 31 décembre 2023 s'élevait à 182 milliards d'euros.

Les instruments non-monétaires des banques centrales qui s'élèvent à 10 milliards d'euros (2023 : 11 milliards d'euros) figurent au poste « Dépôts à terme ».

21. Bons et obligations en circulation

En millions d'euros	2024	2023
Certificats de dépôts	17 880	24 509
Effets commerciaux	10 367	16 214
Obligations émises	32 010	30 757
Obligations garanties	22 782	21 217
Autres titres de créances	33 134	29 822
Total des bons et obligations en circulation	116 173	122 519

22. Passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont principalement des justes valeurs négatives d'instruments financiers dérivés et d'obligations de livraison résultant de la vente à découvert de titres. Les titres sont vendus à découvert pour réaliser des gains sur les fluctuations des cours à court terme. Les titres nécessaires au règlement des ventes à découvert sont acquis au moyen de conventions de prêt et de rachat de titres. La juste valeur des actions et obligations vendues à découvert s'élève à 277 millions d'euros (2023 : 475 millions d'euros).

23. Passifs financiers à la juste valeur

En millions d'euros	2024	2023
Titres de créance émis	1 732	2 038
Dépôts	834	772
Total des passifs financiers à la juste valeur	2 566	2 810

La variation cumulée de juste valeur des passifs financiers à la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre de Rabobank s'élève à 83 millions d'euros (2023 : 69 millions d'euros). La variation de juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre est calculée en déduisant, instrument financier par instrument financier, la juste valeur actuelle du portefeuille de produits structurés à la date de clôture de la juste valeur recalculée sur la base de la courbe de crédit en vigueur au moment de l'émission, toutes les autres composantes tarifaires restant inchangées. Ce calcul tient compte du montant pouvant être attribué à la variation du risque de crédit propre de Rabobank depuis la comptabilisation de ces titres structurés.

Les gains ou pertes cumulés au cours d'une période considérée qui sont transférés dans les capitaux propres lors de la décomptabilisation ainsi que les montants correspondant aux autres éléments du résultat global figurent à la section 30 du tableau des mouvements de la « Réserve de réévaluation - Variations de juste valeur dues au risque de crédit propre sur instruments financiers à la juste valeur ».

La valeur comptable des titres de créance émis et des dépôts désignés à la juste valeur s'élève à 426 millions d'euros (2023 : 555 millions d'euros), soit une somme inférieure à celle que Rabobank doit rembourser, aux termes de contrats, aux porteurs de titres de créance.

24. Autres dettes

En millions d'euros	Note	2024	2023
---------------------	------	------	------

Sommes à payer		5 099	4 878
Dettes de loyer		335	351
Avantages du personnel	27	223	241
Autres		45	55
Total des autres dettes		5 702	5 525

25. Provisions

En millions d'euros	Note	2024	2023
Provisions pour restructuration		105	34
Provisions pour contentieux		77	105
charges de dépréciation sur les engagements de prêt et les garanties financières	4,3.4	161	178
Autres provisions		251	295
Total des provisions		594	612

En millions d'euros	Provisions pour restructuration	Provisions pour contentieux	Autres provisions	Total
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2024	34	105	295	434
Compléments	102	32	16	150
Retraits	-19	-39	-52	-110
Reprises de provisions	-12	-21	-8	-41
Solde de clôture au 31 décembre 2024	105	77	251	433
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2023	83	404	266	753
Compléments	17	31	221	269
Retraits	-29	-139	-130	-298
Reprises de provisions	-37	-191	-62	-290
Solde de clôture au 31 décembre 2023	34	105	295	434

Pour de plus amples informations sur les compléments de provisions pour contentieux et d'autres provisions, veuillez-vous reporter à la sous-section 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrage ».

Échéances de provisions

En millions d'euros	2024	2023
N'excédant pas 1 an	399	271
Plus d'un an mais moins de 5 ans	174	322
Plus de 5 ans	21	19
Total	594	612

26. Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable en tenant compte de toutes les différences temporelles. Les actifs d'impôts différés comptabilisés au titre des reports à nouveau des pertes fiscales et des différences temporelles déductibles ne peuvent être utilisés que si des bénéfices imposables sont réalisés à l'avenir. Au 31 décembre 2024, Rabobank prévoit que des bénéfices imposables suffisants seront générés au cours des périodes applicables. Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des pertes fiscales non utilisées d'un montant total de 121 millions d'euros (2023 : 245 millions d'euros) dont 121 millions d'euros (2023 : 146 millions d'euros) sont liés à des pertes fiscales reportables en avant sans limitation de durée. Le montant des pertes fiscales non utilisées s'élève à 35 millions d'euros (2023 : 53 millions d'euros).

Le montant de l'impôt sur le revenu comptabilisé en tant qu'impôt différé se rapportant aux composantes des autres éléments du résultat global est indiqué dans le tableau suivant. L'impôt courant exigible au titre des opérations en devises converties en euro réalisées par les succursales et les sociétés du groupe et des instruments de couverture correspondants, comptabilisés en autres éléments du résultat, s'élève au 31 décembre 2024 à 85 millions d'euros (2023 : 55 millions d'euros de passifs d'impôt courant).

En millions d'euros	Actifs d'impôts différés	Passifs d'impôts différés	Charges d'impôts différés	Impôts sur les autres éléments du résultat global
Au 31 décembre 2024				
Retraites et autres avantages des salariés postérieurs à l'emploi	22	1	-3	-
Provisions pour dépréciation des actifs financiers	280	-61	-136	-
Provisions	41	-2	-20	-
Comptabilité de couverture	273	35	28	-
Pertes reportables	164	-6	-21	-
Crédits d'impôt	1	-1	5	-
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	8	-	-	-
Réserve de réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	47	-3	-	-9
Réserve de réévaluation – Couverture de flux de trésorerie	20	-2	-	-20
Réserve de réévaluation – Coûts de couverture	-84	-	-	44
Réserve de réévaluation – Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur	24	2	-	-3

Immobilisations corporelles, y compris les contrats de location opérationnelle	93	243	104	-
Autres différences temporelles	44	6	25	-
Total	933	212	-18	12

En millions d'euros	Actifs d'impôts différés	Passifs d'impôts différés	Charges d'impôts différés	impôts sur les autres éléments du résultat global
Au 31 décembre 2023				
Retraites et autres avantages des salariés postérieurs à l'emploi	21	1	-7	-2
Provisions pour dépréciation des actifs financiers	189	-27	-92	-
Provisions	23	-3	4	-
Comptabilité de couverture	293	32	34	-
Pertes reportables	138	-3	21	-
Crédits d'impôt	4	-3	-2	-
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Réserve de réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	42	1	-0	-4
Réserve de réévaluation – Couverture de flux de trésorerie	21	-	-3	-12
Réserve de réévaluation – Coûts de couverture	-40	-	-	4
Réserve de réévaluation – Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur	22	4	-	3
Immobilisations corporelles, y compris les contrats de location opérationnelle	152	203	-33	-
Autres différences temporelles	59	-8	-34	-
Total	923	198	-113	-10

27. Avantages du personnel

En millions d'euros	2024	2023
Avantages du personnel - actif	-9	-5
Avantages du personnel - passif	223	241
Total des avantages du personnel	214	236
Régimes de retraite	17	27
Autres avantages du personnel	197	209
Total des avantages du personnel	214	236

27.1 Régimes de retraite

Rabobank a constitué son régime de retraite néerlandais auprès de Rabobank Pension Fund. Il s'agit d'un régime de retraite à prestations définies selon l'IAS 19, basé sur un âge de départ à la retraite fixé à 68 ans, sur des cotisations patronales à la retraite au taux forfaitaire de 27 % et sur des cotisations salariales de 5,5 %. Les primes de risque et les frais administratifs sont payés séparément par l'employeur. Les frais de versement sont déduits du capital de prévoyance accumulé par la banque. Rabobank s'acquitte de toutes ses obligations en matière de retraite en versant la prime annuelle de retraite. Rabobank n'a donc plus d'engagements financiers au titre des années d'affiliation sous-jacentes et des droits à la retraite déjà acquis.

Au 31 décembre 2024, il n'existait qu'un petit nombre de régimes de retraite qualifiés de régimes à prestations définies. Il s'agit de régimes de retraite basés sur la moyenne des salaires perçus par un salarié au cours de sa carrière professionnelle ; ils sont gérés par un fonds ou un autre établissement qui doit verser une rémunération aux employés à la retraite sous forme principalement de retraite annuelle. Les cotisations annuelles sont versées aux fonds à un taux permettant de financer de manière adéquate les charges à payer au titre des régimes calculés conformément aux exigences légales locales. Les actifs liés aux régimes gérés par un fonds sont détenus indépendamment des actifs de Rabobank dans des fonds distincts gérés par des agents fiduciaires. Les engagements sont évalués chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode prévue par les IFRS. Les évaluations actuarielles les plus récentes ont été faites fin 2024. Les tableaux ci-après qui concernent les moyennes pondérées des principales hypothèses actuarielles, l'analyse de sensibilité et les paiements des cotisations futures se rapportent au régime de retraite de Friesland Bank car il s'agit du régime de retraite le plus important en termes d'actifs du régime et d'obligations au titre de prestations définies.

En millions d'euros	2024	2023
Obligation au titre de prestations définies	342	340
Juste Valeur des actifs du régime de retraite	325	313
Obligation nette au titre de prestations définies	17	27

Mouvements des actifs et passifs du régime de retraite :

En millions d'euros	2024	2023
Obligation au titre de prestations définies		
Solde d'ouverture	340	357
Variations des taux de change	7	2
Charges d'intérêts	13	12
Prestations versées	-18	-15
Autres	1	-2
Ajustements liés à l'expérience	-4	3

Écarts actuariels résultant des changements apportés aux hypothèses démographiques	-	-1
Écarts actuariels résultant des changements apportés aux hypothèses financières	3	-16
Obligation au titre de prestations définies au 31 décembre	342	340
<i>Juste Valeur des actifs du régime de retraite</i>		
Solde d'ouverture	313	327
Variations des taux de change	5	2
Produits d'intérêts	12	12
Cotisations payées par l'employeur	12	8
Prestations versées	-17	-14
Autres	1	1
Ajustements liés à l'expérience	-6	-2
Réévaluations résultant des changements apportés aux hypothèses financières relatives aux actifs du régime de retraite	5	-21
Juste valeur des actifs du régime de retraite au 31 décembre	325	313

Les coûts comptabilisés au compte de résultat sont présentés dans le tableau ci-après.

En millions d'euros	2024	2023
Charges d'intérêts sur les passifs	13	12
Produits d'intérêts sur les actifs du régime de retraite	-12	-12
Pertes/(gains) sur les restrictions, règlements et coûts	-	1
Total des coûts des régimes de retraite à prestations définies	1	1

Principales hypothèses actuarielles.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies sont le taux d'actualisation, les augmentations de salaire et l'inflation. Des tables de mortalité récentes ont également été utilisées pour évaluer les différents régimes. Les moyennes pondérées des hypothèses financières actuarielles sont indiquées dans le tableau ci-dessous (en % par an).

	2024	2023
Taux d'actualisation	3,2 %	3,7 %
Augmentations de salaires	2,0 %	2,6 %
Inflation	2,0 %	2,6 %

Analyse de sensibilité

Rabobank est exposée à des risques liés à ses régimes à prestations définies en raison des hypothèses présentées dans le tableau ci-dessous. L'analyse de sensibilité des hypothèses les plus importantes a été effectuée en fonction des changements, raisonnablement possibles, apportés aux hypothèses à la fin de la période de reporting.

En millions d'euros	Changements apportés aux hypothèses	Effet sur les régimes à prestations définies		Effet sur les régimes à prestations définies	
		Obligation d'augmentation		Obligation de diminution	
		2024	2023	2024	2023
Taux d'actualisation	0,25 %	-7	-7	7	7
Augmentations de salaires	0,25 %	-	-	-	-
Inflation	0,25 %	-	-	-	-
Mortalité	1 an	8	-3	-8	-17

Contribution estimée

Les contributions estimées aux régimes de retraite à prestations définies pour 2025 sont estimées à près de zéro million (2024 : 10 millions d'euros)

Duration moyenne

La durée moyenne du régime à prestations définies de Friesland Bank est de 12 ans (2023 : 12 ans).

27.2 Autres avantages du personnel

Les autres avantages du personnel comprennent essentiellement les provisions pour indemnités de fin de contrat et l'enveloppe allouée aux employés pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

28. Dettes subordonnées

En millions d'euros	2024	2023
Émises par Rabobank	8 498	8 817
Total des dettes subordonnées	8 498	8 817

Les détails des dettes subordonnées émises sont présentés dans le tableau ci-après :

Dettes subordonnées émises par Rabobank

En millions d'euros

Élément notionnel	Devise	Coupon	Année d'émission	Année d'échéance
90	AUD	5454 %	2022	2037

60	AUD	5,00 %	2022	2037
750	EUR	3,875 %	2022	2032, date de remboursement anticipé optionnel en 2027
1 500	USD	3,75 %	2016	2026
1 500	USD	4,375 %	2015	2025
1 250	USD	5,25 %	2015	2045
1 000	GBP	4,625 %	2014	2029
1 250	USD	5,75 %	2013	2043
500	GBP	5,25 %	2012	2027
10	EUR	4,21 %	2005	2025
7 000	JPY	1,23 %	2022	2034, date de remboursement anticipé optionnel en 2029
300	AUD	7,07 %	2022	2032, date de remboursement anticipé optionnel en 2027
200	AUD	7,35 %	2022	2032, date de remboursement anticipé optionnel en 2027
20 000	JPY	1,55 %	2023	2033, date de remboursement anticipé optionnel en 2028

29. Passifs éventuels

Passifs éventuels de crédit

Rabobank conclut des contrats de prêt irrévocables et supporte des passifs éventuels constitués de garanties financières et de lettres de crédit standby pour le compte de ses clients. En vertu de ces contrats, Rabobank est tenue d'exécuter une obligation contractuelle ou d'effectuer des paiements au bénéficiaire en cas de non-respect par un tiers de ses obligations. Le tableau ci-après indique le montant de l'utilisation potentielle maximale des passifs éventuels liés au crédit.

En millions d'euros	2024	2023
Garanties financières	6 054	4 551
Engagements de prêt	62 204	59 936
Autres engagements	25 234	22 746
Passifs éventuels de crédit	93 492	87 233

Passifs éventuels résultant de litiges

Rabobank est partie à plusieurs procédures judiciaires et d'arbitrage engagées aux Pays-Bas et dans d'autres pays, en raison de plaintes déposées par le groupe Rabobank ou à son encontre en rapport avec ses activités. Pour de plus amples informations, prière de se reporter à la sous-section 4.9 « Procédures judiciaires et d'arbitrage ».

Engagement de paiement irrévocable (EPI) au titre du Fonds de résolution unique

Au titre de la contribution au Fonds de résolution unique, Rabobank a choisi, au cours des exercices précédents, la possibilité de s'acquitter d'une partie de ses obligations de paiement par l'intermédiaire d'un engagement de paiement irrévocable. Rabobank a présenté cet engagement de paiement irrévocable comme un passif éventuel d'un montant nominal de 270 millions d'euros (2023 : 270 millions d'euros). Rabobank a fourni une garantie en espèces liée à l'EPI qui est classée en tant qu'un actif financier évalué au coût amorti.

Autres passifs éventuels.

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition, la construction, aux travaux en cours et aux immeubles de placement s'élèvent à 1 172 millions d'euros (2023 : 1 037 millions d'euros).

30. Réserves et Reports à nouveau

En millions d'euros	2024	2023
Réserves pour écarts de conversion	-609	-938
Réserve de réévaluation - Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-265	-188
Réserve de réévaluation - Couverture de flux de trésorerie	-64	-59
Réserve de réévaluation - Coûts de couverture	242	116
Réserve de réévaluation - Retraites	-69	-75
Réserve de réévaluation - Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur	-62	-52
Reports à nouveau	41 769	37 438
Total des réserves et reports à nouveau à la fin de l'exercice	40 942	36 242

Les changements apportés aux réserves sont les suivants :

En millions d'euros	2024	2023
<i>Réserves pour écarts de conversion</i>		
Solde d'ouverture	-938	-624
Opérations de conversion de devises	116	-330
Changements apportés aux instruments de couverture	201	37
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	12	-3
Transferts au compte de résultat	-	-18
Solde de clôture	-609	-938
<i>Réserves de réévaluation - Titres de créance à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat</i>		

<i>global</i>		
Solde d'ouverture	-81	-81
Écarts de conversion	-1	4
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	2	-6
Variations de juste valeur	-92	-
Transferts au compte de résultat	71	2
Solde de clôture	-101	-81

En millions d'Euros	2024	2023
<i>Réserves de réévaluation - Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global</i>		
Solde d'ouverture	-107	-96
Écarts de conversion	-	-
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	-25	-9
Variations de juste valeur	-32	-2
Solde de clôture	-164	-107
<i>Réserve de réévaluation – Couverture de flux de trésorerie</i>		
Solde d'ouverture	-59	-22
Écarts de conversion	53	-5
Variations de juste valeur	-60	-34
Transferts au compte de résultat	2	2
Solde de clôture	-64	-59
<i>Réserve de réévaluation – Coûts de couverture</i>		
Solde d'ouverture	116	103
Écarts de conversion	-1	1
Variations de juste valeur	129	13
Transferts au compte de résultat	-2	-1
Solde de clôture	242	116
<i>Réserve de réévaluation – Retraites</i>		
Solde d'ouverture	-75	-54
Écarts de conversion	-1	1
Changements dans les entreprises associées et les coentreprises	3	-17
Revalorisation des régimes à prestations définies	4	-5
Solde de clôture	-69	-75
<i>Réserve de réévaluation – Variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre sur les passifs financiers à la juste valeur</i>		
Solde d'ouverture	-52	-62
Variations de juste valeur	-12	10
Réalisation d'une décomptabilisation	2	-
Solde de clôture	-62	-52
<i>Reports à nouveau</i>		
Solde d'ouverture	37 438	33 865
Résultat net	5 098	4 287
Paiements sur les instruments de capitaux propres	-667	-712
Rachat de Certificats Rabobank	-85	-
Autres	-15	-2
Solde de clôture	41 769	37 438
Total des réserves et reports à nouveau	40 942	36 242

31. Certificats Rabobank

Les Certificats Rabobank correspondent à des droits de participation accordés par Rabobank par l'intermédiaire de la fondation Stichting Administratie Kantoor Rabobank Certificaten (AK Foundation) ; ils font partie des fonds propres de base Tier 1 de Rabobank. Les Certificats Rabobank sont cotés sur Euronext Amsterdam. Le nombre total de certificats, y compris ceux détenus par Rabobank, est de 3 13 005 461 (au 31 décembre 2023 : 3 13 005 461) d'une valeur nominale de 25 EUR chacun, soit un total de 7 825 millions EUR (au 31 décembre 2023 : 7 825 millions d'euros). La politique de paiement actuelle de Rabobank est conforme aux Règles relatives aux participations émises par Rabobank (et par l'intermédiaire d'AK Foundation pour les Certificats Rabobank) ; elle peut être consultée sur le site Internet de Rabobank.

En 2024, Rabobank a proposé aux porteurs de certificats Rabobank en circulation de les leur échanger contre des espèces. Rabobank a accepté de racheter 36 652 880 certificats Rabobank pour une valeur nominale totale de 916 millions EUR. Le prix d'achat total, comprenant la prime, les frais et les distributions futures potentielles, s'est élevé à 1 001 millions d'euros ; il a été payé en mai 2024. Veuillez également consulter l'état consolidé des variations des capitaux propres.

Le montant versé en espèces par certificat en 2024 était de 1,625 euros. Les montants indiqués dans le tableau ci-dessous sont basés sur la valeur nominale de 25 euros par Certificat Rabobank. Les flux de trésorerie résultant des changements survenus au cours de l'année dans les Certificats Rabobank sont inclus dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

En millions d'euros	2024	2023
Variations au cours de l'exercice :		
Solde d'ouverture	7 825	7 825
Rachat de Certificats Rabobank	-916	-

Solde de clôture	6 909	7 825
------------------	-------	-------

32. Titres de capital

Tous les Titres de capital émis par Rabobank sont perpétuels et n'ont pas de date d'expiration. La répartition discrétionnaire des Titres de capital par émission est la suivante :

Émission d'un montant de 750 millions d'euros

Le taux du coupon est de 3,10 % par an et sera payé à terme échu tous les six mois à compter de la date d'émission (21 avril 2021), le premier paiement étant fixé au 29 juin 2021. Ces titres de capital sont perpétuels et pourront être remboursés par anticipation à partir du 29 juin 2028. Dès le 29 décembre 2028 et sous réserve que les titres de capital n'aient pas été remboursés par anticipation, la distribution sera fixée pour une période de cinq ans, mais sans majoration, sur la base du taux swap 5 ans + 3,234 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

Émission de 1 000 millions EUR

Le taux du coupon est de 4,625 % par an et sera payé à terme échu tous les six mois à compter de la date d'émission (11 septembre 2018), le premier paiement étant fixé au 29 décembre 2018. Ces titres de capital sont perpétuels et pourront être remboursés par anticipation à partir du 29 décembre 2025. Dès le 29 décembre 2025, et sous réserve que les titres de capital n'aient pas été remboursés par anticipation, la distribution sera fixée pour une période de cinq ans, mais sans majoration, sur la base du taux swap 5 ans + 4,098 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

Émission de 1 250 millions EUR

Le taux du coupon est de 3,25 % par an et sera payé à terme échu tous les six mois à compter de la date d'émission (9 septembre 2019), le premier paiement étant fixé au 29 décembre 2019. Ces titres de capital sont perpétuels et pourront être remboursés par anticipation à partir du 29 décembre 2026. Dès le 29 décembre 2026, et sous réserve que les titres de capital n'aient pas été remboursés par anticipation, la distribution sera fixée pour une période de cinq ans, mais sans majoration, sur la base du taux swap 5 ans + 3,702 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

Émission de 1 000 millions EUR

Le taux du coupon est de 4,375 % par an et sera payé à terme échu tous les six mois à compter de la date d'émission (14 juillet 2020), le premier paiement étant fixé au 29 décembre 2020. Ces titres de capital sont perpétuels et pourront être remboursés par anticipation à partir du 29 juin 2027. Dès le 29 décembre 2027, et sous réserve que les titres de capital n'aient pas été remboursés par anticipation, la distribution sera fixée pour une période de cinq ans, mais sans majoration, sur la base du taux swap 5 ans + 4,679 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

Émission de 1 000 millions EUR

Le taux du coupon est de 4,875 % par an et sera payé à terme échu tous les six mois à compter de la date d'émission (6 avril 2022), le premier paiement étant fixé au 29 juin 2022. Ces titres de capital sont perpétuels et pourront être remboursés par anticipation à partir du 29 juin 2029. Dès le 29 décembre 2029, et sous réserve que les titres de capital n'aient pas été remboursés par anticipation, la distribution sera fixée pour une période de cinq ans, mais sans majoration, sur la base du taux swap 5 ans + 3,717 %. Le coupon est entièrement discrétionnaire.

33. Participations ne donnant pas le contrôle

Ce poste concerne les participations ne donnant pas le contrôle de filiales de Rabobank.

En millions d'euros	2024	2023
Solde d'ouverture	599	533
Résultat net	65	90
Variations des taux de change	-1	-6
Entités ayant fait l'objet de consolidation/entités déconsolidées	5	18
Dividendes	-43	-36
Autres	-4	-
Solde de clôture	621	599

Les filiales de Rabobank détenant le plus grand nombre de participations ne donnant pas le contrôle sont AGCO Finance SAS et AGCO Finance LLC. Les deux entités sont comptabilisées dans le segment Location.

AGCO Finance SAS est basée à Beauvais, en France ; Rabobank détient 51 % de son capital social et des droits de vote. Les participations ne donnant pas le contrôle de cette entité s'élèvent à 160 millions d'euros (2023 : 142 millions d'euros) Les données financières de l'entité sont les suivantes :

AGCO Finance SAS

En millions d'euros	2024	2023
Chiffre d'affaires	70	61
Résultat net	37	33
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global	37	33
Bénéfices attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	18	16
Dividendes payés pour les participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Actifs financiers	2 612	2 315
Autres actifs	57	43
Passifs financiers	2 243	1 951
Autres passifs	99	117

AGCO Finance LLC est basée à Johnston, aux États-Unis ; Rabobank détient 51 % de son capital social et des droits de vote. Les participations ne donnant pas le contrôle de cette entité s'élèvent à 117 millions d'euros (2023 : 91 millions d'euros) Les données financières de l'entité sont les suivantes :

AGCO Finance LLC

En millions d'euros	2024	2023
Chiffre d'affaires	86	91
Résultat net	53	54
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global	53	54
Bénéfices attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	26	26
Dividendes payés pour les participations ne donnant pas le contrôle	7	19
Actifs financiers	3 727	3 318
Autres actifs	25	42
Passifs financiers	3 326	2 943
Autres passifs	188	231

34. Variation des passifs résultant des activités de financement

En millions d'euros	Bons et obligations en circulation	Dettes subordonnées	Total
Exercice clos au 31 décembre 2024			
Solde d'ouverture	122 519	8 817	131 336
Variations résultant des flux de trésorerie de financement	-9 742	-703	-10 445
effets des variations des taux de change	2 538	377	2 915
Autres variations non financières	858	7	865
Solde de clôture	116 173	8 498	124 671
Exercice clos au 31 décembre 2023			
Solde d'ouverture	112 307	10 096	122 403
Variations résultant des flux de trésorerie de financement	10 279	-1 050	9 229
Effets des variations des taux de change	-1 479	-224	-1 703
Autres variations non financières	1 412	-5	1 407
Solde de clôture	122 519	8 817	131 336

35. Produits d'intérêts nets

En millions d'euros	2024	2023
<i>Produits d'intérêts</i>		
Disponibilités	3 983	5 319
Créances sur les établissements de crédit	1 120	734
Prêts et créances envers la clientèle	21 494	19 036
Instruments financiers dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture à la juste valeur/(dépendances)	-421	26
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	538	394
Produits d'intérêts provenant d'actifs financiers calculés d'après la méthode des intérêts effectifs	26 714	25 509
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	137	131
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	18	34
Autres	127	129
Autres produits d'intérêts	282	294
Total des produits d'intérêts	26 996	25 803
<i>Charges d'intérêts</i>		
Dépôts des établissements de crédit	900	1 039
Dépôts de la clientèle	8 840	7 601
Bons et obligations en circulation	4 837	4 532
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	37	61
Instruments financiers dérivés détenus en tant qu'éléments de couverture économique (revenus)/dépendances	-345	306
Passifs financiers à la juste valeur	79	98
Dettes subordonnées	405	446
Autre2	182	8
Total des charges d'intérêts	14 935	14 091
Revenu net	12 061	11 712

1. Dans les états financiers de 2023, une somme de 23 millions d'euros a été transférée du poste « Produits d'intérêts sur actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global » au poste « Produits d'intérêts sur actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur ».

2. Rabobanka a modifié le taux d'intérêt des prêts hypothécaires accordés pour les travaux de rénovation énergétique des futurs logements classés A. Cette modification des taux a entraîné une perte de 212 millions d'euros comptabilisée au poste « Autres ».

Les intérêts capitalisés attribuables aux actifs éligibles se sont élevés à 14 millions EUR (2023 : 16 millions d'euros) Le taux d'intérêt moyen appliqué pour déterminer les charges d'intérêts à capitaliser se situait entre 2 % et 7 % (2023 : 2 % et 6 %). Les produits d'intérêts sur les actifs financiers dépréciés se sont élevés à 572 millions d'euros (2023 : 491 millions d'euros)

36. Honoraires et commissions nets

En millions d'euros	2024	2023
<i>Honoraires et commissions (produits)</i>		
Services de paiement	1 062	1 011
Prêts	441	364
Achats et ventes d'autres actifs financiers et frais de gestion	382	323
Commissions d'assurance	455	426
Honoraires liés aux locations	40	36
Autres commissions perçues	284	272
Total des honoraires et commissions perçus	2 664	2 432
<i>Honoraires et commissions (charges)</i>		
Services de paiement	254	227
Achats et ventes d'autres actifs financiers et frais de gestion	60	61
Droits de garde et services liés aux valeurs mobilières	13	9
Autres charges de commission	35	44
Total des honoraires payés et des charges de commission	362	341
Honoraires et commissions nets perçus	2 302	2 091

37. Résultat net des autres activités opérationnelles

En millions d'euros	2024	2023
Produits des activités immobilières	962	778
Charges des activités immobilières	818	797
Résultat net des activités immobilières	144	-19
Produits des activités de location opérationnelle	1 061	1 139
Charges des activités de location opérationnelle	754	831
Résultat net des activités de location opérationnelle	307	308
Produits des immeubles de placement	45	38
Charges des immeubles de placement	72	25
Résultat net des immeubles de placement	-27	13
Résultat net des autres activités opérationnelles	424	302

Les revenus locatifs liés à des loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux s'élèvent à 104 millions d'euro (2023 : 185 millions d'euros) Toutes les dépenses afférentes aux immeubles de placement se rapportent à des biens immobiliers loués.

38. Revenus provenant des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

En millions d'euros	2024	2023
Quote-part des participations de Rabobank dans des entreprises associées et des coentreprises	474	298
Participations cédées dans des entreprises associées et des coentreprises	-10	-
Revenus des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	464	298

39. Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat

En millions d'euros	2024	2023
Gains/ (pertes) sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction et sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction	687	621
Gains/ (pertes) sur les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le résultat	100	166
Gains/ (pertes) sur les passifs financiers à la juste valeur et sur les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt de ces passifs financiers	-9	26
Total des gains/ (pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	778	813

Les gains/(pertes) sur les passifs financiers à la juste valeur et les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt de ces passifs financiers sont principalement liés aux variations de juste valeur du portefeuille de produits structurés attribuables aux variations i) des taux d'intérêt du marché et ii) aux profits du premier jour directement comptabilisés au compte de résultat pour un montant de 3 millions d'euros (2023 : 1 million d'euros) Les résultats liés aux variations de juste valeur des produits structurés dues aux variations des taux d'intérêt du marché sont largement compensés par les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir ce risque de taux d'intérêt.

En millions d'euros	2024	2023
Gains/ (pertes) sur les instruments de taux	206	231
Gains/ (pertes) sur les instruments de capitaux propres	18	110
Gains/ (pertes) de change	317	394
Gains/ (pertes) sur devises étrangères	-33	-39
Autres	270	117
Gains/(pertes) sur les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat	778	813

40. Autres revenus

En millions d'euros	2024	2023
---------------------	------	------

Gains/ (pertes) résultant de la décomptabilisation des passifs financiers au coût amorti	10	6
Résultat des ventes de sociétés du groupe	-	3
Autres	171	162
Autres revenus	181	171

41. Frais de personnel

En millions d'euros	2024	2023
Salaires et rémunérations	3 714	3 368
Cotisations de sécurité sociale et primes d'assurance	412	379
Coûts des retraites – régime à cotisations définies	516	458
Coûts des retraites – régime de retraite à cotisations	1	1
Frais de formation et de voyage	163	163
Compléments/ (reprises) d'autres provisions pour avantages postérieurs à l'emploi	44	139
Autres frais de personnel	1 315	1 350
Frais de personnel	6 165	5 858

Exprimé en ETP, le nombre des employés internes et externes de Rabobank s'élevait à 49 272 (2023 : 49 132).

Rabobank dispose d'une Politique de Rémunération de Groupe, mise à jour régulièrement, qui tient compte des dispositions du droit néerlandais sur les politiques de rémunération des sociétés financières. Dans la mesure où les salariés néerlandais ont toujours droit à une rémunération variable, celle-ci ne dépasse jamais 20 % en moyenne de la rémunération fixe. En dehors des Pays-Bas, la rémunération variable n'excède jamais 100 % de la rémunération fixe. Dans la mesure où des collaborateurs identifiés (collaborateurs pouvant avoir une influence significative sur le profil de risque du Groupe Rabobank) ont droit à une rémunération variable, celle-ci est attribuée pour une période donnée afin que les risques liés aux activités sous-jacentes soient pris en compte de manière adéquate. Une part importante de la rémunération variable fait l'objet d'un versement différé ; 40 % de la rémunération variable sont versés de manière différée. Si la rémunération variable totale dépasse 500 000 EUR, 60 % de cette rémunération variable est différée. La part directe de la rémunération variable est inconditionnelle, tandis que la part différée est conditionnelle. Un quart de la part différée devient inconditionnel chaque année (également appelé « acquisition des droits à la retraite »). Pour les cadres supérieurs, la part variable directe et donc inconditionnelle est de 40 %, tandis que la part variable différée est de 60 %. Un cinquième de la part variable différée devient inconditionnel chaque année (acquisition en cours des droits). Rabobank se doit, entre autres, de déterminer si une réduction significative de la performance financière a eu lieu ou si un changement important dans la gestion des risques est survenu au sein de Rabobank ou d'une unité commerciale et si cela implique d'envisager sous un autre angle les circonstances dans lesquelles la rémunération variable a été accordée. En principe, le droit à percevoir une rémunération allouée à titre conditionnel prend fin lorsque le salarié quitte son emploi. 50 % de la part variable directe et de la part variable différée de la rémunération sont alloués en espèces. La composante en espèces de la part variable directe est attribuée immédiatement. La composante en espèces de la part différée n'est attribuée aux salariés qu'après l'acquisition des droits (après une période de quatre ou cinq ans). 50 % de la part variable directe et de la part variable différée de la rémunération sont alloués sous la forme d'instruments (composante en instruments), à savoir la Note de rémunération différée (NRD). La composante en instruments de la part directe est attribuée immédiatement. La composante en instruments de la part différée n'est attribuée aux salariés qu'après l'acquisition des droits (après une période de quatre ou cinq ans).

La valeur de la NRD est directement liée au prix d'un Certificat Rabobank (CR) coté sur Euronext Amsterdam. La composante en instruments est convertie en NRD au moment de l'attribution à la fin de l'année de performance. Le nombre de NRD est déterminé sur la base des taux de clôture des Certificats Rabobank, négociés sur Euronext Amsterdam le premier jour de chaque mois de l'année de performance. Il s'agit donc à la fois de la composante en instruments de la part variable directe et de la part variable différée de la rémunération. Le nombre final de NRD relatif à la part différée est établi lors de l'acquisition des droits après une période de quatre ou cinq ans. Le paiement de la composante en instruments est soumis à une période de conservation d'un an. À l'expiration de la période de conservation, l'employé reçoit, pour chaque NRD (ou partie de celle-ci), un montant en espèces correspondant à la valeur de la NRD à ce moment-là.

Le paiement de la rémunération variable est évalué selon l'IAS 19 « Avantages du personnel ». La part variable directe de la rémunération est comptabilisée au bilan de l'exercice en cours, tandis que la part différée est comptabilisée au bilan des exercices précédant l'acquisition des droits. Le même système s'applique également, dans les grandes lignes, au personnel non identifié, bien qu'aucune politique de report ne s'applique aux premiers 130 000 EUR. La part directe et la part différée sont payées intégralement en espèces, ce qui signifie qu'aucune NRD n'est accordée.

Le 31 décembre 2024, les charges sur les paiements fondés sur des instruments de capitaux propres s'élevaient à 17 millions d'euros (2023 : 15 millions d'euros) et un passif de 37 millions d'euros était comptabilisé (2023 : 28 millions d'euros) dont 16 millions d'euros (2023 : 13 millions d'euros) étaient attribués aux rémunérations. Les coûts des rémunérations variables versées en espèces se sont élevés à 287 millions d'euros (2023 : 244 millions d'euros). Le nombre de NRD en circulation est indiqué dans le tableau ci-après.

en milliers	2024	2023
Solde d'ouverture	1 595	1 233
Accordées au cours de l'année	707	739
Payées au cours de l'année	-432	-377
Variations par rapport à l'exercice précédent	-11	-
Solde de clôture	1 859	1 595

La valeur d'une NRD est directement liée au prix d'un Certificat Rabobank. Les estimations des paiements devant être effectués au titre de la rémunération variable sont indiquées dans le tableau ci-après.

Au 31 décembre 2024 En millions d'euros	Année de paiement							
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Total
Rémunération variable, exclusion faite des NRD	284,0	8,9	8,9	7,6	2,4	0,2	-	312,0
NRD	14,9	16,5	6,5	5,5	4,3	2,4	0,1	50,2
Total	298,9	25,4	15,4	13,1	6,7	2,6	0,1	362,2

Au 31	Année de paiement							
-------	-------------------	--	--	--	--	--	--	--

<i>décembre 2023</i>								
En millions d'euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
Rémunération variable, exclusion faite des NRD	239,8	7,6	8,3	7,0	2,1	0,2	-	265,1
NRD	10,2	13,0	4,7	4,1	3,2	2,1	0,2	37,5
Total	250,1	20,6	13,0	11,1	5,4	2,3	0,2	302,6

42. Autres frais administratifs

En millions d'euros	2024	2023
Compléments et reprises de provisions	109	-21
Dépenses informatiques et coûts des logiciels	644	568
Honoraires des consultants	529	531
Frais de publicité	148	113
Résultat de la décomptabilisation et de la dépréciation des immobilisations corporelles/incorporelles	13	77
Autres dépenses	576	583
Autres frais administratifs	2 019	1 851

43. Amortissements et dépréciations

En millions d'euros	2024	2023
Dépréciation des immobilisations corporelles	122	118
Dépréciation des actifs liés au droit d'utilisation	87	89
Amortissement des immobilisations incorporelles	118	141
Amortissement et dépréciation	327	348

44. charges de dépréciation des actifs

En millions d'euros	2024	2023
Prêts et créances envers la clientèle et créances sur les établissements de crédit	582	797
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	4	-1
Abandon de créances	-102	-114
Engagements de prêt et garanties financières	-16	45
Charges de dépréciation des actifs financiers	468	727

45. Impôts régulateurs

Les impôts régulateurs comprennent la taxe sur les opérations bancaires, les prélèvements sur les banques et les contributions au Fonds de résolution unique ainsi que les contributions au Système de garantie des dépôts.

En millions d'euros	2024	2023
Taxe sur les opérations bancaires – Pays-Bas	184	145
Taxe sur les opérations bancaires – autres pays	-	1
Contribution au Fonds de résolution unique	1	285
Contribution au Fonds de garantie des dépôts	81	123
Impôts régulateurs	266	554

46. Impôt sur le résultat

En millions d'euros	2024	2023
Impôt sur le résultat		
Période de reporting	1 792	1 745
Ajustements des exercices précédents	-121	-45
Comptabilisation des pertes fiscales n'ayant pas été précédemment comptabilisées	-2	-2
Actifs d'impôts	-16	-113
Total de l'impôt sur le résultat	1 652	1 585

Le taux d'imposition effectif est de 24,2 % (2023 : 26,6 %) et diffère du taux théorique qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition néerlandais. Cette différence s'explique de la manière suivante :

En millions d'euros	2024		2023	
Résultat courant avant impôts		6 815		5 962
Taux d'imposition en vigueur	25,8 %	1 758	25,8 %	1 538
Augmentation/(diminution) des impôts résultant :				

Revenus non imposables	-2,0 %	-133	-1,5 %	-90
Répercussion des taux d'imposition étrangers	0,0 %	1	0,5 %	32
Dépenses non déductibles	2,7 %	181	3,4 %	204
Comptabilisation des pertes fiscales n'ayant pas été précédemment comptabilisées	-0,0 %	-2	0,0 %	-2
Autres différences permanentes	-1,0 %	-70	-1,3 %	-75
Ajustements des exercices précédents	-1,8 %	-121	-0,8 %	-45
Ajustements dus à des variations de taux de change	-0,0 %	-1	0,0 %	-
Dépréciation des impôts différés	-0,0 %	-1	-0,1 %	-4
Autres éléments d'imposition non récurrents	0,6 %	40	0,5 %	27
Total de l'impôt sur le résultat	24,2 %	1 652	26,6 %	1 585

Les dépenses non déductibles concernent principalement la taxe sur les opérations bancaires et les charges d'intérêt relevant de la réglementation néerlandaise visant à éviter la sous-capitalisation (« thin cap ») des banques. Les autres différences permanentes comprennent principalement l'incidence fiscale sur les paiements d'intérêts sur les titres de capital. Les ajustements des exercices précédents s'expliquent par l'établissement et le dépôt de déclarations fiscales en raison notamment des règles néerlandaises relatives à la sous-capitalisation (Thin Cap).

En 2024, les Pays-Bas ont adopté la législation fiscale de Pilier 2. En vertu de cette législation, Rabobank doit payer un impôt complémentaire correspondant à la différence entre le taux d'imposition effectif, déterminé par pays, en vertu des règles GloBE et le taux d'imposition minimum de 15 %. Rabobank a estimé qu'elle n'aurait aucun impôt complémentaire à payer ou que le montant de l'impôt en question serait dérisoire. Pour 34 des 36 pays concernés, cette estimation a été effectuée en tenant compte des régimes de protection. Rabobank a appliqué l'exception à la comptabilisation des actifs et passifs d'impôts différés liés à l'application des règles fiscales du Pilier 2 et à l'obligation d'information relative à ces actifs et passifs.

47. Transactions entre parties liées

Deux parties sont considérées comme liées si l'une des deux exerce un contrôle ou a une influence notable sur l'autre en ce qui concerne les décisions financières ou opérationnelles. Dans le cours normal de ses activités, Rabobank effectue des opérations très diversifiées avec des entités liées comme, par exemple, des octrois de différents types de prêts, des dépôts et des opérations en devises étrangères. Les transactions entre parties liées comprennent également les transactions avec les entreprises associées, les fonds de pension, les coentreprises, le Directoire et le Conseil de Surveillance. Ces transactions sont effectuées en respectant les conditions commerciales et les prix du marché. Les transactions intragroupes de Rabobank ne sont pas présentées dans les états financiers consolidés. Dans la pratique normale de ses affaires, Rabobank réalise des opérations bancaires avec des parties liées. Il s'agit d'octrois de prêts, d'opérations de dépôt et de transactions en devises étrangères. Ces transactions sont effectuées en respectant les conditions commerciales et les prix du marché. Le volume des transactions entre parties liées, les soldes impayés en fin d'exercice et les produits et charges correspondants au cours de l'exercice sont présentés dans le tableau ci-après. Les opérations et soldes avec les membres du Directoire et ceux du Conseil de Surveillance sont présentés à la section 49. Les transactions réalisées avec les fonds de pension sont présentées à la section 27.

En millions d'euros	Participations dans des entreprises associées		Autres parties liées	
	2024	2023	2024	2023
Prêts				
Existants au début de l'exercice	15	16	102	113
Consentis au cours de l'exercice	12	-	1	9
Remboursés au cours de l'exercice	-2	-1	-87	-20
Autres	-	-	-	-
Montant brut des prêts au 31 décembre	25	15	16	102
Moins : charges de dépréciation des prêts	-	-	-	-
Total des prêts au 31 décembre	25	15	16	102
Dépôts des établissements de crédit et dépôts de la clientèle				
Existants au début de l'exercice	5 882	5 987	38	53
Reçus au cours de l'exercice	995	877	190	192
Remboursés au cours de l'exercice	-1 355	-982	-156	-207
Autres	-	-	-	-
Total des dépôts au 31 décembre	5 522	5 882	72	38
Passifs éventuels de crédit	193	195	-	-
Revenus				
Revenu net	11	13	-	-
Honoraires et commissions nets perçus	285	270	-	-
Résultat d'exploitation	-	-1	-	-
Total des revenus provenant de transactions entre parties liées	296	282	-	-
Dépenses				
Charges d'intérêts	193	189	-	-
Honoraires et commissions nets payés	30	84	-	-
Total des dépenses relatives aux transactions entre parties liées	223	273	-	-

48. Honoraires du cabinet d'audit externe

Les honoraires d'intervention du cabinet d'audit externe de Rabobank, PricewaterhouseCoopers Accountants N.V. (« PwC ») et de ses sociétés membres et/ou de ses sociétés affiliées qui sont facturés à Rabobank et ses filiales en 2024 sont présentés ci-après :

En millions d'euros	2024	2023
---------------------	------	------

	PwC Pays-Bas	Autres cabinets du réseau PwC	Total	PwC Pays-Bas	Autres cabinets du réseau PwC	Total
Services d'audit	11,1	11,1	22,2	9,5	10,8	20,3
Autres services d'audit	2,9	-	2,9	2,1	0,4	2,5
Conseils fiscaux	-	0,5	0,5	-	0,2	0,2
Autres conseils	-	-	-	-	0,4	0,4
Total	14,0	11,6	25,6	11,6	11,8	23,4

Les honoraires d'audit présentés ci-dessus se rapportent à la procédure d'audit appliquée à Rabobank et à ses entités consolidées par PwC et les autres cabinets membres du réseau mondial de PwC, y compris leurs départements « services fiscaux » et « conseils ». Ces honoraires d'audit portent sur l'audit des états financiers, que la vérification des comptes ait été faite ou non au cours de l'exercice.

Le cabinet d'audit indépendant de Rabobank, PricewaterhouseCoopers Accountants N.V., a fourni, pour la période à laquelle se rapporte le contrôle légal des comptes, outre l'audit des états financiers statutaires, les services suivants à la société et à ses entités contrôlées (Article 10, paragraphe 2, sous g) du Règlement (UE) 537/2015) :

- Autres services d'audit requis par la loi ou les exigences réglementaires
- Audit des déclarations réglementaires devant être soumises à la DNB/BCE ;
 - Engagement d'assurance quant aux prix de revient destiné à l'Autorité des marchés financiers néerlandais (AFM) ;
 - Engagement d'assurance ISAE 3402 pour le système de garantie des dépôts destiné à DNB ;
 - Procédures convenues relatives aux Fonds de résolution unique.

- Autres services d'audit :
- Engagement d'assurance quant au rapport sur le développement durable ;
 - Procédures convenues sur la répartition des coûts ;
 - Engagement d'assurance quant à l'efficacité du contrôle interne du reporting financier ;
 - Lettres de confort rédigées au sujet des mises à jour du programme de financement et des prélèvements s'y rapportant ;
 - Audit spécial des états financiers des entités contrôlées et associées.

49. Rémunération des membres du Conseil de surveillance et du directoire

La liste des membres du Conseil de surveillance et du Directoire figure à la section 54 des présents états financiers consolidés. Rabobank considère les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance comme des cadres dirigeants clés. Les membres du directoire font partie du personnel identifié, visé à la Section 41. La rémunération des membres du Directoire est indiquée ci-dessous :

Montant en milliers d'euros	Avantages du personnel à court terme		Avantages postérieurs à l'emploi		Total
	Salaire	Autres	Régime de retraite	Régime de retraite individuel	
Stefaan Decraene, CEO	1 193	76	59	253	1 581
Bas Brouwers, CFO	1 017	-	55	211	1 283
Els Kamphof, Commerce de gros et rural	827	55	55	165	1 102
Carlo van Kemenade, Banque de détail Pays-Bas (depuis le 4 avril 2024)	701	-	38	142	881
Vincent Maagdenberg, CRO	827	42	49	165	1 083
Philippe Vollot, CFECO	1 374	119	61	297	1 851
Janine Vos, CHRO	827	-	50	166	1 043
Lara Yocarini, Financement fournisseurs (depuis le 5 juin 2024)	485	-	27	97	609
Alexander Zwart, CITO	827	2	49	166	1 044
Anciens membres					
Kirsten Konst, Clients professionnels (jusqu'au 4 avril 2024)	200	344	13	40	597
Mariëlle Lichtenberg, Clients particuliers (jusqu'au 4 avril 2024)	200	651	13	40	903
Total 2024	8 478	1 289	469	1 742	11 977
Membres du Directoire	6 779	932	373	1 403	9 487
Anciens membres du Directoire	1 389	718	82	282	2 471
Total 2023	8 168	1 650	455	1 685	11 958

À la fin de l'exercice 2024, 37 772 NRD étaient en circulation auprès des membres du Directoire (2023 : 18 193 pièces). Le régime de retraite des membres du Directoire est classé en tant que régime collectif à prestations définies. Les revenus maxima sur la base desquels les membres du Directoire peuvent se constituer une retraite s'élevant à une somme maximale, pour 2024, de 137 800 euros. Tout revenu supérieur à cette somme n'ouvre pas droit à une retraite. Les membres du Directoire bénéficient, de ce fait, d'un régime de retraite individuel. Les membres du Directoire peuvent signer un contrat de location de voiture.

Le 4 avril 2024, Kirsten Konst a démissionné de ses fonctions de membre du Directoire. Elle a droit à une indemnité de départ figurant au bilan au poste « Autres ». Jusqu'au 1er janvier 2025, elle a été nommée consultante en développement durable auprès du Directoire et le montant de sa rémunération n'a pas changé. Passée cette date, une période de préavis a commencé à courir pendant laquelle elle a eu droit à six mois de rémunération.

Mariëlle Lichtenberg a démissionné de son poste de membre du Directoire à compter du 4 avril 2024. Elle a droit à une indemnité de départ figurant au bilan au poste « Autres ». Jusqu'au 1er juin 2024, elle a continué à travailler afin d'assurer sa passation de fonctions et d'achever certaines tâches devant encore être accomplies en percevant la même rémunération. Passée cette date, une période de préavis de six mois a commencé à courir. Son emploi a pris fin le 1er décembre 2024.

La rémunération des membres du Conseil de surveillance est indiquée ci-dessous. La rémunération dépend également des fonctions exercées au sein des différents comités. La composition de ces comités est décrite en détail dans le rapport annuel. La structure des rémunérations est la suivante :

Montants en euros	Rémunération
Président	229 900

Membre	94 050
Émoluments supplémentaires	
Vice-président du Conseil de surveillance	31 350
Président du comité d'audit	20 900
Président du comité des risques	20 900
Président du comité des affaires coopératives	20 900
Président du comité des ressources humaines et des rémunérations	10 450
Président du comité des nominations	10 450
Présidente et membre du Comité de lutte contre la criminalité financière et économique ¹	10 450

1. Comité temporaire

Le tableau ci-dessous indique la rémunération (TVA et autres charges comprises) des différents membres du Conseil de Surveillance.

Montant en milliers d'euros	Rémunération
Marjan Trompetter	238
Johan van Hall	124
Sandra Berendsen (membre depuis le 11 décembre 2024)	5
Miriam van Dongen (membre depuis le 25 septembre 2024)	25
Matthew Elderfield	168
Petri Hofsté	124
Gail Klintworth	137
Mark Pensaert	150
Arian Kamp (membre jusqu'au 11 décembre 2024)	107
Pascal Visée (membre jusqu'au 11 décembre 2024)	98
Total 2024	1 177
Total 2023	1 001

Au sein de Rabobank, le président du Conseil de surveillance exerce un certain nombre de fonctions liées à la structure coopérative, comme, par exemple, la présidence du Conseil général des membres.

En millions d'euros	Directoire		Conseil de surveillance	
Prêts, avances et garanties	2024	2023	2024	2023
En cours au 1er janvier	3,7	4,0	2,2	2,4
Consentis au cours de l'exercice	-	-	-	-
Remboursés au cours de l'exercice	-	-	-0,4	-0,2
Réduction en cas de cessation des fonctions	-1,4	-0,8	-1,3	-
Augmentation en cas de prise de fonctions	1,1	0,5	1,5	-
En cours au 31 décembre	3,3	3,7	2,1	2,2

Aucun membre du Directoire en fonction n'a investi personnellement dans des certificats Rabobank. Les prêts, avances et garanties des membres du Directoire en fonction et les taux d'intérêt moyens étaient les suivants :

En millions d'euros	Prêts en cours	Taux d'intérêt moyen (en %)
Au 31 décembre 2024		
Bas Brouwers	0,7	1,5
Els Kamphof	0,4	1,3
Carlo van Kemenade	0,9	1,9
Janine Vos	1,1	1,6
Lara Yocarini	0,1	1,1
Alexander Zwart	0,1	5,3

En millions d'euros	Prêts en cours	Taux d'intérêt moyen (en %)
Au 31 décembre 2023		
Bas Brouwers	0,7	1,5
Els Kamphof	0,4	1,3
Janine Vos	1,1	1,6
Alexander Zwart	0,1	5,3

Les prêts, avances et garanties des membres du Conseil de surveillance en fonction et les taux d'intérêt moyens étaient les suivants :

En millions d'euros	Prêts en cours	Taux d'intérêt moyen (en %)
Au 31 décembre 2024		
Sandra Berendsen	1,5	3,8
Marjan Trompetter	0,6	3,0
En millions d'euros	<i>Prêts en cours</i>	<i>Taux d'intérêt moyen (en %)</i>
Au 31 décembre 2023		
Arian Kamp	1,6	5,1

Marjan Trompetter	0,6	3,0
-------------------	-----	-----

À la fin de l'exercice 2024, les membres du Conseil de Surveillance dont les noms ne figurent pas dans le tableau n'avaient reçu aucun prêt, ni aucune avance ou garantie. Ces opérations avec les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance ont été réalisées à des fins personnelles sur la base des conditions salariales et/ou des taux de marché appliqués par le Conseil de surveillance. Les taux dépendent en partie de la devise, de la période d'intérêt fixe convenue et du moment où l'opération a été conclue ou du moment où une nouvelle durée d'intérêt fixe entre en vigueur.

50. Principales filiales

Au 31 décembre 2024	Participations	Droits de vote
Principales filiales		
Pays-Bas		
DLL International B.V.	100 %	100 %
BPD Europe B.V.	100 %	100 %
Obvion N.V.	100 %	100 %
Amérique du Nord		
Utrecht America Holdings Inc.	100 %	100 %
Amérique du Sud		
Banco Rabobank International Brasil S.A.	100 %	100 %
Australie et Nouvelle-Zélande		
Rabobank Australia Limited	100 %	100 %
Rabobank New Zealand Limited	100 %	100 %

Toutes les filiales indiquées dans le tableau ont été consolidées. En 2024, aucune des filiales n'a été confrontée à des restrictions significatives de distribution de dividendes et de rachat de prêts et de remboursement d'avances. La possibilité pour les filiales de verser des dividendes à Rabobank dépend de nombreux facteurs, notamment des exigences réglementaires locales, des réserves légales et des résultats financiers. Plusieurs entités structurées du segment « Commerce de gros et rural » ne sont pas consolidées, même si Rabobank détient plus de la moitié des droits de vote. Ces entités structurées ne sont pas consolidées car les activités qu'elles exercent sont définies par un tiers contractuel qui fixe également les rendements variables.

Rabobank exerce un contrôle sur plusieurs entités du segment « Location » dans le cadre des activités de location qu'elle exerce en tant que vendeur, même si elle conserve moins de la moitié des droits de vote puisque le contrôle n'est pas déterminé par la détention de droits, mais plutôt par la participation de la direction.

51. Transfert d'actifs financiers et actifs financiers servant de garantie

51.1 Opérations de pension à l'achat et accords de prêt de titres

Les opérations de prise en pension et les contrats d'emprunt de titres conclus par Rabobank figurent au poste « Créances sur les établissements de crédit » ou à celui des « Prêts et créances envers la clientèle » et s'élèvent à :

En millions d'euros	2024	2023
Créances sur les établissements de crédit	19 594	21 249
Prêts et créances envers la clientèle	15 907	15 378
Total des opérations de prise en pension et des contrats d'emprunt de titres	35 501	36 627

Conformément aux dispositions des opérations de prise en pension et des contrats d'emprunt de titres, Rabobank reçoit des titres à des conditions qui lui permettent de les redonner en garantie ou de les revendre à des tiers. Au 31 décembre 2024, la juste valeur totale des titres reçus en vertu de ces contrats s'élevait à 35 294 millions d'euros (2023 : 35 413 millions d'euros). Conformément aux dispositions des contrats, une partie des titres a été redonnée en garantie ou vendue en tant que garantie. Ces opérations ont été effectuées dans les conditions normales des opérations classiques de prise en pension et des contrats d'emprunt de titres. Les titres ne sont pas comptabilisés au bilan parce que la quasi-totalité des risques et avantages connexes reviennent à la contrepartie. Une créance est comptabilisée à une valeur équivalente au montant payé à titre de garantie.

51.2 Opérations de pension livrée et accords de prêt de titres

Les opérations de rachat et les contrats de prêt de titres conclus par Rabobank figurent au poste « Dépôts des établissements de crédit » ou « Dépôts de la clientèle » et s'élèvent à :

En millions d'euros	2024	2023
Dépôts des établissements de crédit	399	178
Dépôts de la clientèle	149	99
Total des opérations de rachat et des contrats de prêt de titres	548	277

Rabobank a fourni des titres portant intérêt d'une valeur comptable (égale à la juste valeur) de 546 millions EUR au 31 décembre 2024 (2023 : 278 millions d'euros) en garantie de contrats de rachat. La contrepartie se réserve le droit de vendre les titres ou de les redonner en garantie. Ces opérations ont été réalisées dans les conditions normales des opérations de rachat et des contrats de prêt de titres classiques. La banque peut fournir ou recevoir des titres ou des liquidités en garantie en cas de variation de la valeur des titres. Les titres ne sont pas décomptabilisés parce que la quasi-totalité des risques et des avantages associés reviennent à Rabobank, y compris les risques de crédit et de marché. Un passif est comptabilisé à une valeur équivalente au montant reçu en garantie.

51.3 Titrisations

Dans le cadre des activités de financement et de gestion des liquidités de Rabobank et afin de réduire le risque de crédit, les flux de trésorerie de certains actifs financiers sont transférés à des tiers (véritables transactions de vente). La plupart des actifs financiers faisant l'objet de ces opérations sont des prêts hypothécaires ou d'autres portefeuilles de prêts qui sont transférés à un véhicule de titrisation qui sera ensuite consolidé. Après titrisation, les actifs continuent d'être comptabilisés au bilan de Rabobank, principalement au poste « Prêts et créances envers la clientèle ». Les actifs titrisés sont évalués conformément aux méthodes et principes comptables décrits à la sous-section 2.15

La valeur comptable des actifs financiers transférés liés à la titrisation d'actifs propres s'élève à 67 485 millions d'euros (2023 : 72 739 millions EUR) avec un passif

correspondant s'élevant à 66 657 millions EUR (2023 : 71 902 millions d'euros). Environ 87 % (2023 : 86 %) des actifs transférés sont titrisés en interne à des fins de liquidité. La valeur comptable des actifs pour lesquels Rabobank agit en tant qu'établissement sponsor (Nieuw-Amsterdam) s'élève à 3 118 millions d'euros (2023 : 2 132 millions EUR) avec un passif correspondants s'élevant à 3 118 millions EUR (2023 : 2 132 millions d'euros). Rabobank conserve 5 % à 6 % des effets de commerce en circulation émis par Nieuw Amsterdam à des fins réglementaires.

51.4 Valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs (éventuels)

Les actifs mentionnés ci-dessous ont été donnés en garantie de passifs (éventuels) (à l'exception des opérations de mise en pension, des contrats de prêt de titres et des titrisations pour compte propre) afin de fournir une garantie à la contrepartie. En cas de défaillance de Rabobank, les contreparties peuvent utiliser les titres pour régler la dette.

En millions d'euros	2024	2023
Disponibilités	190	7
Créances sur les établissements de crédit	3 305	2 446
Prêts et créances envers la clientèle	34 097	31 730
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	193	554
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	437	480
Total des actifs donnés en garantie	38 222	35 217

52. Entités structurées

52.1 Entités structurées consolidées

Une entité structurée est une entité qui est structurée de telle façon que les droits de vote ou les droits comparables ne constituent pas le facteur dominant permettant de déterminer qui exerce un contrôle sur l'entité. Rabobank utilise des entités structurées pour titriser des prêts hypothécaires et d'autres portefeuilles de prêts dans le cadre de ses activités de financement, de gestion des liquidités et pour réduire le risque de crédit. Les prêts sont effectivement transférés aux entités structurées. La titrisation d'actifs propres est gérée par Rabobank, Obvion et DLL. En plus de fournir des facilités de trésorerie, Rabobank agit également en tant que contrepartie de swap pour toutes les titrisations d'actifs propres.

Rabobank agit en tant qu'établissement sponsor de Nieuw Amsterdam Receivables Corporation. Nieuw Amsterdam émet des billets de trésorerie adossés à des actifs (BTAA) dans différentes devises et permet aux clients de Rabobank d'avoir accès à des liquidités par l'intermédiaire du marché des effets de commerce. Rabobank donne des conseils, gère le programme, commercialise les BTAA, fournit des facilités de trésorerie, procède à des opérations de rehaussement de crédit et/ou accorde d'autres facilités pour les opérations sous-jacentes et le programme lui-même.

Rabobank consolide les véhicules de titrisation d'actifs propres ainsi que Nieuw Amsterdam, puisqu'elle est exposée à un revenu variable ou a droit à un revenu variable en raison de sa participation dans ces entités. Rabobank a, par ailleurs, la possibilité d'influer sur le montant du revenu de l'investisseur en raison du contrôle qu'elle exerce sur les entités.

52.2 Entités structurées non consolidées

Les entités structurées non consolidées désignent toutes les entités structurées sur lesquelles Rabobank n'exerce aucun contrôle. Les participations dans ces entités se composent principalement de titres de créance d'un véhicule de titrisation et de participations dans des fonds propres privés. Le montant de ces titres de créance est presque toujours limité par rapport à l'actif total du véhicule de titrisation. Rabobank refinance généralement ces véhicules de titrisation par des titres de créance émis ou des facilités de crédit.

Le tableau ci-après présente la nature et les risques des participations de Rabobank dans des entités structurées non consolidées. La taille des entités structurées non consolidées reflète généralement la valeur comptable des actifs et des passifs éventuels. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable indiquée dans le tableau ci-après.

En millions d'euros <i>Actifs comptabilisés par Rabobank</i>	Au 31 décembre 2024			Au 31 décembre 2023		
	Titrisations	Autres	Total	Titrisations	Autres	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	11	11	1	23	24
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	3	1 422	1 425	3	1 159	1 162
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances envers la clientèle	678	-	678	946	-	946
Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-
Participations dans des entreprises associées	101	74	175	106	94	200
Total des actifs financiers comptabilisés par Rabobank	782	1 507	2 289	1 056	1 276	2 332
<i>Passifs comptabilisés par Rabobank</i>						
Instruments financiers dérivés	12	-	12	22	-	22
Dépôts de la clientèle	268	-	268	151	-	151
Total des passifs comptabilisés par Rabobank	280	-	280	173	-	173

Les revenus des entités structurées sponsorisées et non consolidées dans lesquelles Rabobank ne détient aucun intérêt sont de zéro (2023 : zéro).

Le revenu des entités structurées non consolidées et sponsorisées dans lesquelles Rabobank ne détient aucune participation est nul (2023 : nul).

53. Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement postérieur à la date de clôture n'est à signaler.

54. Approbation des états financiers

Les états financiers ont été signés par le Conseil de Surveillance et le Directoire le 28 février 2025. Les états financiers seront présentés pour approbation à l'Assemblée générale qui se tiendra 9 avril 2025. En ce qui concerne l'approbation des états financiers de Rabobank, les statuts stipulent ce qui suit : « La décision d'approbation des états financiers devra être adoptée à la majorité absolue des voix valablement exprimées par le Conseil général des membres ».

Directoire
Stefaan Decraene, Président
Bas Brouwers, CFO

Vincent Maagdenberg, CRO
Els Kamphof, Membre
Carlo van Kemenade, Membre
Philippe Vollot, Membre
Janine Vos, Membre
Lara Yocarini, Membre
Alexander Zwart, Membre

Conseil de surveillance

Marjan Trompeter, Présidente
Johan van Hall, Vice-président
Sandra Berendsen
Miriam van Dongen
Matthew Elderfield
Petri Hofsté
Gail Klintworth
Mark Pensaert

Rapport du cabinet d'audit

À l'attention du Conseil général des membres et du Conseil de Surveillance de Coöperatieve Rabobank U.A.

Rapport sur les états financiers de 2024

Notre opinion

Selon nous :

- Les états financiers consolidés de Coöperatieve Rabobank U.A. et de ses filiales (ci-après le « Groupe », « Rabobank » ou « la Banque ») donnent une image fidèle et sincère de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2024 et de l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière adoptées par l'Union européenne (« IFRS-UE ») et aux dispositions de la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais ; et
- Les états financiers de Coöperatieve Rabobank U.A. (ci-après la « Société ») donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024 et du résultat de l'exercice clos à cette date conformément aux dispositions de la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais.

Objet de l'audit

Notre audit a porté sur les états financiers 2024 de Coöperatieve Rabobank U.A., Amsterdam. Les états financiers comprennent les états financiers consolidés du Groupe et les états financiers de la Société.

Les états financiers consolidés comprennent :

- Le bilan consolidé de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ;
- Les états suivants pour 2024 : le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, la variation des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés ; et
- Les notes aux états financiers consolidés énonçant les principes et méthodes comptables fondamentaux et fournissant d'autres informations explicatives.

Les états financiers de la Société comprennent :

- Le bilan de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- Le compte de résultat de la Société pour l'exercice clos à cette date ; et
- Les notes aux états financiers consolidés comprenant un récapitulatif des principes et méthodes comptables fondamentaux ainsi que d'autres informations explicatives.

Le cadre du reporting financier utilisé pour établir les états financiers est celui du référentiel IFRS adopté par l'Union européenne et des dispositions pertinentes de la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais pour les états financiers consolidés ainsi que pour les états financiers de la Société.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément au droit néerlandais et notamment aux Normes d'audit néerlandaises. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites dans la section « Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit » de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de Coöperatieve Rabobank U.A. en vertu des dispositions du Règlement de l'Union européenne relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, de celles de « *Wet toezicht accountantsorganisaties* » (Wta, loi sur la supervision des cabinets d'audit), de « *Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assuranceopdrachten* » (ViO - Code de déontologie des experts-comptables, un règlement relatif à l'indépendance) et conformément à d'autres exigences d'indépendance en vigueur aux Pays-Bas. Nous nous sommes conformés, par ailleurs, aux dispositions du « *Verordening gedrags- en beroepsregels accountants* » (VGBA, code de déontologie néerlandais).

Notre approche d'audit

Nous avons appliqué nos procédures d'audit relatives aux questions clés de l'audit, à savoir la fraude, la continuité de l'exploitation et les questions qui en résultent, pour réaliser notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et fonder notre opinion d'audit. Les informations qui étayaient notre opinion, les observations et constatations que nous avons faites au sujet des différentes questions clés de l'audit, de même que l'approche d'audit que nous avons mise en œuvre pour les risques de fraude et la continuité de l'exploitation, sont exposées dans ce rapport et nous n'exprimons aucune opinion distincte et n'avons aucune autre conclusion sur ces questions.

Vue d'ensemble et contexte

Rabobank est une banque internationale opérant sur la base d'un modèle coopératif. Rabobank exerce ses activités dans 35 pays du monde en donnant la priorité aux activités bancaires aux Pays-Bas et au financement de l'agro-alimentaire et de l'agriculture aux Pays-Bas et dans le monde. Ses activités comprennent la banque de détail domestique, la banque de gros, la banque rurale internationale, la location et l'immobilier. Étant donné que le Groupe comprend plusieurs entités, l'étendue et l'approche de notre audit de groupe sont celles décrites dans la section « L'étendue de notre audit de groupe ». Nous avons accordé une attention toute particulière aux activités du Groupe relevant des domaines d'action prioritaires décrits ci-après.

Le Groupe est confronté aux conséquences de l'évolution des préférences des clients, qui nécessitent des investissements constants dans la numérisation, et aux attentes élevées de la société en matière de conformité aux lois et réglementations. La fiabilité du traitement des informations étant essentielle pour les processus opérationnels, réglementaires et de reporting financier du Groupe, nous avons, par conséquent, considéré que la conception et l'efficacité des contrôles généraux informatiques sont un point clé de l'audit.

« PwC » est la marque sous laquelle PricewaterhouseCoopers Accountants (inscrite à la Chambre de Commerce sous le n°34180285), PricewaterhouseCoopers Belastingadviseurs N.V. (inscrite à la Chambre de Commerce sous le n°34180284), PricewaterhouseCoopers Advisory N.V. (inscrite à la Chambre de Commerce sous le n°34180287), PricewaterhouseCoopers Compliance Services B.V. (inscrite à la Chambre de Commerce sous le n°51414406), PricewaterhouseCoopers Pensions, Actuarial & Insurance Services B.V. (inscrite à la Chambre de Commerce sous le n°54226368), PricewaterhouseCoopers B.V. (inscrite à la Chambre de Commerce sous le n°34180289) et d'autres sociétés exercent leurs activités et fournissent des services. Ces services sont régis par les conditions générales de vente (« algemene voorwaarden »), qui comprennent des dispositions concernant notre responsabilité. Les achats effectués par ces sociétés sont régis par les conditions générales d'achat (« algemene inkoopvoorwaarden »). Des informations plus détaillées sur ces sociétés sont disponibles sur le site www.pwc.nl, y compris les présentes conditions générales et les conditions générales d'achat, qui ont également été déposées auprès de la Chambre de commerce d'Amsterdam.

Par ailleurs, un risque sectoriel existe puisque les domaines de la conformité et du service client n'ont pas été identifiés ou pris suffisamment en compte par la direction lors de l'établissement des états financiers. Il convient notamment de déterminer si des réserves doivent être constituées ou si un passif éventuel doit être comptabilisé en fonction de l'issue de l'enquête criminelle en cours portant sur la prétendue violation par Rabobank des dispositions de la Loi néerlandaise sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (*Wet ter voorkoming van witwassen en financiering van terrorisme* - Wwft). En conséquence, nous avons estimé que l'exposition aux risques liés à la réglementation et aux risques client est un point clé de l'audit.


Dans le cadre de notre audit, nous avons déterminé la matérialité et évalué les risques de présence d'inexactitudes ou d'anomalies dans les états financiers. Nous avons, en particulier, examiné les cas où le Directoire a formulé des jugements importants, par exemple en ce qui concerne les estimations comptables qui impliquaient la formulation d'hypothèses et la prise en compte d'événements futurs qui, par nature, sont incertains. Lors de ces estimations, nous avons accordé une attention particulière, entre autres, aux hypothèses relatives aux risques physiques et de transition induits par le changement climatique.

Au paragraphe « Estimations et jugements » de la note 2.1 de l'annexe aux états financiers, la Banque rappelle l'importance que revêtent les jugements lors de l'application des principes et méthodes comptables et évoque les principales sources d'incertitude liées aux estimations. Compte tenu de l'incertitude majeure des estimations combinée à leur ampleur et compte tenu de l'accroissement des risques inhérents aux inexactitudes ou anomalies relatives aux provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle, nous avons estimé que ces éléments étaient un point clé de l'audit, tel que décrit à la section « Points clés de l'audit » du présent rapport. La persistance des incertitudes économiques dues à l'inflation élevée, aux tensions géopolitiques et aux conditions instables de marché a renforcé l'impact de plusieurs estimations et jugements faits par le Groupe, notamment celui des hypothèses prospectives concernant la probabilité de défaut et les scénarios macroéconomiques associés appliqués au portefeuille de prêts du Groupe. Nous nous référons à la section sur les points clés de l'audit pour les procédures relatives aux provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle.

Le Groupe a évalué les effets éventuels du changement climatique sur sa situation financière. Ces effets ont une incidence sur les états financiers dans la mesure où ils sont l'un des facteurs potentiels d'exposition au risque de crédit du Groupe (voir note 4.3.9 des États financiers). Nous avons discuté avec le Directoire de l'évaluation du Groupe et de sa gouvernance et évalué l'impact potentiel sur la situation financière, en tenant compte notamment des hypothèses et des estimations sous-jacentes relatives aux provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle. Les effets attendus du changement climatique ne sont pas considérés comme un autre point clé de l'audit, mais nous en avons tenu compte lors de l'étude du point clé de l'audit relatif aux provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle.

Parmi les autres domaines d'intérêt, y compris les estimations, qui n'ont pas été considérés comme des points clés de l'audit, il convient de citer : la comptabilisation des revenus, le contournement des contrôles par la direction, la juste valeur des instruments financiers, l'évaluation de certaines participations dans des entreprises, les provisions pour litiges et les autres provisions. Nos procédures comprennent l'évaluation de ces questions comptables et des informations pertinentes fournies dans les états financiers conformément au cadre conceptuel d'information financière mis en œuvre par la Banque.

Voici les grandes lignes de notre approche :

	Matérialité <ul style="list-style-type: none"> • Matérialité globale : 340 millions d'euros (2023 : 298 millions d'euros)
	Étendue de l'audit <ul style="list-style-type: none"> • Notre travail d'audit a porté sur 14 composantes. • Réunions avec les équipes des composantes et les directions des unités locales de Rabobank dans les pays suivants : Pays-Bas, États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande et Brésil. • Pour les composantes importantes, nous avons bénéficié d'un accès numérique • aux fichiers des composantes et nous avons pu étudier à distance une sélection de documents de travail relatifs aux travaux accomplis par les auditeurs des composantes. • Les visites de site ont été conduites aux États-Unis et au Brésil. • Couverture de l'audit : 91 % du total des actifs, 90 % du résultat courant avant • impôt et 90 % du revenu net.
	Points clés de l'audit <ul style="list-style-type: none"> • Provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle • Exposition aux risques liés à la réglementation et aux risques client • Conception et efficacité des contrôles généraux informatiques.

Matérialité

La portée de notre audit est influencée par l'application du principe de « matérialité » qui est expliqué plus en détail dans la section « Nos responsabilités en matière d'audit des états financiers ».

En nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils quantitatifs de matérialité, notamment la matérialité globale des états financiers pris dans leur ensemble, comme indiqué dans le tableau ci-après. Ces éléments, ainsi que des considérations qualitatives, nous ont aidés, non seulement, à déterminer la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit sur les postes des états financiers individuels et les informations fournies, mais aussi à évaluer l'effet des inexactitudes ou anomalies identifiées, tant individuellement que collectivement, sur les états financiers pris dans leur ensemble et sur notre opinion.

Matérialité du groupe

Base de détermination de la	Nous nous sommes basés sur notre jugement professionnel pour déterminer la matérialité globale. Pour fonder notre jugement,
------------------------------------	---

matérialité	nous avons utilisé 5 % du résultat courant avant impôts de l'exercice en cours.
Justification des critères appliqués	Nous avons utilisé le résultat courant avant impôts comme élément de référence principale, une pratique d'audit généralement admise, fondée sur notre analyse des besoins communs en informations des utilisateurs des états financiers. Nous estimons en l'occurrence que le résultat courant avant impôts est la mesure la plus pertinente de la performance financière de la Banque et il est d'ailleurs largement utilisé dans ce secteur d'activité. Nous avons, par ailleurs, appliqué un seuil de 5 % en nous basant sur notre jugement professionnel; nous tenons à préciser que ce seuil se situe dans la fourchette des seuils généralement acceptables et qu'il s'agit du seuil principal utilisé pour une banque présentant des caractéristiques similaires.
Matérialité spécifique	Nous attribuons à chaque composante de notre périmètre d'audit, sur la base de notre jugement, une matérialité qui est inférieure à la matérialité globale de notre groupe. La fourchette de matérialité entre les composantes se situait entre 40 et 165 millions d'euros.

Nous tenons également compte des inexactitudes/anomalies et/ou des éventuelles inexactitudes/anomalies qui, selon nous, sont importantes pour des raisons qualitatives. Parmi les domaines sur lesquels notre attention s'est portée pour des raisons qualitatives, il convient de citer l'exactitude des informations relatives aux charges de dépréciation des prêts et créances à la clientèle, à la juste valeur, à la recouvrabilité des participations dans les entreprises associées, à la dépréciation du goodwill, aux risques liés à la réglementation et à la rémunération des membres du Conseil de surveillance et du Directoire.

Nous avons convenu avec le Conseil de Surveillance de lui communiquer toutes les inexactitudes/anomalies que nous constaterions au cours de notre audit dont le montant dépasserait les 17 millions d'euros (2023 : 14,9 millions d'euros) ainsi que toutes les inexactitudes/anomalies de montant inférieur à celui indiqué ci-dessus qui, selon nous, mériteraient d'être signalées pour des raisons qualitatives.

Périmètre de notre audit de groupe

Coöperatieve Rabobank U.A. est la société mère d'un groupe d'entités. Les informations financières de ce Groupe figurent dans les états financiers consolidés de Coöperatieve Rabobank U.A.

Notre mission d'audit consiste à identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers du groupe, y compris ceux liés au processus de consolidation. En nous basant sur notre évaluation des risques, nous avons adapté notre périmètre d'audit afin d'être certain s, d'une manière générale, d'effectuer un travail suffisant nous permettant de donner notre avis sur les états financiers dans leur ensemble.

Lors de l'établissement du périmètre de l'audit de groupe, nous avons défini les travaux d'audit à effectuer au niveau du groupe et au niveau des composantes et déterminé si l'intervention des auditeurs des composantes était nécessaire.

En nous basant sur ce résultat, nous avons décidé d'effectuer un audit de l'ensemble des informations financières de trois composantes étant donné que ces dernières sont importantes en raison de leur importance financière par rapport au groupe ou parce qu'elles sont susceptibles d'être à l'origine de risques importants d'anomalies significatives dans les états financiers. Afin d'obtenir une couverture d'audit appropriée des postes financiers des états financiers consolidés, nous avons, par ailleurs, sélectionné onze composantes pour un audit complet.

En appliquant ces procédures, nous avons obtenu la couverture suivante des postes financiers :

<i>Revenu net</i>	90 %
<i>Total des actifs</i>	91 %
<i>Résultat courant avant impôts</i>	90 %

Aucune des composantes restantes, prises individuellement, ne représentaient plus de 3 % du total des actifs, du résultat courant avant impôts ou du revenu net. Pour ces autres composantes, nous avons choisi, parmi les procédures applicables, d'opter pour des procédures analytiques afin de corroborer notre évaluation selon laquelle aucun risque important d'inexactitudes/anomalies n'existait pour ces composantes.

Les composantes du groupe aux Pays-Bas comprennent les composantes importantes en raison de leur importance financière par rapport au groupe ou parce qu'elles sont susceptibles d'être à l'origine de risques importants d'anomalies significatives, telles que la Banque de détail nationale, le Commerce de Gros et Rural et De Lage Landen (« DLL ») mais aussi l'Immobilier (« BPD »), Obvion, la participation de la Banque dans Achmea et d'autres composantes plus petites (y compris les composantes de groupe). L'équipe chargée de l'audit de groupe a utilisé le travail des équipes d'audit de ces composantes pour ces entités. Pour les composantes aux États-Unis, en Australie/Nouvelle-Zélande et au Brésil, nous avons fait appel à des auditeurs des composantes qui connaissent bien les lois et réglementations locales pour effectuer le travail d'audit. Nous nous sommes rendus aux USA et au Brésil où nous avons discuté avec les dirigeants et les équipes locales des composantes. À l'exception d'Achmea B.V., toutes les composantes rentrant dans le cadre du reporting de groupe sont auditées par des sociétés membres de PwC.

Aux fins de la mission d'audit, nous avons déterminé la nature, le calendrier ainsi que l'étendue des tâches à accomplir par les auditeurs des composantes, notamment en ce qui concerne la direction et la supervision de la mission d'audit et nous avons examiné leurs travaux. Nous avons, par ailleurs :

- donné des instructions aux équipes d'audit des composantes afin de clarifier nos attentes en ce qui concerne le travail des auditeurs des composantes et de faciliter la direction et la supervision de la mission d'audit ainsi que l'étude des travaux des auditeurs des composantes. Ces instructions portaient, entre autres, sur notre analyse des risques, la matérialité et l'étendue des travaux.
- discuté avec les auditeurs des composantes afin de planifier la mission d'audit ; en tant qu'auditeur du groupe, nous avons notamment attribué des tâches et confié la mise en œuvre de procédures, telles que la mise en œuvre des procédures d'évaluation des risques ou de détermination de la nature, du calendrier et de la portée des réponses d'audit aux risques, identifiés et évalués, d'anomalies significatives communiquées aux auditeurs des composantes.
- communiqué avec les auditeurs des composantes tout au long de l'audit de groupe, soit à distance en utilisant des solutions technologiques, soit en assistant en personne à des réunions (par exemple, lors d'une visite dans le pays de l'auditeur des composantes), soit en combinant ces moyens, afin de suivre l'évolution des travaux des auditeurs des composantes. Ces communications portaient sur des questions ayant une incidence sur la réalisation, l'achèvement et la présentation de l'audit de groupe.
- examiné les parties pertinentes des travaux des auditeurs des composantes, notamment celles concernant les questions soulevées par les auditeurs des composantes et jugées utiles à nos conclusions sur l'audit de groupe. Nous avons examiné les travaux des auditeurs des composantes tout au long de la mission d'audit. Notre étude a notamment consisté à nous rendre sur place et/ou à effectuer des visites virtuelles afin d'étudier les documents de travail des auditeurs des composantes.
- examiné les communications écrites officielles préparées par les auditeurs des composantes à l'intention des directions des composantes et/ou des autorités de réglementation des composantes qui, selon nous, présentaient un intérêt pour l'audit de groupe.
- Nous avons organisé une série de réunions avec les directions des unités locales ainsi qu'avec les équipes d'audit des composantes aux Pays-Bas, aux États-Unis, en Australie/Nouvelle-Zélande et au Brésil. Au cours de ces réunions, nous avons discuté de la stratégie et des performances financières des entreprises locales, ainsi que du plan d'audit des auditeurs des composantes et de son exécution, des risques d'audit majeurs et d'autres sujets d'audit pertinents. Des échanges constructifs, une communication claire et une utilisation efficace des outils technologiques nous ont permis de gérer le travail des équipes de nos composantes et de le superviser.

L'équipe chargée de l'audit de groupe a procédé à l'audit portant sur la consolidation du groupe, les contrôles généraux informatiques, le centre de coûts principal, la divulgation des états financiers, certains comptes spécifiques relevant du champ d'application de l'audit ainsi que sur un certain nombre d'éléments complexes comme

les provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle, la comptabilité de couverture et d'autres questions comptables, comme l'évaluation des participations dans les entreprises associées, l'évaluation de la dépréciation du goodwill de la Banque, l'impôt sur le résultat de l'unité fiscale néerlandaise, les questions de réglementation et les dispositions légales en vigueur au siège social.

Rabobank dispose d'un service d'audit interne (Audit Rabobank) qui effectue des audits opérationnels, des audits de conformité, des audits informatiques, des audits des prêts et emprunts (évaluation) et des audits du contrôle interne du reporting financier.

Conformément à la norme d'audit néerlandaise 610 « Utilisation des travaux des auditeurs internes », nous nous sommes demandés si nous pouvions utiliser les travaux d'Audit Rabobank et nous sommes parvenus à la conclusion que ces travaux pouvaient parfaitement être utilisés pour tester la conception et l'efficacité opérationnelle de certains contrôles (principalement ceux portant sur les contrôles généraux informatiques, les provisions pour dépréciation des prêts, Commerce de gros et rural aux Pays-Bas), ainsi que les procédures mises en œuvre pour les prêts dépréciés évalués sur une base individuelle. Pour parvenir à cette conclusion, nous avons évalué les compétences d'Audit Rabobank, son objectivité ainsi que son approche systématique et méthodique. Par la suite, nous avons élaboré une approche et un modèle détaillés pour utiliser les travaux d'Audit Rabobank dans le cadre de notre audit des états financiers. Nous avons participé de manière substantielle et indépendante aux travaux portant, soit sur les domaines à risque élevé, soit sur des domaines ou procédures qui exigent un jugement minutieux. Au cours de la procédure d'audit, nous avons travaillé en étroite collaboration avec Audit Rabobank ; nous avons pris part fréquemment aux réunions d'avancement des travaux et nous avons examiné et réexécuté certains de leurs travaux, ce qui a confirmé notre approche initiale d'évaluation et de fiabilité.

La mise en œuvre des procédures ci-dessus au niveau des composantes, combinées aux procédures complémentaires au niveau du groupe, nous a permis d'obtenir des preuves d'audit suffisantes et appropriées sur les informations financières du Groupe dans son ensemble pour étayer notre opinion sur les états financiers.

Audit et risques de fraude

Nous avons identifié et évalué les risques d'anomalies significatives dans les états financiers dus à des fraudes. Au cours de notre audit, nous sommes parvenus à mieux comprendre le Groupe et son environnement et à avoir une meilleure vision des composantes du système de contrôle interne, notamment de la procédure d'évaluation des risques et de la procédure mise en place par le Directoire pour répondre aux risques de fraude et surveiller le système de contrôle interne, et nous avons examiné non seulement la façon dont le Conseil de surveillance exerce sa surveillance, mais aussi ses résultats. Il convient de se reporter à la note 4.7.1 « Risque opérationnel » des états financiers pour obtenir de plus amples informations sur la façon dont le risque de fraude est géré et atténué par la Banque.

Dans le cadre de notre procédure d'identification des risques de fraude, nous avons évalué les facteurs de risque favorisant les fraudes liées aux informations comptables et financières, aux détournements d'actifs et à la corruption. En collaboration avec nos spécialistes en criminalistique, nous avons évalué les risques d'anomalies significatives dues à une fraude dans les états financiers. Nous nous sommes entretenus avec les membres du Directoire et du Conseil de surveillance ainsi qu'avec d'autres personnes travaillant au sein de la Banque, notamment les employés du service d'audit interne et ceux du service juridique et du service de la conformité, afin de comprendre la façon dont les risques de fraude sont évalués au sein de la Banque et la manière dont les procédures d'identification et de réponse aux risques de fraude et les contrôles internes sont mis en œuvre par le Directoire pour atténuer ces risques. Nous avons demandé aux membres du Directoire, du service chargé de la vérification de la conformité, de la direction des composantes et du Conseil de surveillance si des cas de fraude réelle ou suspectée avaient été portés à leur connaissance.

Selon nous, le risque de contournement des contrôles par la direction et le risque de fraude lors de la comptabilisation des revenus sont des risques présumés de fraude. La direction d'une entreprise se trouve dans une situation privilégiée pour commettre une fraude dès lors que ses membres sont en mesure de manipuler la comptabilité et d'élaborer des états financiers mensongers en contournant des contrôles qui, par ailleurs, peuvent sembler opérer efficacement.

Nous nous sommes penchés sur ce risque de contournement des contrôles par la direction en nous demandant notamment si nous n'allions pas trouver des preuves de partialité dans les estimations et les jugements de la direction qui pourraient constituer un risque d'inexactitudes/d'anomalies significatives dû à la fraude (nous nous référons à ce sujet aux points clés de l'audit « provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle » et « risques liés à la réglementation et risques-clients »).

Les procédures d'audit visant à répondre aux risques évalués comprennent, entre autres, l'évaluation de la conception et de la mise en œuvre des contrôles internes destinés à atténuer les risques de fraude (tels que le traitement et l'étude des écritures comptables), les contrôles a posteriori des évaluations de l'exercice précédent et les procédures relatives aux écritures comptables non prévues au moyen d'une analyse des données. Par ailleurs, nous nous sommes intéressés aux transactions importantes réalisées en dehors du cours normal des affaires. En ce qui concerne le risque de fraude dans la comptabilisation des revenus, sur la base de nos procédures d'évaluation des risques, nous sommes parvenus à la conclusion que ce risque est lié à la comptabilisation des revenus dans des domaines qui sont plus complexes, non systématiques ou importants par nature, tels que les revenus provenant d'honoraires et de commissions dans le segment du Commerce de gros et rural et dans le segment de la Banque de détail nationale, les revenus immobiliers provenant du segment de l'Immobilier et l'évaluation des participations détenues par Rabo Corporate Investments. Nous avons mis en œuvre des procédures relatives à ce risque, y compris à l'évaluation de la conception et de la mise en œuvre des contrôles internes pertinents, ainsi que des procédures relatives à la comptabilisation des revenus, telles qu'un test portant sur un échantillon d'honoraires et de commissions afin de s'assurer que les revenus enregistrés sont exacts et existent véritablement, des procédures de *cut-off* pour identifier toute variation éventuelle des revenus immobiliers et le caractère approprié des méthodes d'évaluation, des entrants et des hypothèses soulevés dans l'évaluation des participations dans des sociétés. Nous avons intégré des éléments d'imprévisibilité dans notre audit. Nous avons également tenu compte du résultat de nos autres procédures d'audit et déterminé si nous disposions d'éléments indicateurs de fraude ou de non-conformité.

Enfin, dans le cadre de nos procédures, nous avons rencontré tout au long de l'année l'équipe de Rabobank chargée de la Criminalité financière et économique (« CFE »). L'équipe de la CFE enquête, entre autres, sur les problèmes d'intégrité interne, de procédure d'alerte et de fraude qui sont signalés. Nous avons évalué la procédure mise en place par la Banque. Cette évaluation comprenait : l'évaluation des compétences des enquêteurs et la méthode d'enquête ; en nous basant sur des critères de risque, nous avons sélectionné un certain nombre de cas individuels et nous avons examiné la documentation, les conclusions, les rapports et les réponses de l'équipe de la CFE. Nous avons fait appel à nos spécialistes en criminalistique pour ces procédures. Nous n'avons constaté aucun élément de fraude susceptible d'entraîner des inexactitudes/anomalies significatives.

Audit et non-respect des lois et réglementations.

Les objectifs de notre audit, en ce qui concerne le non-respect des lois et réglementations, sont les suivants :

- Identifier et évaluer le risque d'inexactitudes/anomalies significatives dans les états financiers en raison du non-respect des lois et réglementations ; et
- Obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'inexactitudes/anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs dans l'appréciation du cadre juridique et réglementaire en vigueur.

Conformément à la Norme néerlandaise d'audit 250, nous avons, dans le cadre de notre audit, fait une distinction entre les lois et réglementations qui :

- ont un effet direct sur la détermination de montants significatifs des états financiers ou sur les informations significatives fournies dans les états financiers. Pour cette catégorie, nous avons obtenu des éléments probants quant au respect des textes législatifs et réglementaires ; et
- n'ont pas d'effet direct sur la détermination de montants significatifs des états financiers ou sur les informations significatives fournies dans les états financiers, mais dont le respect peut être fondamental pour les aspects opérationnels de l'entreprise, pour la capacité de la Banque à poursuivre ses activités ou à éviter des pénalités importantes.

Pour cette catégorie, nous avons mis en œuvre des procédures d'audit spécifiques afin d'identifier les cas de non-respect des lois et réglementations qui peuvent avoir un effet significatif sur les états financiers, comme indiqué dans le point clé de l'audit « exposition aux risques liés à la réglementation et aux risques client ».

La responsabilité première en matière de prévention et de détection du non-respect des lois et réglementations incombe au Directoire, sous la supervision du Conseil de surveillance.

Audit et continuité d'exploitation
Comme indiqué au paragraphe « Continuité d'exploitation » de la note 2.1 des états financiers, le Directoire a procédé à une évaluation de la capacité du Groupe à poursuivre son activité pendant au moins 12 mois à compter de la date d'établissement des états financiers et il n'a pas identifié d'événements ou de conditions susceptibles de jeter un doute significatif quant à la capacité du Groupe à poursuivre son activité (ci-après le risque lié à la continuité d'exploitation).

Nos procédures d'audit visant à évaluer la continuité d'exploitation par la direction consistent, entre autres, à :

- Déterminer si l'évaluation de la continuité d'exploitation effectuée par le Directoire comprend toutes les informations pertinentes dont nous avons connaissance à la suite de notre audit.
 - Comprendre et évaluer la planification à moyen terme et la procédure budgétaire de la Banque (y compris le plan de financement du Groupe), en particulier pour les douze prochains mois.
 - Comprendre et évaluer la situation financière du Groupe, les stress tests portant sur les besoins en liquidités et en fonds propres réglementaires, y compris la gravité des scénarios de résistance qui ont été utilisés.
 - Examiner les résultats de nos (autres) procédures d'évaluation des risques et des activités connexes exercées pour identifier les événements ou les conditions susceptibles de jeter un doute significatif quant à la capacité du Groupe à poursuivre son activité.
 - Poser des questions au Directoire afin de déterminer son niveau de connaissance des risques liés à la continuité d'exploitation au-delà de la période d'évaluation.
 - Prendre connaissance des informations fournies au paragraphe « Continuité d'exploitation » de la note 2.1 des états financiers au sujet de la continuité d'exploitation et les évaluer.
- Les résultats que nous avons obtenus à l'issue de notre audit ne sont pas contraires aux hypothèses et jugements du Directoire utilisés pour évaluer l'hypothèse de continuité d'exploitation.

Points clés de l'audit
Les points clés de l'audit sont ceux qui, d'après notre jugement professionnel, étaient les plus importants pour l'audit des états financiers. Nous avons communiqué les points clés de l'audit au Conseil de surveillance. Les points clés de l'audit ne reflètent pas de façon exhaustive tous les aspects qui ont été identifiés au cours de notre audit et dont nous avons discuté. Dans cette section, nous avons décrit les points clés de l'audit et inclus un récapitulatif des procédures d'audit que nous avons appliquées à ces points clés.

Aucun changement dans les points clés de l'audit n'est à signaler par rapport à l'exercice précédent. Les points clés de l'audit décrits ci-dessous sont pour la plupart liés à la nature du Groupe et devraient donc se présenter chaque année.

Points clés de l'audit	Nos travaux d'audit et d'observation
<p><i>Provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle.</i></p> <p>Se reporter à la note 2.1 « Jugements et évaluations », à la note 2.16 « Provisions pour dépréciation des actifs financiers et des passifs éventuels de crédit », à la note 4.3.4 « Provisions pour dépréciation des actifs financiers et des passifs éventuels de crédit » et à la note 11 « Prêts et créances envers la clientèle ».</p> <p>Conformément aux exigences de la norme IFRS 9, Rabobank a calculé les provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle selon un modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues en trois étapes. Rabobank a déterminé les dépréciations des prêts des étapes 1 et 2 sur une base modélisée, tandis que les dépréciations des prêts de l'étape 3 sont déterminées soit sur une base modélisée, soit sur une base spécifique prêt par prêt.</p>	<p><i>Conception des contrôles et efficacité des contrôles</i></p> <p>Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le processus interne de gestion du crédit destiné à évaluer la classification des prêts en termes de qualité afin d'identifier les prêts dépréciés ;• L'évaluation des flux de trésorerie futurs, l'existence et l'évaluation des garanties, en fonction de l'utilisation appropriée de paramètres clés pour les provisions pour dépréciation spécifique ;• Les méthodes et les contrôles effectués pour mesurer et déterminer l'augmentation significative du risque de crédit ;• La gouvernance du développement, la validation, l'étalonnage et la mise en œuvre des modèles de dépréciation PD, EAD et LGD ; et• Le processus d'examen et d'approbation mis en place par la direction pour les résultats des modèles de dépréciation et les ajustements de haut niveau qui sont appliqués aux résultats des modèles.
<p><i>Dépréciation modélisée des prêts</i></p> <p>Pour la modélisation des dépréciations des prêts, Rabobank a utilisé des modèles tels que la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (LGD) et l'exposition en cas de défaut (EAD) pour la grande majorité des prêts de son portefeuille. Trois scénarios macroéconomiques (comprenant un scénario de base, un scénario moins et un scénario plus) ont été intégrés à ces modèles et pondérés en fonction de la probabilité afin de déterminer les pertes de crédit attendues. Le degré accru d'incertitude de l'estimation, causé par une conjoncture économique incertaine ayant des répercussions sur l'élaboration des scénarios macroéconomiques, y compris sur les pondérations associées compte tenu de l'éventail des résultats économiques potentiels et de la pertinence des modèles utilisés, a conduit la direction à renforcer sa vigilance et sa perspicacité en matière de jugement.</p>	<p><i>Évaluation des provisions pour dépréciation basée sur des modèles</i></p> <p>Nous avons testé la procédure adoptée par la direction pour évaluer les provisions pour dépréciation basées sur des modèles. Nous avons (avec nos experts internes en modèles) :</p> <ul style="list-style-type: none">• Évalué le caractère raisonnable de la méthodologie des modèles PD et LGD ;• Apprécié les rapports de validation des modèles préparés par le département de validation des modèles de Rabobank ;• Évalué, en collaboration avec notre bureau d'économistes internes, le caractère raisonnable des données et des hypothèses utilisées par la direction pour concevoir différents scénarios macroéconomiques futurs, les variables macroéconomiques prévues, les pondérations de probabilité attribuées aux scénarios et pour apprécier la cohérence de ces hypothèses avec les données externes du marché et du secteur d'activité ;• Procédé à des contrôles a posteriori sur les paramètres clés du modèle ; et• Évalué le caractère raisonnable des taux de remboursement anticipé utilisés dans les calculs de l'EAD basés sur des remboursements anticipés historiques. <p>En nous basant sur ce qui précède, nous avons estimé que la méthodologie utilisée était conforme à la pratique sectorielle et que les données fournies étaient raisonnables.</p>
<p>À ce jour, les modèles de Rabobank ne mesurent pas et ne quantifient pas de manière spécifique l'impact des risques physiques ou de transition du changement climatique sur les provisions pour risque de crédit. En se basant sur les dispositions de IFRS 9, Rabobank intègre les risques climatiques et leur impact dans son évaluation en :</p> <ul style="list-style-type: none">• déterminant l'impact des risques climatiques sur l'évaluation des clients individuels ;• identifiant les secteurs jugés vulnérables en raison du risque climatique (toutes les expositions dans ces secteurs sont placées en étape 2 pour tenir compte des conditions difficiles à long terme et de l'augmentation significative du risque de crédit (« SICR ») ;• procédant à un ajustement très significatif au titre des risques climatiques et environnementaux afin de tenir compte de l'impact des risques de transition et des risques physiques sur le portefeuille ; et	<p>Nous avons également évalué les ajustements très significatifs au 31 décembre 2024 en obtenant des preuves à l'appui, en évaluant les informations alternatives et contradictoires démontrant que ces ajustements étaient nécessaires pour</p>

• procédant à des ajustements très significatifs dans certaines régions spécifiques frappées par des événements climatiques extrêmes.

En cas de problèmes de qualité des données ou de survenance d'événements externes inattendus insuffisamment couverts par les résultats des modèles de dépréciation, des ajustements ont dû être apportés (appelés ajustements très significatifs). Cette année, en plus des autres ajustements, des ajustements très significatifs ont été comptabilisés au titre des événements extérieurs non pris en compte dans le modèle visé par l'IFRS 9, à savoir :

- un ajustement de 76 millions d'euros afin de tenir compte du Nouveau risque géopolitique ;
- un ajustement de 39 millions d'euros au titre de l'accroissement du risque lié aux prêts In Fine ;
- un ajustement de 23 millions d'euros pour les risques de transition résultant de la loi néerlandaise sur l'azote ; et
- un ajustement de 87 millions d'euros au titre de l'impact des risques climatiques et environnementaux sur le portefeuille.

•

Prêts dépréciés évalués sur une base individuelle

Pour les prêts dépréciés, évalués sur une base individuelle, la provision pour dépréciation repose sur les éléments suivants : la moyenne pondérée de la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs attendus (y compris les informations prospectives et l'évaluation des garanties sous-jacentes) dans les trois scénarios différents : un traitement durable, un scénario optimisant et un scénario de liquidation.

Incertitude des jugements et estimations

L'incertitude des jugements et des estimations relatifs à la provision pour dépréciation des prêts et créances est principalement liée aux aspects suivants :

- Un jugement est nécessaire pour déterminer toute augmentation significative du risque de crédit qui s'applique au transfert des actifs de l'étape 1 à l'étape 2 ;
- Un jugement est nécessaire pour les modèles complexes tels que le modèle de probabilité de défaut (PD) et le modèle de perte en cas de défaut (LGD) qui sont utilisés pour estimer les pertes de crédit attendues
- Un jugement est nécessaire pour déterminer l'exposition en cas de défaut (EAD) qui tient compte des changements attendus en raison des remboursements anticipés ;
- Un jugement est nécessaire dans le cadre de l'élaboration des scénarios macroéconomiques pondérés par leur probabilité qui sont utilisés pour la dépréciation modélisée des prêts ;
- Un jugement est nécessaire pour déterminer les ajustements très significatifs à apporter aux résultats des modèles en raison d'événements externes non pris en compte par l'IFRS 9, tels que les effets de deuxième et troisième ordre des troubles géopolitiques, l'augmentation des taux d'intérêt, l'inflation et l'augmentation des coûts pour les clients ainsi que les risques liés à l'azote ;
- Un jugement est nécessaire pour évaluer l'impact des risques physiques et de transition liés au climat sur les pertes de crédit attendues ; et
- Un jugement est nécessaire pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus et pondérer les trois scénarios relatifs aux prêts et créances dépréciés qui sont évalués sur une base individuelle.

Compte tenu des principes et méthodes comptables dont le choix est important, des jugements portés par la direction, de la complexité et des limitations inhérentes aux données requises par les modèles de dépréciation des prêts, ce secteur est exposé à un risque accru d'inexactitudes/anomalies significatives causés par des erreurs ou des fraudes. En conséquence, nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de notre audit.

Exposition aux risques liés à la réglementation et aux risques client

Se reporter à la note 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrage ».

Changements survenus dans les domaines de conformité

La Banque considère que le risque de non-respect des lois et réglementations concerne, d'une part, les lois et réglementations qui ont un impact indirect sur les états financiers, telles que la loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Wwft) (y compris la réglementation internationale sur la lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) applicable à Rabobank), la loi sur la lutte contre le financement du terrorisme (FT) et les sanctions, la réglementation sur la connaissance des clients (Know Your Customer – KYC), le Règlement relatif aux abus de marché, la Directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID II - y compris le reporting des transactions), le Règlement général sur la protection des données (RGPD), le Règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) et la Directive IV sur les exigences de fonds propres (CRD IV).

D'autre part, le risque de non-respect des lois et réglementations peut également avoir un effet direct sur les états financiers dans la mesure où des actions en justice peuvent générer des passifs et des dépenses. À ce sujet, Rabobank a

équilibrer les limitations sous-jacentes du modèle et des données.

En particulier, pour les ajustements très significatifs comptabilisés au titre des événements extérieurs non pris en compte dans le modèle visé par l'IFRS 9, nous avons fait preuve dans notre audit du scepticisme professionnel requis en raison de l'importance et de la nature subjective de ces ajustements très significatifs. Ce faisant, nous avons invité la direction à prendre en considération plusieurs scénarios et diverses informations, tels que l'analyse historique, l'analyse de sensibilité et l'analyse des liquidités par secteur. Par ailleurs, en collaboration avec notre bureau d'économistes interne, nous avons évalué le caractère raisonnable de l'évaluation des secteurs vulnérables faite par la direction qui comprend les secteurs vulnérables aux risques climatiques. Nous avons estimé que les preuves à l'appui fournies étaient raisonnables pour la détermination des provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle. Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons tenu compte du risque de partialité de la direction et sommes arrivés à la conclusion que les provisions pour dépréciation qui en résultent ne sont pas indicatives d'une telle partialité.

En réponse à l'impact des risques liés au changement climatique sur le risque de crédit, nous avons évalué les informations qui corroborent ou contredisent la nécessité de procéder à des ajustements du fait du changement climatique pour équilibrer les limitations du modèle et de ses données sous-jacentes. À ces fins, nous avons examiné l'analyse des risques effectuée par la direction pour déterminer l'impact éventuel du changement sur certains clients et secteurs. Sur la base de cette évaluation, certains clients ont été classés dans la catégorie clients vulnérables et certains secteurs ont été classés en tant que secteurs sensibles ou exposés au risque climatique.

En outre, nous avons évalué la façon dont la Banque tient compte de l'impact du risque climatique sur les contreparties par l'intermédiaire de nos évaluations de prêts individuels. Nous avons, par ailleurs, avec la Direction effectué des études au niveau du groupe et auprès des composantes jugées importantes en raison de leur importance financière par rapport au groupe ou parce qu'elles sont susceptibles d'être à l'origine de risques importants d'anomalies significatives.

Nous avons également examiné d'autres informations recueillies au cours de notre audit, comme celles concernant l'évaluation des ajustements très significatifs effectués au titre des risques climatiques et environnementaux et de ceux liés à l'azote, et notre évaluation des critères de notation des risques d'exposition de certains clients.

Évaluation individuelle des prêts dépréciés

Compte tenu du risque inhérent à l'estimation des prêts dépréciés, nous avons sélectionné des échantillons appropriés et analysé les dernières évolutions chez les emprunteurs et nous nous sommes demandés si les jugements formulés et les estimations faites au sujet des provisions pour dépréciation étaient acceptables au 31 décembre 2024. Les procédures étaient notamment les suivantes :

- Évaluer les flux de trésorerie prévus (en utilisant notamment des informations prospectives) pour chaque scénario en les comparant au rendement historique du client et aux éléments probants (valeur des garanties) éayant le rendement futur attendu ;
- Estimer les compétences de l'évaluateur des garanties par le biais d'une évaluation effectuée en toute indépendance sur un échantillon de prêt par nos experts en valorisation ;
- Évaluer l'analyse de la direction de la répartition de la probabilité de chaque scénario individuel pour chaque prêt déprécié et corroborez les faits et circonstances réels.

En nous basant sur ce qui précède, nous avons estimé que la méthodologie utilisée et les données fournies étaient conformes aux pratiques du marché et du secteur concerné dans la détermination des provisions pour dépréciation des prêts et créances envers la clientèle. Compte tenu de la très grande incertitude des estimations, nous avons dû déterminer de façon très rigoureuse si les informations fournies dans les états financiers consolidés étaient conformes aux IFRS adoptées par l'UE. Nous estimons que les informations fournies sont appropriées dans ce contexte.

Nous avons examiné en détail les lois et réglementations importantes que la Banque doit respecter ainsi que la façon dont elle met en place et utilise des systèmes de contrôle interne appropriés pour se conformer à ces lois et réglementations.

Procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect des lois et règlements pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers

Nous avons rencontré régulièrement des membres du Directoire, le directeur de la conformité, le directeur juridique pour comprendre les risques émergents et potentiels liés à la réglementation.

mentionné à la note 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrage » les procédures suivantes :

- Suite à l'injonction signifiée par la DNB le 23 décembre 2021 (dans laquelle elle estimait que Rabobank avait enfreint les dispositions de la Wwft), le 7 décembre 2022 Rabobank apprenait que le Ministère public néerlandais la soupçonnait d'avoir enfreint les dispositions de la Wwft et qu'une enquête était en cours. Rabobank a reconnu qu'il est actuellement trop tôt pour connaître l'évolution ou l'issue éventuelle de l'enquête en cours et que la nature et l'importance des amendes, pénalités ou autres actions connexes pouvant être engagées ultérieurement ne peuvent pas être estimées de manière fiable, mais peuvent être potentiellement significatives. Pendant tout l'exercice 2024, Rabobank a renforcé ses activités de détection et de prévention de la criminalité économique et financière (CEF) et a continué d'investir dans la formation de l'ensemble de son personnel et plus particulièrement des employés travaillant dans le domaine de la CEF.

Jugement de la direction

La comptabilisation et l'évaluation des provisions et la communication des passifs éventuels exigent un jugement minutieux de la part de la direction en ce qui concerne l'issue future de procédures d'exécution, de mesures de protection des clients et d'enquêtes réglementaire.

Compte tenu de l'incertitude inhérente et de la nature discrétionnaire des provisions et des passifs éventuels résultant du non-respect des lois et réglementations, nous avons estimé que les provisions et les informations à fournir sur les passifs éventuels revêtent une importance particulière pour notre audit, puisque ce domaine est confronté à un risque accru d'inexactitudes/d'anomalies significatives causées par des erreurs ou des fraudes. En conséquence, nous avons estimé qu'il s'agissait d'un point clé de notre audit.

Conception et efficacité des contrôles généraux informatiques.

Les opérations et le système de reporting financier de la Banque sont fortement tributaires des systèmes informatiques, et des contrôles manuels dépendant des contrôles informatiques. Les contrôles généraux informatiques (CGI) sur les systèmes informatiques sont les suivants :

- Le cadre de gouvernance sur les systèmes informatiques ;
- L'accès aux programmes et aux données, en tenant compte de l'accès à l'environnement informatique ;
- Les modifications apportées aux programmes, en tenant compte des changements apportés à l'environnement informatique ;
- Le développement des programmes en tenant compte des changements à plus grande échelle ;
- Les opérations informatiques en tenant compte de la gestion de la continuité des opérations informatiques, y compris de la planification et du suivi des tâches, de la gestion des incidents, de la sauvegarde et de la restauration. Les CGI permettent de déterminer la fiabilité continue des informations générées par les applications et de s'assurer que les applications automatisées fonctionnent efficacement et de manière cohérente. Les déficiences des CGI peuvent avoir un impact généralisé sur le cadre de contrôle interne de la Banque et offrir des opportunités de commettre des fraudes.

La Banque dispose de plusieurs projets stratégiques de réglementation et de transformation à long terme, avec des composantes informatiques importantes pour continuer à se conformer aux normes strictes de reporting et aux attentes des parties prenantes en matière d'efficacité opérationnelle, d'efficacité et de qualité des données. Ceci montre à quel point il est essentiel de disposer de systèmes informatiques fiables, d'où l'importance des contrôles informatiques généraux (ITGC).

La fiabilité du traitement des informations étant essentielle pour les processus opérationnels, réglementaires et de reporting financier du Groupe, nous avons, par conséquent, considéré que la conception et l'efficacité des contrôles généraux informatiques sont un point clé de l'audit.

Nous avons contesté le point de vue de la direction sur ces risques liés à la réglementation en nous fondant sur nos connaissances et nos expériences des nouvelles tendances du secteur et du contexte réglementaire.

Afin d'identifier toute éventuelle enquête sur le respect des réglementations qui pourrait aboutir à la constitution de nouvelles provisions ou à la communication de nouvelles informations dans les états financiers, nous avons pris connaissance des échanges de courriers entre la Banque et les principaux organismes de réglementation, à savoir *Autoriteit Financiële Markten* (« AFM »), la DNB, la Réserve fédérale des États-Unis (« FED ») et la Banque centrale européenne (« BCE »). Au cours de l'année, nous avons rencontré les membres l'équipe commune de supervision de la DNB et de la BCE lors de réunions bilatérales.

Nous avons pris connaissance des procès-verbaux des réunions du Directoire et du Conseil de Surveillance et nous avons assisté, tout au long de l'année et ce jusqu'à la signature du présent rapport d'audit, à toutes les réunions du Comité des Risques et d'Audit. Nous avons régulièrement organisé des réunions bilatérales avec les présidents du Conseil de surveillance, du Comité d'audit et du Comité des risques.

Nous avons demandé l'avis du département conformité internes de la banque afin de mieux comprendre les risques que pouvaient représenter les nouvelles enquêtes réglementaires et celles existantes et nous avons examiné les rapports d'audit et les évaluations du service d'audit interne de la Banque au sujet du respect des lois et réglementations.

Notre travail d'audit nous a permis de constater qu'il existe au sein du Groupe des programmes spécifiques visant à améliorer les procédures LCB/FT et KYC ainsi qu'un plan de mesures correctives visant à remédier à tout non-respect des lois, notamment, aux Pays-Bas. Ces programmes sont également liés aux enquêtes réglementaires portant sur les procédures LCB/FT et KYC aux Pays-Bas (y compris le plan de mesures correctives en cas de non-respect des dispositions de la Wwft) et aux USA. Nous sommes parvenus à mieux comprendre l'évolution du plan de mesures correctives en lisant les comptes rendus d'avancement, en interrogeant les propriétaires des programmes, le Directoire, le Comité d'audit, en prenant connaissance de la correspondance échangée avec l'AFM, la DNB, la Réserve fédérale des États-Unis et la BCE au sujet de ces questions et nous avons discuté des résultats des audits réalisés par le service d'audit interne de la Banque en ce qui concerne les procédures LCB/FT et KYC.

Par ailleurs, nous avons organisé des réunions avec les conseillers juridiques internes et externes de la Banque au sujet de l'état d'avancement de l'enquête menée par le Ministère public néerlandais et avons pris connaissance de la correspondance échangée avec le Ministère public néerlandais.

Enfin, nous avons évalué l'ensemble des informations fournies afin de mettre en évidence les incertitudes et les risques liés aux passifs éventuels résultant du non-respect des lois et réglementations mentionnés à la note 4.9 « Procédures judiciaires et arbitrage » des états financiers. Nous estimons que les informations fournies sont appropriées compte tenu du contexte.

Notre travail a consisté notamment à évaluer et tester la conception et l'efficacité opérationnelle de certains contrôles effectués sur l'intégrité continue des systèmes informatiques qui sont utiles au reporting financier, en nous concentrant sur les éléments suivants :

- Les contrôles au niveau des entités de la technologie de l'information utilisée par l'organisation informatique, y compris la gouvernance informatique, la gestion des risques informatiques et la gestion de la cybersécurité ;
- La gestion de l'accès aux programmes et données, y compris l'accès des utilisateurs au réseau, l'accès et les autorisations au sein des applications, les droits d'accès privilégiés aux applications, aux bases de données et aux systèmes d'exploitation. Étant donné que la Banque utilise des outils automatisés pour gérer les droits d'accès, nous avons évalué l'utilisation de ces outils et testé leur bon fonctionnement ;
- La gestion des modifications apportées aux applications et à l'infrastructure informatique, y compris le processus de gestion des modifications et la mise en œuvre des modifications dans les systèmes de production à l'aide de mécanismes de déploiement automatisés ;
- La gouvernance des projets de transformation informatique stratégique et l'évaluation de l'impact sur notre audit 2024 ;
- Les opérations informatiques, y compris la surveillance par lot, la sauvegarde, la récupération et la gestion des incidents ; et
- La gestion de la cybersécurité qui passe par une connaissance approfondie des méthodes adoptées par Rabobank pour renforcer la cybersécurité et par l'évaluation de l'état de mise en œuvre de ces méthodes dans certains domaines essentiels.

Nous nous sommes concentrés sur les CGI de façon pertinente aux fins de notre

	audit des états financiers. Lorsque des lacunes ont été identifiées dans les contrôles pertinents, notamment ceux concernant la l'identification et la gestion des accès, la direction a effectué des tests d'impact afin de déterminer si ces lacunes avaient entraîné des anomalies significatives. Nous avons étudié et refait (le cas échéant) ces tests d'impact et sommes arrivés à la conclusion que nous disposions d'éléments probants suffisants pour affirmer que les lacunes des contrôles n'avaient pas eu d'impact significatif sur les états financiers 2024.
--	--

Récapitulatif des autres informations figurant dans le rapport annuel

D'autres informations figurent dans le rapport annuel. Il s'agit de toutes les informations qui complètent celles figurant dans les états financiers et dans notre rapport d'audit.

Sur la base des procédures mises en œuvre comme indiqué ci-dessous, nous en concluons que les autres informations.

- sont conformes aux états financiers et ne renferment pas d'inexactitudes/anomalies significatives ; et
- englobent les informations qui figurent dans le rapport de gestion et les autres informations qui sont demandées par la Partie 9 du Livre 2 et qui concernent le rapport des rémunérations visé aux articles 2:135b et 2:145, paragraphe 2, du code civil néerlandais.

Nous avons lu les autres informations. En nous basant sur nos connaissances et sur ce que nous avons obtenu au cours de notre audit des états financiers ou autrement, nous avons examiné si ces autres informations ne comprennent pas d'inexactitude/anomalie significative.

En mettant en œuvre nos procédures, nous respectons les exigences de la Partie 9 du Livre 2 ainsi que les dispositions de l'article 2:135b, paragraphe 7, du Code civil néerlandais ainsi que celles de la Norme néerlandaise 720. L'étendue de ces procédures a été sensiblement inférieure à celle des procédures mises en œuvre pour notre audit des états financiers.

Le Directoire est chargé de préparer les autres informations, y compris le rapport de gestion et les autres informations conformément à la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais. Le Directoire et le Conseil de surveillance sont chargés de veiller à l'établissement et à la publication du rapport sur les rémunérations, conformément aux articles 2:135b et 2:145, paragraphe 2, du Code civil néerlandais.

Rapport sur les exigences juridiques et réglementaires et le format électronique unique européen (ESEF)

Notre nomination

Le 18 juin 2015, le Conseil de Surveillance, à la suite de l'adoption d'une résolution par les membres du Conseil général des Membres qui s'étaient réunis le 18 juin 2015, nous a nommés vérificateurs comptables de Coöperatieve Rabobank U.A. Les actionnaires ont renouvelé notre nomination tous les ans et cela fait désormais 9 ans que nous exerçons notre mandat de façon ininterrompue.

Format électronique unique européen (ESEF)

Coöperatieve Rabobank U.A. a préparé le rapport annuel au format ESEF. Les conditions régissant ce format sont énoncées dans le Règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission relatif aux normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique (ces conditions seront ci-après dénommées les NTR précisant le format ESEF).

À notre avis, le rapport annuel préparé au format XHTML, ainsi que les états financiers consolidés partiellement balisés, tels qu'ils figurent dans la liasse de consolidation de Coöperatieve Rabobank U.A., sont conformes, en tous points, aux NTR précisant le format ESEF.

Le Directoire est chargé de préparer le rapport annuel ainsi que les états financiers, selon les NTR précisant le format ESEF, grâce auxquelles la direction peut regrouper les différents composants en une seule liasse de consolidation.

Notre responsabilité consiste à obtenir l'assurance raisonnable que le rapport annuel figurant dans la liasse de consolidation est conforme aux NTR précisant le format ESEF.

Nous avons effectué notre étude en respectant le droit néerlandais, notamment la norme néerlandaise 3950N « Assuranceopdracht en inzake het voldoen aan de criteria voor het opstellen van een digitaal verantwoordingsdocument » (missions d'assurance relatives au respect des critères d'établissement de rapports numériques).

Notre étude consiste entre autres à :

- Comprendre le processus de reporting financier de l'entité et notamment la façon dont la liasse de consolidation est préparée.
- Identifier et évaluer les risques que le rapport annuel ne soit pas conforme en tous points aux NTR au format ESEF et concevoir et mettre en œuvre des procédures d'assurance complémentaires en réponse à ces risques afin de fournir une base à notre opinion, y compris :
 - obtenir la liasse de consolidation et procéder à des validations afin de déterminer si la liasse de consolidation contenant le document d'instance XBRL Inline et les fichiers taxonomiques d'extension XBRL ont été préparés conformément aux spécifications techniques telles qu'inclues dans les NTR au format ESEF ;
 - examiner les informations relatives aux états financiers consolidés de la liasse de consolidation pour déterminer si toutes les majorations requises ont été appliquées et si elles sont conformes aux NTR au format ESEF.

Interdiction de fournir des services autres que d'audit

Pour autant que nous sachions, nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits en vertu de l'article 5, paragraphe 1, du Règlement européen relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Services fournis

Les services que nous avons fournis à la Banque et aux entités contrôlées, en plus de l'audit, pour la période sur laquelle porte notre contrôle légal, sont présentés dans la note 48 « Coût du cabinet d'audit externe » de l'annexe aux états financiers.

Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit

Responsabilités du Directoire et du Conseil de surveillance au sujet des états financiers

Le Directoire est responsable de :

- l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS adoptées par l'UE et aux dispositions de la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais ; et
- du contrôle interne que le Directoire juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'inexactitudes/anomalies significatives, causées par des erreurs ou des fraudes.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers, le Directoire est chargé d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son activité. Sur la base du reporting

financier mentionné, le Directoire doit établir les états financiers selon le principe de continuité d'exploitation, à moins que le Directoire n'ait l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou n'ait pas d'autre alternative réaliste que de le faire. Le Directoire doit indiquer clairement dans les états financiers les événements et circonstances qui peuvent jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son activité.

Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le processus de reporting financier de la Société.

Nos responsabilités relatives à l'audit des états financiers

Notre responsabilité consiste à planifier une mission d'assurance et à l'exécuter de manière à obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nos objectifs consistent à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent aucune inexactitude/anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs et à rédiger un rapport d'audit qui présente notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé mais non absolu d'assurance qui ne garantit pas toutefois qu'un audit, conformément aux Normes d'audit néerlandaises, permette systématiquement de détecter toute inexactitude/anomalie significative. Des inexactitudes/anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou collectivement, influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prendront en se fondant sur ces mêmes états financiers.

La matérialité a une incidence sur la nature, les délais et la portée de nos procédures d'audit ainsi que sur l'évaluation de l'incidence des inexactitudes/anomalies mentionnées dans notre opinion.

Une description plus détaillée de nos responsabilités figure en annexe à notre rapport.

Amsterdam, le 3 mars 2025

PricewaterhouseCoopers Accountants N.V.

Le document original a été signé par R.E.H.M. van Adrichem RA

Annexe à notre rapport d'audit sur les états financiers 2024 de Coöperatieve Rabobank U.A.

En plus des informations qui figurent dans notre rapport d'audit, nous tenons dans la présente annexe à fournir des précisions sur nos responsabilités à l'égard de l'audit des états financiers et à expliquer ce en quoi il consiste.

Les responsabilités du vérificateur comptable relatives à l'audit des états financiers

Nous avons exercé notre jugement professionnel et avons fait preuve d'esprit critique tout au long de l'audit, conformément aux normes d'audit néerlandaises, aux exigences éthiques et d'indépendance. Notre audit a consisté, entre autres, à effectuer ce qui suit :

- identifier et évaluer les risques d'inexactitudes/anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs ; définir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une inexactitude/anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une inexactitude/anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions volontaires, des fausses déclarations ou un acte intentionnel de contournement du contrôle interne.

- Prendre connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit adaptées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque.

- Apprécier le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable

des estimations comptables faites par le Directoire ainsi que des informations fournies dans les états financiers.

- Apprécier le bien-fondé de l'application par le Directoire du principe comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, apprécier l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements et/ou des circonstances susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport d'audit sur les informations fournies dans les états financiers ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport et sont formulées dans leur ensemble dans le contexte de notre opinion sur les états financiers. Toutefois, des événements ou des conditions futurs pourraient empêcher la Société de poursuivre ses activités en tant qu'entreprise pérenne.

- Apprécier la présentation, la structure et le contenu d'ensemble des états financiers, y compris les informations à fournir, et évaluer si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nous sommes chargés de planifier et de réaliser l'audit de groupe afin d'obtenir suffisamment éléments probants et appropriés relatifs aux informations financières des entités ou des unités d'exploitation du groupe pour pouvoir formuler notre opinion sur les états financiers. Nous sommes également chargés de la direction, de la supervision et de l'étude des travaux d'audit effectués aux fins de l'audit de groupe. Nous sommes entièrement responsables de notre opinion.

Nous informons le Conseil de Surveillance, entre autres, de l'étendue et du calendrier prévus de l'audit et lui faisons part des principales constatations faites, notamment de toute lacune importante dans le contrôle interne constatée au cours de notre audit. À ce propos, nous adressons également un rapport complémentaire au Comité d'audit conformément à l'article 11 du règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public. Les informations contenues dans ce rapport complémentaire sont conformes à l'opinion que nous avons exprimée dans le présent rapport d'audit.

Nous remettons au Conseil de Surveillance une déclaration dans laquelle nous certifions avoir respecté les règles déontologiques applicables en matière d'indépendance et avoir pris l'engagement de l'informer des relations et autres questions pouvant laisser penser raisonnablement qu'elles ont une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, sur les mesures connexes prises pour supprimer les menaces ou les garanties données.

En nous basant sur les éléments communiqués au Conseil de Surveillance, nous avons déterminé ceux qui ont été les plus significatifs dans le cadre de l'audit des états financiers de l'exercice clos et qui constituent, par conséquent, les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, à moins que des lois ou des réglementations n'interdisent leur divulgation publique ou que, dans des circonstances extrêmement rares, leur non-divulgation relève de l'intérêt public.

Rapport de mission d'assurance sur l'efficacité du contrôle interne du reporting financier

À l'attention du Conseil général des membres et du Conseil de Surveillance de Coöperatieve Rabobank U.A.

Notre opinion

Nous estimons que la déclaration de Coöperatieve Rabobank U.A. relative à son appréciation de l'efficacité du contrôle interne du reporting financier de l'exercice clos au 31 décembre 2024 est établie, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux critères définis en 2013 par le Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission (COSO), (ci-après le référentiel COSO) tels que définis dans la section « Critères applicable ».

Objet de l'audit

L'objet de notre mission d'assurance porte sur le contrôle interne du reporting financier de Coöperatieve Rabobank U.A. (ci-après « Rabobank ») pour l'exercice clos au

31 décembre 2024 (ci-après « le contrôle interne du reporting financier »).

Dans le cadre de la présente mission, le contrôle interne du reporting financier de Rabobank est un processus conçu afin d'obtenir efficacement une assurance raisonnable de la fiabilité du reporting financier permettant l'établissement de ses états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre mission d'assurance, conformément au droit néerlandais, y compris à la norme néerlandaise 3000A « Missions d'assurance », autres que les audits ou les études d'informations financières historiques (missions d'attestation). Cette mission a pour but d'exprimer une assurance raisonnable. Nos responsabilités en vertu de cette norme sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport intitulée « Nos responsabilités relatives à la mission d'assurance ».

Nous estimons que les informations d'assurance que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion.

Indépendance et contrôle de la qualité

Nous sommes indépendants vis-à-vis de Rabobank conformément au Code d'éthique des experts-comptables, à la réglementation relative à l'indépendance (« Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assurance-opdrachten » - ViO) et aux autres exigences d'indépendance en vigueur aux Pays-Bas. De plus, nous nous sommes conformés au « Code d'éthique des experts-comptables », un règlement relatif aux règles de conduite professionnelle (« Verordening gedrags- en beroepsregels accountants » - VGBA).

PwC se conforme aux exigences de gestion de la qualité conformément à la réglementation néerlandaise relative à la gestion des systèmes de qualité (*Nadere voorschriften kwaliteitssystemen* - NVKM) et à la Norme internationale de gestion de la qualité (ISQM 1) et dispose, de ce fait, d'un système complet de gestion de la qualité comprenant des politiques et des procédures documentées relatives au respect des exigences éthiques, des normes professionnelles et des autres exigences légales et réglementaires applicables.

Critères applicables

Dans le cadre de la présente mission, le contrôle interne du reporting financier de Rabobank est un processus conçu afin d'obtenir efficacement une assurance raisonnable de la fiabilité du reporting financier permettant l'établissement de ses états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis.

Le contrôle interne du reporting financier de Rabobank est conçu conformément au référentiel du Cadre de contrôle interne intégré établi (en 2013) par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO), (ci-après, le référentiel COSO) et s'appuie sur des politiques et des procédures qui :

- régissent la tenue de registres qui, de manière raisonnablement détaillée, présentent avec exactitude et fidélité les transactions et cessions d'actifs ;
- fournissent l'assurance raisonnable que les transactions sont dûment enregistrées afin de permettre l'établissement d'états financiers consolidés selon un cadre de reporting conforme aux principes généralement admis et que les recettes et les dépenses ne sont effectuées qu'avec le consentement de la direction ; et
- fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou la détection en temps utile de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs qui pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers consolidés.

Limitations inhérentes

En raison de ses limitations inhérentes, le contrôle interne du reporting financier ne peut pas prévenir, détecter et corriger toutes les inexactitudes/anomalies. De plus, la projection de toute évaluation de l'efficacité future dépend du risque d'inadéquations des contrôles en raison de changements des conditions ou de l'éventuelle détérioration du respect des politiques ou procédures.

Responsabilités relatives au contrôle interne du reporting financier et à la mission d'assurance

Responsabilités du Directoire

Le Directoire de Rabobank est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne du reporting financier, conformément au référentiel COSO décrit dans les « Critères applicables » de notre rapport.

Le Directoire est également responsable de la déclaration relative à son appréciation de l'efficacité du contrôle interne qui figure à la note 54 « Rapport de gestion sur le contrôle interne du reporting financier », y compris de l'identification des utilisateurs prévus et du référentiel COSO applicable aux fins des utilisateurs prévus.

Le conseil de surveillance est chargé de superviser le processus de contrôle interne de la Société sur le reporting financier.

Nos responsabilités relatives à la mission d'assurance

Notre responsabilité consiste à planifier et à exécuter la mission d'assurance d'une manière qui nous permette d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Notre objectif vise à fournir l'assurance raisonnable que la déclaration d'efficacité du contrôle interne du reporting financier faite par Rabobank, dans tous ses aspects significatifs, soit conforme au référentiel COSO décrit dans la section « Critères applicables ». L'assurance raisonnable correspond à un niveau d'assurance élevé mais non absolu en raison du risque de non-détection par le cabinet d'audit de toutes les faiblesses du contrôle interne du reporting financier.

Procédures mises en œuvre

Une mission d'assurance comprend, entre autres, l'examen des éléments probants appropriés obtenus par sondages. Nous avons exercé notre jugement professionnel et avons fait preuve d'esprit critique tout au long de la mission d'assurance, conformément à la norme néerlandaise 3000A, aux exigences éthiques et d'indépendance.

Nos principales procédures consistent à :

- identifier et évaluer les risques que la déclaration de la direction au sujet de l'efficacité du contrôle interne du reporting financier ne soit pas fidèle et que le contrôle interne du reporting financier ne soit pas mis en œuvre efficacement par Rabobank en raison de fraudes ou d'erreurs ; concevoir et mettre en œuvre des procédures d'assurance adaptées à ces risques et obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
- prendre connaissance du contrôle interne du reporting financier de Rabobank, y compris de l'efficacité des contrôles, conformément au référentiel COSO ;
- évaluer les risques en se basant sur cette connaissance, que la déclaration de contrôle interne comporte des inexactitudes/anomalies significatives ;
- répondre aux risques évalués, y compris à élaborer une approche globale et à déterminer la nature, le calendrier et l'étendue des procédures ultérieures ;
- effectuer d'autres procédures clairement liées aux risques identifiés, en combinant inspections, observation, confirmation, en faisant de nouveaux calculs, en réexécutant des tâches, en recourant à des procédures analytiques et en menant des enquêtes. Ces autres procédures comprennent des procédures de corroboration, comprenant l'obtention des informations corroborantes auprès de sources indépendantes de l'entité et, en fonction de la nature de l'objet, tester l'efficacité réelle des mesures de contrôle ; et
- évaluer le caractère adéquat des informations d'assurance.

Amsterdam, le 3 mars 2025.

PricewaterhouseCoopers Accountants N.V.

Le document original a été signé par R.E.H.M. van Adrichem RA

Rapport de mission d'assurance limitée du cabinet d'audit sur l'information en matière de durabilité

À l'attention du Conseil général des membres et du Conseil de Surveillance de Coöperatieve Rabobank U.A.

Conclusion de notre mission d'assurance limitée

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre et des éléments probants que nous avons obtenus, nous n'avons rien constaté qui nous porte à croire que les informations consolidées en matière de durabilité (ci-après l'État de durabilité) de Coöperatieve Rabobank U.A. (ci-après la Société) pour l'exercice 2024

- n'ont pas été préparées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux normes européennes d'information en matière de durabilité (ESRS) adoptées par la Commission européenne et conformément au processus mis en œuvre par la société pour déterminer les informations devant être fournies en vertu des ESRS ; et
- ne répondent pas à l'obligation de publier des informations visées à l'Article 8 du Règlement (UE) 2020/ 852 (ci-après le Règlement « Taxonomie »).

Objet de nos procédures d'assurance limitée

Nous avons réalisé une mission d'assurance limitée à l'égard non seulement des Informations consolidées en matière de durabilité de Coöperatieve Rabobank U.A., Amsterdam, pour l'exercice 2024, lesquelles sont présentées dans la section intitulée État de durabilité du Rapport de gestion, mais aussi des informations incorporées aux informations en matière de durabilité de par la référence qui en est faite ici (ci-après les Informations en matière de durabilité).

L'état de durabilité fait référence à des sources externes ou à des sites web. Les informations provenant de ces sources externes ou de ces sites web ne sont pas soumises à nos procédures d'assurance limitée qui portent sur les Informations en matière de durabilité. Nous ne fournissons, par conséquent, aucune assurance sur ces informations.

Fondement de notre conclusion

Nous avons réalisé notre mission d'assurance limitée conformément au droit néerlandais, notamment à la Norme néerlandaise 3810N « *Assurance-opdrachten inzake duurzaamheidsverslaggeving* » (mission d'assurance sur l'information en matière de durabilité), qui est une norme néerlandaise spécifique basée sur la norme internationale ISAE 3000 « Missions d'assurance autres que les audits ou les examens limités d'informations financières historiques ». Nos responsabilités en vertu de cette norme sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport intitulée « Nos responsabilités quant à la mission d'assurance limitée sur l'information en matière de durabilité ». Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre mission d'assurance limitée sont suffisants et appropriés pour étayer notre conclusion.

Indépendance et contrôle de la qualité

Nous sommes indépendants vis-à-vis de Rabobank, conformément au code de déontologie des experts-comptables, dispositions relatives à l'indépendance (*Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assurance-opdrachten* » ViO) et aux autres exigences d'indépendance applicables aux missions d'assurance aux Pays-Bas. Par ailleurs, nous nous sommes conformés aux dispositions du Code de déontologie des experts-comptables, dispositions relatives aux règles de conduite professionnelle (*Verordening gedrags- en beroepsregels accountants* » VGBA).

PwC se conforme aux exigences de gestion de la qualité conformément à la réglementation néerlandaise relative à la gestion des systèmes de qualité (*Nadere voorschriften kwaliteitssystemen* - NVKM) et à la Norme internationale de gestion de la qualité (ISQM 1) et dispose, par conséquent, d'un système complet de gestion de la qualité comprenant des politiques et des procédures documentées relatives au respect des exigences éthiques, des normes professionnelles et des autres exigences légales et réglementaires applicables.

Observations**Observations sur les incertitudes de mesure**

Nous attirons votre attention sur la section « Émissions brutes de gaz à effet de serre (GES) » de l'État de durabilité qui identifie les indicateurs quantitatifs et les facteurs monétaires des émissions de carbone, y compris des émissions financées qui sont sujettes à un niveau élevé d'incertitude de mesure, et qui fournit des informations sur les sources d'incertitude de mesure, les hypothèses, les approximations et les jugements auxquels la société a dû recourir pour les quantifier conformément aux ESRS.

Observations sur le processus d'évaluation de double matérialité

Nous attirons votre attention sur la section « Base de préparation » de l'État de durabilité. Les données relatives à la « Démarche générale de préparation des informations en matière de durabilité » de cette section exposent les changements futurs possibles dans le processus en cours de diligence raisonnable et d'évaluation de double matérialité, notamment par le biais d'un engagement avec les parties prenantes concernées. La diligence raisonnable est un processus systématique et continu qui permet de faire face et peut déclencher des changements relatifs à la stratégie de la Société, à son modèle économique, ses activités, ses relations commerciales, son cadre opérationnel, sa structure d'approvisionnement et de vente, étant entendu que ces différents aspects sont importants pour les parties prenantes en tant que groupe. Le processus d'évaluation de double matérialité peut également être impacté à terme par l'adoption de normes spécifiques au secteur d'activités. Les Informations en matière de durabilité peuvent, par conséquent, ne pas prendre en considération tous les impacts, risques et opportunités ou toutes les informations supplémentaires spécifiques à l'entité que chaque partie prenante peut juger importantes pour sa propre évaluation.

Notre conclusion n'est pas modifiée du fait de ces observations.

Informations correspondantes ne relevant pas des procédures d'assurance

Les informations correspondantes aux points de données qui figurent dans l'État de durabilité ainsi que les informations connexes relatives aux exercices précédents n'ont pas fait l'objet de procédures d'assurance raisonnable ou limitée.

Limites inhérentes à la préparation des Informations en matière de durabilité

Lorsque le Directoire de la société doit fournir des informations prospectives en vertu des ESRS, il doit les préparer en se basant sur des hypothèses relatives à des événements pouvant se produire à l'avenir et aux mesures susceptibles d'être prises par la société. Le résultat final peut être différent de celui escompté dans la mesure où les choses se passent rarement comme prévu.

Les informations prospectives se rapportent à des événements et des actions qui ne se sont pas encore produits et qui ne se produiront peut-être jamais. Nous ne fournissons, par conséquent, aucune assurance sur la réalisation de ces informations prospectives.

La comparabilité des informations en matière de durabilité entre des entités et dans le temps peut être affectée par un manque d'informations historiques de durabilité conformes aux ESRS et par l'absence d'une méthode uniforme sur laquelle s'appuyer pour évaluer et mesurer ces informations. Cela permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, notamment au cours des premières années.

Le processus de détermination des informations à inclure dans l'État de durabilité peut reposer sur des hypothèses et des informations provenant de tiers, à savoir, entre

autres, des informations sur la chaîne de valeur et des informations recueillies auprès des acteurs de la chaîne de valeur, le cas échéant. Nous n'avons pas exécuté de procédures portant sur ces hypothèses et sources externes et nous nous sommes contentés d'évaluer la pertinence et le caractère plausible des hypothèses et sources externes utilisées.

Responsabilités quant aux Informations en matière de durabilité et aux procédures d'assurance limitée

Responsabilités du Directoire et du Conseil de surveillance quant aux informations en matière de durabilité

Le Directoire de Coöperatieve Rabobank U.A. est tenu non seulement de préparer les informations en matière de durabilité conformément aux ESRS mais aussi d'élaborer et de mettre en œuvre un processus d'évaluation de double matérialité permettant d'identifier les informations devant figurer dans l'État de durabilité conformément aux ESRS ; ce processus doit être décrit dans l'État de durabilité.

Ces responsabilités consistent à :

- comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent les activités et les relations commerciales de Coöperatieve Rabobank U.A. et à mieux connaître les parties prenantes concernées ;
- identifier les impacts réels et potentiels (tant négatifs que positifs) liés aux questions de durabilité, ainsi que les risques et opportunités qui affectent ou pourraient raisonnablement affecter la situation financière, les performances financières, les flux de trésorerie, l'accès au financement ou le coût du capital de la société à court, moyen ou long terme ;
- évaluer l'importance relative des impacts, risques et opportunités identifiés en rapport avec les questions de durabilité en déterminant des seuils appropriés et en les respectant ; et
- formuler des hypothèses et faire des estimations raisonnables en fonction des circonstances.

Le Directoire doit également préparer les informations à publier conformément aux exigences de reporting énoncées dans le Règlement « Taxonomie ».

Le Directoire doit également sélectionner les informations complémentaires spécifiques à l'entité et les publier afin de permettre aux utilisateurs de ces informations de comprendre les impacts, les risques ou les opportunités de la Société en matière de durabilité ; ces informations complémentaires spécifiques à l'entité doivent être adaptées aux circonstances et répondre aux exigences des ESRS.

Par ailleurs, le Directoire est responsable des contrôles internes jugés nécessaires à la préparation d'Informations en matière de durabilité exemptes d'anomalies significatives résultant de fraude ou d'erreurs.

Le Conseil de Surveillance se doit de superviser le processus de reporting des Informations en matière de durabilité de la société ainsi que le processus d'évaluation de double matérialité mis en œuvre par cette dernière.

Nos responsabilités quant à la mission d'assurance limitée sur l'information en matière de durabilité

Notre responsabilité consiste à planifier et à exécuter la mission d'assurance limitée d'une manière qui nous permette d'obtenir des informations suffisantes et appropriées pour étayer notre conclusion.

Nos objectifs consistent à obtenir un niveau d'assurance limitée, le cas échéant, nous permettant de déterminer si les Informations en matière de durabilité sont dépourvues d'anomalies significatives et de fournir dans notre rapport une conclusion de mission d'assurance limitée.

Une anomalie peut résulter d'erreurs ou de fraude et elle est considérée significative si, seule ou cumulée avec d'autres, elle peut influencer de manière raisonnable les décisions prises par les utilisateurs sur la base des Informations en matière de durabilité. Les procédures mises en œuvre diffèrent, par leur nature et leur calendrier, de celles d'une mission d'assurance raisonnable et sont moins étendues que celles-ci. Le niveau d'assurance obtenu dans une mission d'assurance limitée est donc beaucoup moins élevé que celui obtenu dans une mission d'assurance raisonnable.

Nos autres responsabilités dans le cadre d'une mission d'assurance limitée sur les Informations en matière de durabilité sont les suivantes :

- Mettre en œuvre des procédures d'évaluation des risques, y compris acquérir une compréhension du contrôle interne utile à la mission, afin d'identifier les domaines où des anomalies significatives peuvent se produire, qu'elles résultent d'erreurs ou de fraude ; et
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures adaptées aux domaines où des anomalies significatives peuvent nuire aux Informations en matière de durabilité. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions volontaires, des fausses déclarations ou un acte intentionnel de contournement du contrôle interne.

Procédures mises en œuvre

Nous avons exercé notre jugement professionnel et avons fait preuve d'esprit critique tout au long de la mission d'assurance, conformément à la norme néerlandaise 3810 N, aux exigences éthiques et d'indépendance. Nos procédures ont porté notamment sur les points suivants :

- Effectuer des recherches et procéder à une analyse de l'environnement externe ; mieux comprendre les thèmes et enjeux de la durabilité, les caractéristiques de la Société, ses activités, sa chaîne de valeur et ses principales ressources immatérielles afin d'évaluer le processus mis en place par la Société pour identifier non seulement les Informations à fournir en matière de durabilité mais aussi tous les impacts, risques et opportunités significatifs liés à la durabilité, conformément aux ESRS.
- Acquérir, grâce à des études approfondies, une compréhension générale de l'environnement de contrôle interne, des processus mis en œuvre par la société pour collecter et fournir des informations relatives à l'entité et à la chaîne de valeur, aux systèmes informatiques et au processus d'évaluation des risques de la Société, jugées utiles à la préparation des Informations en matière de durabilité ; identifier les activités de la Société, déterminer les activités éligibles et alignées et préparer les informations à fournir en vertu du Règlement "Taxonomie", sans tester l'efficacité opérationnelle des contrôles.
- Évaluer le processus de double matérialité mis en œuvre par la société ; identifier et évaluer les domaines d'application de l'obligation d'information relative aux Informations en matière de durabilité ainsi que les informations visées par le Règlement « Taxonomie », c'est-à-dire les domaines où des informations fausses ou trompeuses et/ou des anomalies significatives, résultant d'erreurs ou de fraude, peuvent exister. Nous avons conçu et mis en œuvre d'autres procédures d'assurance visant à s'assurer que les Informations en matière de durabilité sont exemptes d'anomalies significatives en réponse à cette analyse des risques.
- Vérifier si la description du processus d'identification des informations devant figurer dans l'État de durabilité établi par le Directoire est cohérente avec le processus mis en œuvre par la société.
- Évaluer les méthodes, hypothèses et données utilisées pour effectuer des estimations et fournir des informations prospectives. Déterminer si les méthodes utilisées par la société pour effectuer ses estimations sont appropriées et si elles ont été dûment appliquées pour les informations à fournir sélectionnées. Nos procédures n'ont pas consisté à vérifier les données sur lesquelles reposent les estimations, ni à effectuer nos propres estimations afin de les comparer à celles de la société.
- Analyser, sur la base d'un échantillon limité, la documentation interne et externe pertinente au niveau de la société (y compris des autres entités ou de la chaîne de valeur d'où peuvent provenir les informations) pour certaines informations fournies.
- Prendre connaissance des autres informations figurant dans le rapport annuel afin d'identifier les incohérences significatives, le cas échéant, avec les Informations en matière de durabilité.
- Déterminer si les informations fournies pour répondre aux exigences en matière de reporting énoncées dans le Règlement « Taxonomie » pour chacun des objectifs environnementaux sont conformes aux documents sous-jacents de la société, sont compatibles ou cohérentes avec les Informations en matière de durabilité, sont raisonnables et, en particulier, déterminer si les activités économiques éligibles remplissent les conditions cumulatives pour être considérées comme alignées, si les critères techniques sont respectés et si les informations sur les indicateurs clés de performance qui les accompagnent ont été définies et calculées conformément au

cadre de référence de la Taxonomie, y compris le format dans lequel les activités sont présentées.

- Harmoniser les informations financières pertinentes avec les états financiers.
- Examiner la présentation générale, la structure et le contenu équilibré des Informations en matière de durabilité, y compris les exigences en matière de reporting visées par le Règlement « Taxonomie ».
- Examiner, en nous basant sur nos procédures d'assurance limitée et d'évaluation des éléments probants d'assurance obtenus, si l'État de durabilité, y compris les questions et informations en matière de durabilité, sont clairement et correctement fournis conformément aux ESRS.

Nous tenons informé le Conseil de Surveillance, entre autres, de l'étendue et du calendrier d'exécution prévus de la mission d'assurance limitée et lui communiquons les résultats significatifs qui en découlent.

Amsterdam, le 3 mars 2025

PricewaterhouseCoopers Accountants N.V.

Le document original a été signé par R.E.H.M. van Adrichem RA

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la succursale de Paris.